



LA CONDITION de l'Artisan en Allemagne et en Italie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue par Mlle Geneviève IHLER

le 25 Mai 1940



Président de Thèse : M. OUALID

Suffragants : MM. LESCURE et Édouard DOLLÉANS

Imprimerie U. DE COSTER

45, rue N.-D. de Nazareth

PARIS-3°



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA CONDITION DE L'ARTISAN
EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Université de Paris

Faculté de Droit



LA CONDITION de l'Artisan en Allemagne et en Italie

THÈSE POUR LE DOCTORAT
soutenue par Mlle Geneviève IHLER
le 25 Mai 1940



Président de Thèse : M. OUALID
Suffragants : MM. LESCURE et Édouard DOLLÉANS

Imprimerie U. DE COSTER
45, rue N.-D. de Nazareth
PARIS-3°



INTRODUCTION

Ce qui caractérise essentiellement la catégorie professionnelle qu'on appelle aujourd'hui « Artisanat », est, sans conteste, l'autonomie du producteur et l'indépendance de son travail. Sans entrer dans le détail des différentes définitions officielles de l'artisan, et sans tenir compte des divergences des théories concernant cette notion, on peut, si l'on élimine ce qui a trait à telle ou telle législation, pour ne retenir que les points fondamentaux, dire que l'artisan est un travailleur indépendant, exerçant à son compte et personnellement un métier manuel nécessitant une certaine formation, avec l'aide de quelques collaborateurs seulement.

Il est donc bien évident que cette forme de travail laisse au chef de l'atelier artisanal une liberté presque complète d'organiser son activité à sa guise, et si, depuis les dernières années, les dispositions impératives des lois sociales sont venues lui imposer des obligations à l'égard de ses compagnons, le Maître-Artisan reste, lui, en dehors de toutes les réglementations.

Le mode d'exploitation artisanal est donc absolument opposé au système industriel employé dans les grandes usines, où des armées d'ouvriers disciplinés et encadrés, obéissent à un chef inconnu par l'intermédiaire de nombreux sous-ordres, où les divers départements de la production sont séparés par des cloisons étanches, et où aucune limite n'est assignée au développement de l'entreprise.

Si l'on conçoit que de telles industries trouvent aussi bien leur place dans les pays à gouvernement autoritaire et à économie plus ou moins dirigée, la formule artisanale ne semble pas, au premier abord, conciliable avec les besoins et les exigences de ces nations.

Or, on constate, au contraire, qu'en Allemagne et en Italie,

qui sont actuellement deux exemples typiques de ces tendances politiques et économiques, les gouvernants ont exalté la force représentée par l'Artisanat, et ont proclamé leur intention de le soutenir et de le développer, alors qu'il concrétise un genre de fabrication incompatible avec les nouveaux principes édictés.

Quelle est donc, en réalité, la signification de ce paradoxe ?

Il faut, pour répondre à cette question étudier la situation, tant légale que matérielle, des artisans dans les pays précités. Il nous a semblé intéressant de nous livrer à cet examen et d'en tirer toutes les conséquences concernant le véritable rôle économique de l'artisanat.

PREMIÈRE PARTIE

La condition de l'Artisan en Allemagne⁽¹⁾

CHAPITRE I

**L'ARTISANAT EN ALLEMAGNE
AVANT LE REGIME HITLERIEN**

L'Allemagne du Moyen Age, comme la France, et plus que les autres pays européens, a vu s'organiser un Artisanat extrêmement puissant économiquement et socialement. Au cours des siècles suivants, les artisans allemands ne conservèrent d'ailleurs pas leur importance, mais ils surent se concilier les pouvoirs publics et garder leurs principaux privilèges jusqu'au milieu du XIX^e siècle alors qu'en France la loi Le Chapelier, en 1791, allait, en supprimant les corporations, rayer pratiquement l'Artisanat de la vie économique pour une période de près d'un siècle et demi.

L'ancien système allemand reposait essentiellement sur l'affiliation obligatoire à la corporation ou jurande (Innung ou Zunft) à laquelle il fallait appartenir pour exercer un métier. Pour être admis dans la corporation, on devait justifier d'une certaine capacité professionnelle, c'est-à-dire prouver que l'on avait effectué son temps d'apprentissage et de compagnonnage, et passé l'examen de maîtrise. De plus, la majorité des corporations étaient « fermées » et ne comprenaient qu'un nombre déterminé de membres que l'on ne pouvait pas dépasser.

C'était là, du moins, le régime initial, mais dès le XVII^e siècle, et surtout au XVIII^e, il devait perdre beaucoup de sa rigidité : les

(1) Jusqu'en septembre 1939.

souverains s'arrogèrent notamment le droit de placer, même dans les métiers fermés, des « Maîtres-Francs » qui n'avaient à faire montre d'aucune capacité spéciale, et pouvaient n'appartenir à aucune corporation.

Au cours du XIX^e siècle, les idées évoluant en faveur de la liberté professionnelle, les corporations, bien que toujours existantes, allaient perdre peu à peu toutes leurs caractéristiques ainsi que leurs raisons d'être.

En 1807, la Prusse, la première, supprimait purement et simplement l'affiliation obligatoire à la corporation.

Il faut attendre 1845 pour voir les autres provinces suivre cet exemple, et c'est la loi du 17 janvier 1845 qui unifie la législation en posant le principe de la liberté d'exercice des métiers. Cette loi laissait cependant subsister quelques-unes des anciennes dispositions pour assurer à l'artisanat une certaine protection en face de l'Industrie grandissante; on chercha même à favoriser les jurandes en réservant le droit de former des apprentis aux artisans auxquels seraient délivré un certificat de qualification par la corporation, mais rien ne venait sanctionner cette mesure.

En 1848 se réunit à Francfort-sur-le-Mein, le « Parlement des Artisans »; il y siégea du 15 juillet au 18 août, et prit des résolutions qui inspirèrent les Ordonnances du 9 février 1849: ces ordonnances instituaient, dans la plupart des cas, l'obligation de subir l'examen de maîtrise avant de pouvoir exercer une profession artisanale, mais, en fait, ni les artisans, ni les autorités ne tinrent compte de ce texte.

A partir de ce moment, les progrès de la grosse industrie devaient aller en s'affirmant, et la doctrine des partisans du libéralisme gagnait toutes les sphères. De 1860 à 1869 les artisans tentèrent vainement de lutter contre le nouveau mouvement d'industrialisation pour lequel le gouvernement ne cachait pas ses sympathies, et sa situation devint de moins en moins brillante.

Le Code industriel de 1869 appliqué d'abord à la Confédération de l'Allemagne du Nord, puis à tout le territoire, assurait définitivement la liberté professionnelle: les corporations subsistaient mais sans garder leurs prérogatives, et elles ne conservaient aucun pouvoir coercitif.

Sentant la nécessité d'une réaction énergique, 1.300 jurandes et fédérations représentant 82.000 artisans, se réunirent à Dresde, en 1872, pour protester contre l'économie libérale qui les ruinait;

elles devaient fonder, sous le nom d'Association des Artisans-Maîtres allemands, la première union artisanale de grande envergure, qui avait pour objet de rendre aux groupements d'artisans leur vitalité d'autrefois et de les aider à regagner les avantages perdus ; son effort initial devait porter sur l'amélioration des conditions de l'apprentissage et du compagnonnage.

Cette manifestation ne devait pas rester sans effets, et les Pouvoirs Publics furent bientôt préoccupés eux-mêmes par la question artisanale. En 1874, par exemple, la Diète de l'Empire délibéra sur ce problème, et si les discussions restèrent sans résultat, il n'en demeure pas moins que le fait était en lui-même significatif. De même, quelques années plus tard, un député, le comte de Galen, réclame des tempéraments à la complète liberté économique, et insiste sur la nécessité d'encourager les corporations et de régler les rapports entre maîtres et apprentis.

Vers 1879, à leur tour, les économistes, à qui ne peuvent échapper certaines conséquences néfastes d'un libéralisme total, envisagent de le tempérer par un retour partiel à l'Artisanat.

Ce mouvement d'opinion devait aboutir à la loi du 18 juillet 1881 qui rendait aux corporations leur caractère d'institutions publiques et décidait la formation de comités et de fédérations d'artisans.

Ce texte ne donnait cependant pas encore complète satisfaction à l'Artisanat, et, à la Journée artisanale de Magdebourg, en 1882, l'assemblée émettait les vœux :

- que tout artisan adhère obligatoirement à une corporation ;
- que le Brevet de Capacité ne soit décerné qu'après un examen sévère ;
- qu'il existe également un examen de compagnon ;
- que des Chambres artisanales soient créées.

En 1883, la Confédération générale de l'Artisanat allemand est fondée, et, en 1884, s'y joint le Comité des Jurandes réunies de l'Allemagne, organisations qui remplacent l'Association de 1872.

Leurs efforts conjugués et les démonstrations artisanales de Magdebourg en 1882, Cologne en 1885 et Berlin en 1892, arrivèrent à faire modifier la loi de 1881 et, dès 1884, était accordé aux jurandes le droit exclusif de diriger l'apprentissage dans les divers métiers artisanaux. De nouvelles modifications en avril 1886, puis juillet 1887, laissèrent malgré tout subsister le principe des

corporations non obligatoires et subordonnées aux organes administratifs de l'Artisanat.

Le régime de l'Artisanat reste alors sans changement jusqu'à la loi sur la Protection des Artisans annexée à la loi du 26 juillet 1897, qui permet la création des Chambres artisanales ou de Métiers qui deviennent les représentants légaux des artisans; elle fixait aussi les règles de l'Apprentissage et du Compagnonnage selon les desiderata de 1882. L'existence des Chambres artisanales, prévue à partir du 1^{er} avril 1900, devait permettre à l'Artisanat de réaliser d'importants progrès en lui donnant des défenseurs officiels de ses intérêts.

Ces Chambres avaient pour mission l'étude des conditions de l'apprentissage, la liaison avec le Gouvernement et les Administrations pour toutes les questions ayant trait à l'Artisanat, (leur avis étant indispensable pour tout ce qui touchait les intérêts généraux de l'Artisanat, ou ceux de ses différentes branches) et la présentation des vœux ou des doléances d'ordre professionnel aux Pouvoirs Publics. Elles avaient, en outre, la possibilité de former des comités d'examen, de fonder des écoles spéciales et de pourvoir à leur fonctionnement, et, d'une manière générale, de prendre toutes mesures susceptibles de favoriser l'instruction technique et professionnelle des Maîtres-Artisans, compagnons et apprentis. En revanche elles ne pouvaient en aucune façon intervenir dans le domaine économique (par exemple dans la fixation des prix); elles pouvaient, au contraire, réglementer ce qui concernait l'apprentissage, y compris la détermination du nombre maximum d'apprentis à admettre. Leur tâche était donc uniquement d'ordre professionnel, et elles s'occupaient également de la prévoyance en faveur des Artisans.

A côté de ces Chambres, existaient des associations spécialisées et divers organismes artisanaux; en outre se sont alors constituées librement des commissions corporatives à base territoriale, et des fédérations professionnelles de corporations dont le champ d'action s'étendait à toute une région; au-dessus d'elles on trouvait le Congrès des Chambres artisanales.

La loi de 1897 et celle du 1^{er} octobre 1908 rendant obligatoire le Brevet de Capacité pour l'artisan qui veut former des apprentis, sont les deux textes fondamentaux de la nouvelle législation des métiers.

Depuis 1908, l'exercice d'un métier artisanal est libre en prin-

cipe, sauf quelques rares exceptions (notamment pour les professions de maréchal-ferrant et de ramoneur) et certaines interdictions conformes aux règles régissant l'industrie (par exemple dans le Bâtiment). Deux sortes de certificats peuvent être délivrés à l'artisan : le « Grosser Befähigungsnachweis » ou certificat d'aptitudes supérieures, pour le candidat qui a réussi à l'examen de maîtrise, et le « Kleiner Befähigungsnachweis » pour celui qui possède une certaine instruction et quelque expérience. Pour avoir des apprentis dans son atelier, l'artisan doit être âgé de 24 ans au moins et avoir passé avec succès l'examen de maîtrise ; seul celui qui remplit cette condition a droit au titre de Maître.



Après la guerre, l'incertitude économique qui suivit 1918 fit sentir à l'Artisanat le besoin d'une organisation centralisée et unifiée, et contraignit les groupements existants à s'unir : le 15 octobre 1919, était fondée à Hanovre la Confédération allemande de l'Artisanat qui, dès le début, chercha à assurer dans le nouvel ordre économique une place acceptable à l'Artisanat, et pour cela, à lui donner une administration rationnelle.

Le mouvement en faveur de la corporation obligatoire se dessinait de plus en plus nettement comme en font foi les chiffres fournis par le représentant de l'Allemagne, M. Derlien, dans le rapport qu'il présenta au 1^{er} Congrès International de l'Artisanat, qui se tint à Rome en 1930 :

En 1917, on comptait au total 13.369 corporations, groupant 623.256 membres (environ 60 % des artisans), dont 3.291 corporations obligatoires, avec 220.178 membres, et 7.868 corporations libres, avec 257.167 membres ;

En 1926, on trouve 17.138 corporations (934.900 membres), le nombre des corporations obligatoires ayant passé à 10.816 (734.843 membres) tandis que celui des corporations libres tombait à 6.322 (200.057 membres).

Dans l'assemblée qu'elle réunit à Iéna, en septembre 1920, la Confédération affirma l'importance de l'Artisanat, et demanda pour lui une loi rendant les corporations obligatoires.

Elle ne l'obtint pas, mais le 11 février 1929 une loi, la Handwerknovelle entrée en vigueur le 1^{er} avril, modifia cependant la législation artisanale pour tenir compte des conditions nou-

velles dues au développement technique et économique : elle réglementait le droit d'élection tout en soulignant la grandeur du rôle national de l'Artisanat. Désormais, chaque Chambre artisanale devait établir une liste des artisans qui exerçaient un métier dans sa circonscription. C'est l'inscription sur ce Rôle artisanal qui indiquait que l'on appartenait à l'Artisanat, que l'on avait le droit de vote et que l'on devait payer une redevance à la Chambre.

Ce texte nous montre déjà qu'en Allemagne, comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur, on ne peut pas fixer de limites précises à l'Artisanat, mais l'institution du Rôle artisanal a du moins donné une base sérieuse aux statistiques artisanales des années suivantes.

En résumé, à la fin de 1930, voilà quelle était, dans ses grandes lignes, l'organisation de l'Artisanat allemand ;

Il existait 77 Chambres artisanales, dont 32 en Prusse, 9 en Bavière, 5 en Saxe (industrielles), 4 dans le Wurtemberg, 4 à Baden, 3 en Thuringe, 3 (industrielles) pour les villes de la Ligue Hanséatique, 1 pour la Hesse, 1 pour Mecklenburg, 1 pour Holstein, 1 pour Anhalt, 1 pour Brunswick, 1 pour Lippe et 1 pour Schembourg-Lippe.

Toutes sont réunies dans la Confédération allemande de l'Artisanat et de l'Industrie à qui la loi du 16 décembre 1922 a donné le caractère de corporation de droit public.

Sont aussi membres de la Confédération, d'après le paragraphe 2 de ses statuts : les Corporations et autres Sociétés appartenant à l'artisanat indépendant du Reich, la Fédération des Corporations, l'organisation des sociétés allemandes de l'Industrie et de l'Artisanat, le groupe des Sociétés artisanales à caractère non politique, et la Fédération des Instituts d'assurance d'artisans et d'industriels indépendants.

Les buts essentiels de la Confédération tels qu'ils sont définis dans ses statuts, sont les suivants :

- représenter les intérêts communs des corporations adhérentes ;
- assurer, dans la mesure du possible, une application uniforme des prescriptions qui concernent l'Artisanat ;
- représenter les besoins et les aspirations de l'Artisanat ;
- favoriser le développement des organisations diverses de l'Artisanat, les réunions et les formations syndicales ;

— procéder à la coordination des activités de toutes les organisations ;

— faire collaborer les employeurs et les salariés de l'Artisanat.

La Confédération comprend des Sociétés spécialisées (47) par profession ou branche professionnelle artisanale, notamment celles des Boulangers, Maçons, Sculpteurs, Relieurs, Bottiers, etc...

Parmi les émanations de la Confédération on trouve encore des Consortiums (de crédit, d'achat, de vente) groupés dans la Fédération des Consortiums, et des Associations artisanales, surtout développées dans l'Allemagne du Sud, qui accueillent non seulement les artisans mais aussi les techniciens, les industriels et tous ceux qui sympathisent avec le mouvement artisanal, et dont le but principal est de favoriser l'instruction en fondant des écoles de préparation aux examens de compagnon et de maître.

Quant aux corporations, soit libres, soit facultativement-obligatoires (Fakultative-Zwangsinnungen), selon ce que la majorité des intéressés décide, elles groupent les artisans exerçant le même métier dans la région, qui peuvent ou doivent, suivant le cas, en faire partie. Alors que les Chambres représentent tous les Artisans de leur circonscription à quelque profession qu'ils appartiennent, les corporations s'occupent des problèmes particuliers à chaque métier.

Les artisans compagnons y sont également affiliés, et leurs intérêts spéciaux sont défendus par les Comités de Compagnons (Gesellenausschuss) créés au sein des corporations par la loi de 1897.

Les principales tâches des corporations concernent la formation professionnelle, les assurances sociales, le placement, etc. Les corporations de mêmes métiers sont réunies en Fédérations nationales qui font, nous l'avons vu, partie, ainsi que l'Organisation centrale des Chambres (Handwerks und Gewerbekammertag), de la Confédération Nationale.

Ainsi, après s'être maintenu sous la forme moyenâgeuse presque jusqu'au milieu du XIX^e siècle, puis avoir cédé, pendant quelques années, devant la poussée industrielle et libérale, l'Artisanat allemand a su amorcer la réaction contre le libéralisme économique et en profiter pour obtenir satisfaction pour certaines de ses revendications ; mais il ne put cependant arriver ni au rétablissement des corporations obligatoires, ni à celui du Brevet de Maîtrise.

Au point de vue matériel, la période difficile d'après-guerre, devait rendre extrêmement précaire l'existence des artisans allemands qui représentaient alors (chiffres relevés par le Comité Juridique spécial, pour 1926) : 1.320.515 propriétaires, 1.517.046 ouvriers, 766.666 apprentis et 109.235 employés, exploitant 1 million 307.876 entreprises. Telle était la situation de l'artisanat en Allemagne à la veille du régime hitlérien.

CHAPITRE II

L'AVENEMENT DU NATIONAL-SOCIALISME; SA DOCTRINE; LES THEORIES RELATIVES A L'ARTISANAT

Pour expliquer quelle devait être l'attitude du National-Socialisme à l'égard des classes moyennes, ainsi que les réactions des petits producteurs en face du nouveau régime, il est nécessaire de rappeler brièvement ce qu'était alors la situation.

La misère matérielle était profonde et générale et, à la suite de l'inflation, les catégories sociales qui formaient la classe moyenne se prolétarisèrent rapidement. En novembre 1932, il y avait six millions de chômeurs, et les masses désœuvrées, désorganisées, étaient prêtes à accueillir toute mystique susceptible de leur rendre confiance en elles et en l'avenir de leur pays.

Sur le plan économique, les éléments les plus faibles : employés, petits commerçants, artisans, intellectuels, toujours écrasés dans les luttes continuelles que suscitait le libéralisme entre puissances économiques (cartels, trusts, etc.) désiraient la fin de ce chaos, même au prix d'une dictature, et appuyèrent donc résolument le mouvement hitlérien dès ses débuts.

C'est dire, le 30 janvier 1933, quand Hitler, chef du parti le plus nombreux au Reichstag, accepte de former un ministère d'union nationale, l'espoir immense que mirent ces classes sociales dans ce sauveur possible qui détenait légalement le pouvoir. Et, en effet, ce que proclame Hitler : le rejet du libéralisme, l'abolition de la lutte des classes et du chômage pour construire une nation unifiée, travailleuse, heureuse, c'est tout ce que souhaitaient alors la majorité des Allemands.

Sur le plan économique, le National-Socialisme voulait d'abord s'opposer nettement au laisser-faire libéral qui maintenait la plus

grande partie de la population sous la dépendance économique de quelques chefs d'industrie, et, pour cela, soumettre les finances et l'économie aux valeurs politiques, morales et sociales qu'il rénovait.

A l'inverse du marxisme, il laissait subsister la propriété privée, l'initiative individuelle et même le capital (avec certaines limitations), et il conservait les différentes classes sociales, mais celles-ci seraient désormais obligées de concilier leurs intérêts divergents.

En fait, la nouvelle économie devait, d'une part, rester fidèle à ces principes, et d'autre part, tenir compte des problèmes que lui posait la réalité, c'est-à-dire : parer au chômage toujours menaçant, et restreindre les importations de toutes les denrées autres que les matières premières servant aux fabrications d'armement, pour ne pas accroître la dette allemande ; ce sont ces nécessités qui font comprendre d'abord le plan Schacht, et surtout le plan de quatre ans qui rendit la politique autarcique, jusque-là temporaire et imposée par les circonstances, définitive et systématique.

L'Allemagne eut donc un système complet d'économie dirigée, et il est à remarquer que si le programme du parti national-socialiste était singulièrement pauvre dans le domaine social, et si l'on n'y trouvait aucune disposition sur une nouvelle organisation du travail, celle-ci devait être directement inspirée par les idées démographiques, politiques ou racistes.

Les travailleurs de toutes conditions eurent dès lors une religion capable d'étouffer leurs caractères individuels pour former le type idéal de l'Allemand : culte de la race, exaltation du travail dans la concorde qui seul rendra au pays sa puissance, hiérarchie parfaite depuis la communauté populaire (Volsktum) jusqu'au chef suprême, en passant par les différents groupes qui les encadrent solidement.

Quant aux classes moyennes en particulier, quelle était la position d'Hitler en ce qui concernaient ceux à qui il était pour une part redevable de son succès ?

Dans le programme élaboré à Munich, le 25 février 1920, et mis au point le 22 mai 1926, on trouve, parmi les 25 articles contenant l'essentiel de la doctrine hitlérienne, un passage qui semble significatif :

« ART. 16. — Nous demandons la création d'une classe moyenne saine et le maintien de cette classe moyenne contrairement au Marxisme qui pose comme une loi de nature l'anéantissement de cette classe. Nous demandons la communalisation immédiate des grands magasins et leur location à bas prix aux petits artisans. Nous

demandons que l'on tienne compte dans la plus large mesure de tous les petits artisans en ce qui concerne les fournitures au Reich, aux états fédérés et aux communes. »

C'était là l'annonce de la conservation des classes moyennes, et, pour les artisans, nommément désignés, la disparition des grands magasins, leurs plus redoutables concurrents, et l'octroi de marchés de fournitures pour les personnes publiques qui leur procureraient du travail.

Sur ces deux promesses formelles, la première n'a pas été tenue : les grands magasins n'ont pas été communisés ; et la seconde ne paraît pas avoir pris beaucoup d'importance, mais la question des travaux publics sera traitée dans un chapitre spécial.

Excepté les précisions données sur ces deux points on ne rencontre nulle part d'aperçus sur la future doctrine artisanale, qui, fut-elle aussi établie en partant des dogmes du National-Socialisme, et principalement sur le Principe du Chef (Führergrundsatz).

Ce sera la loi du 29 mars 1933 sur la Réorganisation de l'Artisanat allemand qui posera les grandes règles du nouveau système : tous les artisans sont désormais dans l'obligation de faire partie d'une jurande (Pflichtinnung) ; chaque jurande est dirigée par un chef qui a toute autorité sur ses membres ; à la tête de l'artisanat se trouve le Maître de l'Artisanat allemand (Reichshandwerksmeister), nommé par le Gouvernement.

Ainsi l'Artisanat obtenait la corporation obligatoire qu'il réclamait depuis de longues années, mais il se trouvait enrégimenté comme toutes les autres catégories sociales, et, de ce fait, perdait presque complètement l'indépendance et l'individualisme qui, auparavant, étaient les caractéristiques du mode de travail artisanal. Dans quelle mesure sa situation matérielle et morale devait-elle en être affectée, c'est ce qu'une étude plus détaillée de la législation et des institutions existant actuellement pour l'Artisanat allemand permettra de voir.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION GENERALE DE L'ARTISANAT EN ALLEMAGNE

La réforme de la législation artisanale par le National-Socialisme

Il existait donc, dès avant 1933, une organisation régionale et centrale de l'Artisanat allemand, dont les rouages essentiels étaient les Jurandes et les Chambres de l'Artisanat, mais le gouvernement national-socialiste devait la remanier complètement en y introduisant la discipline fondée sur le Principe du Chef qui est à la base du régime, et même opérer, en plusieurs étapes, une refonte de tout le droit artisanal allemand.

Les nouveaux textes

C'est le 17 octobre 1933 qu'eut lieu, lors d'une démonstration politique artisanale au Kroll Oper de Berlin, la proclamation des résolutions du Gouvernement concernant l'Artisanat; les deux traits fondamentaux de la nouvelle réglementation annoncés par le Ministre de l'Economie Nationale étaient l'institution des Jurandes obligatoires, et l'application générale du « Führergrundsatz ».

Les artisans étaient, nous l'avons dit, favorables à la Corporation obligatoire, et cette reconnaissance d'une de leurs plus anciennes revendications, ne pouvait qu'être bien accueillie.

La loi du 29 novembre 1933 sur l'Organisation provisoire de l'Artisanat, réalisait l'application pratique de ces théories: pour faire partie de l'Artisanat, il était désormais indispensable de figurer sur une liste des Métiers; de plus, les pouvoirs que possédaient autrefois les organisations régionales à l'égard des groupe-

ments d'artisans, étaient transmis au Ministère de l'Economie Nationale.

Les dispositions de cette loi allaient être généralisées par la loi sur la Rénovation artisanale du 30 janvier 1934, et la Première Ordonnance du 2 février de la même année, qui posèrent les fondements du nouveau droit artisanal.

Une ordonnance autorisa ensuite les Ministres de l'Economie et du Travail à simplifier la constitution et l'administration des corporations, à les adapter à la nouvelle situation de l'Artisanat et, en particulier, à en diminuer le nombre; cette mesure devait être elle-même élargie par la loi du 27 février 1934 qui donnait au Ministre de l'Economie Nationale des droits analogues sur l'économie artisanale tout entière.

Cette dernière loi, complétée par l'ordonnance du 27 novembre 1934, ne s'adressait d'ailleurs pas uniquement à l'Artisanat, mais procédait à l'organisation de toute l'économie du Reich dans laquelle venait s'intégrer la branche artisanale. L'idée directrice de cette loi est parfaitement mise en relief par cette phrase de M. Schacht qui, le 4 février 1935, dans une conférence sur l'économie et la technique, définissait en ces termes la position du Gouvernement à l'égard de l'Economie : « Nous voulons, dit-il, la « diriger et non l'exercer nous-même. Seul l'Etat peut être son « gouvernail; c'est pourquoi la nouvelle organisation économique « a été subordonnée au Ministère de l'Economie. La Chambre « économique et les organes qui en dépendent seront les instru- « ments qui grouperont les organisations économiques. Les asso- « ciations libres ne sont pas supprimées mais la moitié d'entre elles « peut disparaître sans inconvénient. Celles qui subsisteront seront « affiliées aux Chambres de Commerce et aux Chambres d'arti- « sans. Les dépenses administratives devront être réduites; la guerre « a détruit une fois pour toutes les théories économiques de l'école « libérale. »

Pratiquement cette organisation fut réalisée de la façon suivante :

Sur le plan professionnel, on créa 6 Groupes nationaux : Industrie, Artisanat, Commerce, Banque, Assurances et Energie, qui furent à leur tour divisés en Groupes principaux (pour l'Industrie seulement), Groupes Economiques (Wirtschaftsgruppen) au nombre de 43, Groupes Professionnels et Sous-groupes Professionnels.

L'ensemble de l'organisation professionnelle des Artisans

forma le Groupe National de l'Artisanat, ses groupes professionnels étant constitués par les Fédérations de corporations qui pouvaient être soit réunies pour constituer un groupe économique, soit, au contraire, divisées en sous-groupes professionnels. Le groupe national, le groupe économique et le groupe professionnel sont des associations possédant la capacité juridique.

Sur le plan territorial, on rencontre dans les 18 Districts économiques correspondant aux circonscriptions des Commissaires du Travail, les Groupes de district des grands Groupes professionnels.

Dans chaque district se trouve l'une des 18 Chambres économiques (Wirtschaftskammer) qui est l'organe de représentation commun à toutes les institutions régionales des différents groupes, et dont les membres sont les Chambres du Commerce et de l'Industrie et les Chambres de l'Artisanat du district; toutes sont affiliées à la Chambre économique du Reich (Reichwirtschaftskammer) qui s'occupe des intérêts communs aux différents Groupes nationaux.

A tous les degrés, comme dans toutes les institutions du III^e Reich, est appliqué le principe du Chef, les élections sont supprimées. Tous les chefs et chefs-adjoints sont donc directement nommés par le Ministre de l'Economie. Le Maître de l'Artisanat du Reich fait d'ailleurs partie des chefs-adjoints de la Chambre économique du Reich et, dans les districts, c'est le chef régional de l'Artisanat, nommé par le Maître de l'Artisanat, qui fait fonction de 2^e chef-adjoint.

Nous sommes ainsi en présence d'une organisation parfaitement homogène et centralisée à l'extrême : le Ministre de l'Economie a la haute main sur tous ces organismes, et des pouvoirs étendus sur eux; il peut notamment reconnaître à certaines associations économiques le caractère de représentant unique de leur catégorie, les créer, les dissoudre ou opérer leur fusion, délimiter leurs circonscriptions, modifier leurs statuts, nommer et révoquer les chefs et même obliger les entreprises à s'y affilier.

Ces multiples possibilités ont été employées pour opérer une réforme étendue de tout le régime des associations; en particulier pour l'Artisanat, on n'a laissé subsister que les corporations et les Fédérations auxquelles a été conférée la double qualité de Groupe professionnel et d'association économique reconnue.

Cependant, à l'expérience, le fonctionnement de ce système complexe a fait surgir des difficultés : les rapports entre les groupes

et les Chambres, tant de l'Industrie et du Commerce que de l'Artisanat, étaient mal définis et donnaient lieu à des complications.

Le Ministre de l'Economie devait, par le décret du 7 juillet 1936, remanier l'organisation de l'économie pour parer à ces inconvénients : les groupes de districts de l'Artisanat sont désormais rattachés aux sections artisanales des Chambres économiques ; ces sections ont à étudier les questions qui leur sont soumises par les Groupes du Reich, et ont à leur tête, un chef, un conseil et un secrétaire.

Ce décret règle encore plusieurs problèmes relatifs aux affiliations et aux multiples cotisations.

D'autre part, le Ministre insiste une fois de plus sur la nécessité de simplifier l'organisation, d'assurer une coordination aussi parfaite que possible en supprimant les organes inutiles et en facilitant la collaboration des autres. D'une façon générale, il faut que l'activité des groupements suive toujours de près la politique économique.

Enfin ce décret détermine d'une manière plus précise que les précédents, les différentes tâches des organismes (associations économiques, groupes professionnels, corporations et Chambres) qui devront conseiller et instruire leurs membres dans les domaines technique et économique, les renseigner sur l'organisation du travail, étudier les questions fiscales, celles des tarifs et des transports, encourager les institutions de recherches et d'enseignement, donner leur avis sur les questions économiques intéressant chaque groupe, collaborer à l'éducation de la jeunesse, aux foires et aux expositions.

Les fédérations nationales de corporations et leurs membres peuvent créer des écoles professionnelles, publier des journaux techniques, développer la capacité et le rendement des exploitations artisanales, veiller à la formation des compagnons et apprentis, mais il leur est interdit, ainsi d'ailleurs qu'aux Chambres de l'artisanat, d'exercer directement une activité économique quelconque.

De même, la réglementation des salaires et des conditions du travail n'est pas de la compétence des associations économiques mais exclusivement de celle des Commissaires du Travail.

Ces principes généraux furent appliqués particulièrement à l'Artisanat par le Règlement destiné aux maîtres régionaux, du 28 juin 1934, par la 2^e ordonnance sur la réédification provisoire de l'Artisanat allemand du 18 janvier 1935 (qui applique le principe du chef au sein des Chambres artisanales), par l'ordonnance

du Ministre de l'Economie nationale sur la séparation par district et par profession du Groupe national de l'Artisanat, du 23 mars 1935, par l'ordonnance des Associations nationales de Jurandes (nouvelle réglementation des questions professionnelles), des 21 mai et 13 août 1935, et par la 3^e ordonnance sur la réorganisation provisoire de l'Artisanat (18 janvier 1935) qui institua le Certificat supérieur de capacité et la carte d'artisan. Enfin, le 6 juillet 1939, le Bulletin du Reich publiait un nouveau règlement édicté par le Ministre de l'Economie et concernant la discipline et le développement des métiers artisanaux : ce sont la Diète de l'Artisanat et les Chambres de Métiers, sous la surveillance du Ministre de l'Economie, qui sont compétentes pour ces questions.

Ce règlement prévoit des mesures techniques et économiques susceptibles de développer le pouvoir productif de l'Artisanat. Dans les districts des Chambres économiques seront, si le besoin s'en fait sentir, fondés des instituts pour le mouvement en faveur de l'Artisanat, ainsi que, le cas échéant, un Bureau pour le développement des métiers qui constituera une section spéciale de la Chambre artisanale.

C'est l'Institut allemand de l'Artisanat dont le siège est à Berlin qui se chargera de tous les travaux scientifiques et des expériences pratiques à faire dans ce domaine.

Aucun changement n'intervient en ce qui concerne les règlements scolaires et professionnels.

Le Ministre de l'Economie peut, en outre, confier au fonctionnaire responsable du mouvement en faveur de l'Artisanat toutes les fonctions que la situation générale de l'économie allemande ou les conditions spéciales aux diverses professions artisanales peuvent rendre nécessaires.

Le Maître de l'Artisanat est responsable envers le Ministre de l'application de ce règlement et collabore avec les chefs régionaux pour le mettre en pratique.

L'Artisanat allemand fut donc, en l'espace de deux ans, doté d'un véritable statut légal dont deux dispositions, celles relatives à la corporation obligatoire et au brevet de maîtrise, répondaient à ses plus légitimes ambitions.

Organisation d'ensemble de l'Artisanat

C'est dans le cadre légal que formaient ces textes que fut réalisée la réorganisation de l'Artisanat allemand.

Les 1.540.000 artisans furent d'abord répartis entre les Jurandes obligatoires qui furent elles-mêmes regroupées de façon à réduire leur nombre de 19.000 à 16.000.

Au point de vue de l'organisation professionnelle, on trouve à l'échelon inférieur les Corporations, puis, au dessus, les Fédérations nationales de corporations qui jouent le rôle de Groupes professionnels, pour aboutir enfin, au Groupe national de l'Artisanat dont le chef est le Reichshandwerksmeister.

L'organisation territoriale part elle, de la Chambre artisanale et arrive au Congrès de l'Artisanat et des Métiers que dirige également le Maître de l'Artisanat. Ce dernier est représenté dans chaque district économique par un Landeshandwerksmeister (*v. schéma*).

A côté de ces organismes, les Chambres économiques des districts et la Chambre économique nationale s'occupent de toutes les branches de l'activité économique, et, par conséquent, aussi des questions artisanales.

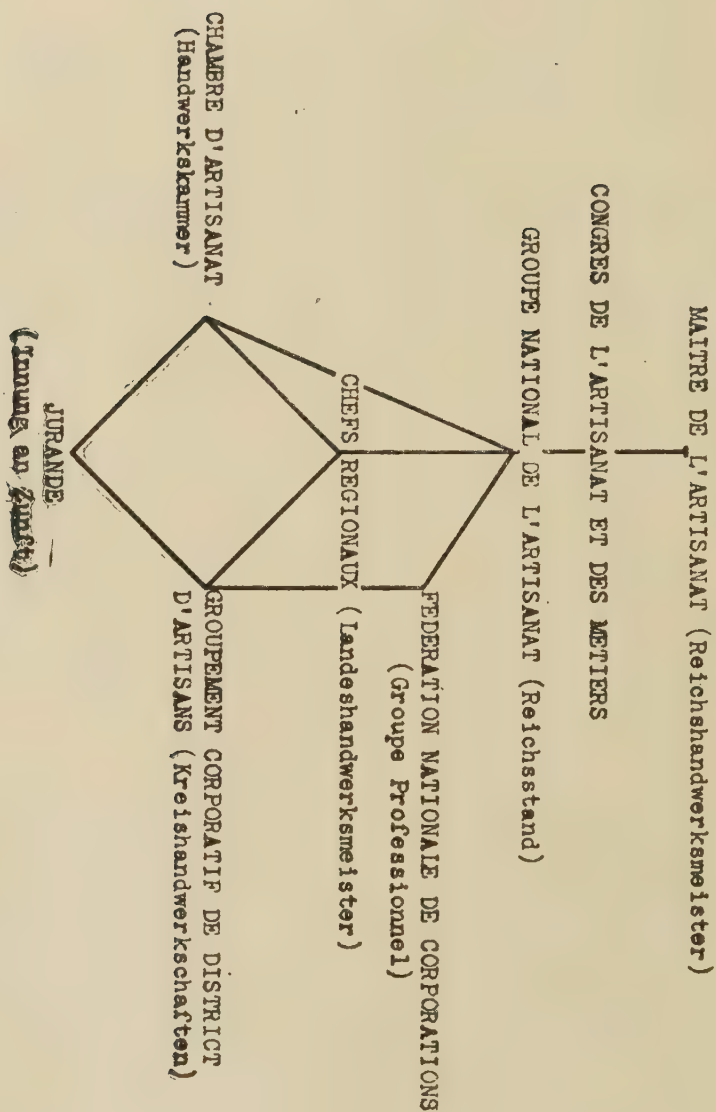
Les groupements non spécialisés (Berufsständische) s'occupent des problèmes communs à toutes les catégories de métiers, tandis que les groupements professionnels (Fachliche) ont à connaître de ceux qui touchent spécialement leur branche.

Les entreprises dont les organisations artisanales doivent s'occuper sont celles dont l'activité est portée sur une liste des « fabrications pouvant être effectuées manuellement » que le Ministre de l'Economie a fait établir et qui a été publiée le 6 décembre 1934. Cette liste comprend 72 métiers avec leurs diverses spécialités.

Les Corporations

La nouvelle législation imposant aux artisans l'obligation générale d'appartenir à une corporation, toutes les personnes qui exercent une telle activité font partie d'office de la corporation qui existe pour leur profession (art. 8 de la 1^{re} ordonnance du 15 juin 1934). Des corporations ont été créées dans toutes les branches de l'Artisanat, sur tout le territoire du Reich, à raison d'une seule corporation par branche et par circonscription, les anciennes jurandes existantes ont été, à cet effet, supprimées ou amalgamées aux nouvelles par les soins des Chambres artisanales.

Ces corporations sont des personnes de droit public qui peuvent ester en justice; leurs différentes fonctions sont déterminées très exactement par les lois et les règlements les concernant, et on peut constater qu'elles sont uniquement d'ordre technique ou profes-



sionnel, et jamais économique : ainsi elles ne peuvent intervenir aucunement dans la formation des prix, ni assurer elles-mêmes le fonctionnement d'une exploitation quelconque (ouverture de magasins, participation à des adjudications publiques); il leur est également interdit d'assumer d'autres tâches que celles qui leur sont imparties ou d'employer leurs fonds pour des fins étrangères à leurs attributions. En revanche, elles peuvent éclairer leurs membres sur la formation des prix, et jouent un rôle important en matière d'apprentissage. Enfin, tous les règlements récents attachent une valeur particulière à l'esprit de corps et à la dignité professionnelle dans l'Artisanat, et donnent aux corporations, pour mission essentielle, leur sauvegarde et leur développement.

Ce sont les Tribunaux d'honneur des Jurandes qui les assistent en réprimant tout manquement à l'honneur professionnel, au sens de la communauté et à la fidélité due aux principes du National-Socialisme ou aux dirigeants nazis. Ces tribunaux ont aussi à connaître des faits de concurrence déloyale, mais tant que celle-ci reste loyale, les corporations n'ont pas la possibilité de l'empêcher ou de la restreindre.

Pour faire partie d'une corporation il est indispensable de figurer sur le Rôle artisanal où ne sont portés que les Artisans-Maîtres chefs d'entreprise à l'exclusion des autres. Cependant la loi n'a pas entendu borner là son champ d'action, et a spécifié qu'elle s'appliquait également au personnel salarié de ces entreprises, pour lequel elle a prévu des dispositions spéciales : les intérêts des Compagnons sont représentés par le Délégué des compagnons (Gesellenwart) assisté par le Conseil des Compagnons (Gesellenbeirat), tous étant nommés par la Chambre artisanale. Le délégué a voix délibérative au conseil de la corporation et doit, ainsi que le conseil, participer à la réglementation de l'apprentissage et aux examens.

Les Chambres de l'Artisanat

Les Chambres artisanales, qui ont, elles aussi, comme le Congrès des Chambres, la personnalité civile, ont la charge des intérêts généraux de l'Artisanat, sans distinction de métiers, dans les questions d'Apprentissage, de Fiscalité, de Législation, etc.

Elles sont au nombre de 61, et exercent un droit de surveillance sur les jurandes et sur les groupements qui réunissent toutes les jurandes d'un département.

Les Chambres, pas plus que les corporations, ne peuvent intervenir en matière économique.

Les compagnons sont défendus au sein de la Chambre, par un représentant spécial (Obman) qui remplit des fonctions analogues et doit être consulté pour les mêmes questions que le Délégué des compagnons dans la corporation. Il est nommé par le président de la Chambre et fait partie de son bureau où il n'a, comme les autres membres, qu'un rôle consultatif; il n'y a pas auprès de la Chambre d'organe correspondant au Conseil des compagnons.

Le principe du Chef

Dans toute l'organisation de l'Artisanat, le Principe du Chef a remplacé les anciennes élections.

Au sommet de la hiérarchie, le Maître de l'Artisanat allemand est nommé par les Ministres de l'Economie et du Travail, et nomme à son tour les Maîtres régionaux; le Ministre de l'Economie nomme les présidents des Chambres de l'Artisanat qui nomment elles-mêmes les Chefs des corporations.

Les pouvoirs du chef de la corporation sont à peine atténués par certaines prérogatives accordées à l'Assemblée de la corporation (par exemple l'approbation du budget) dont il doit obtenir chaque année un vote de confiance.

Chaque corporation possède en outre, un conseil consultatif (Innungsbeirat) et des délégués (Innungswarte), et chaque Chambre un bureau (Vorstand) et un Conseil (Beirat), mais sans pouvoirs délibératifs; ces organismes sont d'ailleurs nommés respectivement par le Chef de la corporation et par le Président de la Chambre.

Les mêmes principes se retrouvent dans les Groupements de districts, et dans les Fédérations de corporations.

C'est le chef de chacune de ces personnes morales qui en assume la responsabilité pleine et entière, qui assure sa direction, qui la représente devant les tribunaux, etc. Leur tâche est d'autant plus lourde et leur action d'autant plus décisive que leurs décisions sont exécutoires sans avoir à réunir une majorité de voix; les chefs de Pays (Landeshandwerksführer) en particulier, ont des attributions nombreuses qu'énumère l'arrêté du Chef de l'Artisanat allemand promulgué le 28 juillet 1934: ce sont eux qui doivent notamment fournir à la presse artisanale toutes les nouvelles qui intéressent l'Artisanat, créer des offices de liaison avec toutes les organisations politiques du parti national-socialiste, contrôler les nomi-

nations des autres chefs de l'Artisanat, instituer des offices de placement, développer les cours et les écoles pour le recrutement des chefs artisanaux, etc. Dans ces conditions, on comprend que la formation de ces chefs ait pris une importance considérable et retenu toute l'attention des Pouvoirs publics.

On décida donc de créer dans les districts, des écoles spéciales dans lesquelles les futurs chefs des diverses institutions corporatives artisanales seraient instruits de façon à mener à bien leur mission. Le programme de cet enseignement comprend :

- Jurandes : organisation, administration, rôle du maître-chef ;
- Organisation de l'Artisanat : législation, rôle des métiers, certificat de capacité, tribunaux d'honneur, chambres artisanales, groupes de district, union des jurandes, état national de l'Artisanat ;
- Formation professionnelle : apprentissage, éducation, examen de maîtrise, examen de compagnon, championnats professionnels, enseignement complémentaire, écoles techniques et professionnelles ;
- Législation sociale : lois sur l'organisation du travail national ;
- Economie artisanale : vue d'ensemble sur le rôle et l'importance de l'Artisanat, questions juridiques, développement de l'Artisanat, création de travail.

Les élèves sélectionnés dans ces établissements, sont ensuite envoyés suivre les cours de l'Ecole d'Artisanat de Brunswick ; cette école, qui a été la première à fonctionner, a été inaugurée en octobre 1934. Son programme d'enseignement est destiné à donner aux chefs des artisans la formation technique et professionnelle qui leur est nécessaire, et comporte les matières suivantes : Rôle social de l'Artisanat, son histoire, ses lois et son organisation ; l'activité économique et professionnelle, l'homme et le métier, les coopératives, les tribunaux d'honneur, les assurances sociales, l'artisanat et la presse, l'apprentissage. La durée de chaque cours est de 10 jours.

En Novembre 1935, après un an de fonctionnement, voilà quels étaient les résultats obtenus : 22 cours pour les Chefs et 3 cours spéciaux (dont un pour les femmes) avaient été organisés ; il y avait eu 995 élèves aux premiers et 190 aux seconds ; l'âge moyen était 39 ans et les métiers représentés étaient la boulangerie (117 artisans), la peinture en bâtiment (84), la menuiserie (71), la coiffure

(65), la cordonnerie (52), puis venaient les tailleurs, les tapissiers, les maçons, les forgerons, etc.

Les conférences sont faites par les Présidents des Chambres artisanales et les dirigeants des Unions de corporations, et sont suivies de discussions libres pour accoutumer les artisans à parler en public.

Après leur sortie de ces écoles les Chefs de l'Artisanat doivent rester régulièrement en contact avec les représentants du gouvernement à qui ils rendent compte de leur activité; la première réunion des chefs a eu lieu à la Maison de l'Artisanat allemand les 28 et 29 novembre 1935. La discussion porta sur divers sujets intéressant les métiers et le Chef de l'Artisanat, M. Schmidt, souligna dans son discours, que les chefs régionaux sont responsables de la politique corporative générale.

Le Front du Travail

Il faut enfin signaler la part dévolue au Front du Travail dans l'organisation de l'Artisanat allemand.

La loi sur l'édification provisoire de l'Artisanat a supprimé toutes les sociétés artisanales auxquelles le caractère officiel n'était pas reconnu, et c'est le Front du Travail, au sein duquel l'Artisanat est pris en charge par l'association nationale « Handwerk » qui s'occupe de ses aspects sociaux, philosophiques et culturels. Là encore, la direction suprême est confiée au Maître de l'Artisanat qui centralise ainsi entre ses mains tous les problèmes concernant l'Artisanat.

Nous reparlerons d'une manière plus détaillée du Front du Travail au chapitre de la protection des Risques sociaux dans l'Artisanat.

CHAPITRE IV

DETERMINATION DE LA NOTION D'ARTISAN

Le terme d'artisan s'est longtemps passé de précisions officielles car il avait la propriété de faire immédiatement surgir devant l'esprit le moins documenté l'image traditionnelle de l'artisan sous son apparence moyenageuse. Mais l'évolution des conditions techniques et économiques de la production moderne ont fait apparaître l'insuffisance, pour ne pas dire l'inexactitude, de cette représentation sommaire qui ne tenait pas compte des nouveaux éléments qui se sont introduits dans le travail artisanal comme ailleurs : machines-outils, petits moteurs électriques, lois sociales, division du travail, etc., si bien qu'en face d'un producteur n'occupant que quelques ouvriers, et dont l'entreprise comporte à la fois des opérations mécaniques et une part de travail manuel, on se demande bien souvent si l'on a affaire à un petit industriel ou à un simple artisan.

D'autre part, l'artisan est parfois difficile à distinguer de quelques autres catégories de travailleurs qui présentent avec lui des traits communs, tels les ouvriers à domicile, les petits commerçants, etc.

Certains pays ont tranché la question en donnant une définition légale de l'artisan ; ainsi, en France, la loi du 26 juillet 1925, modifiée par le décret du 2 mai 1938, détermine d'une façon très précise les critères qualitatifs (travailleur autonome exerçant un métier manuel personnellement et à son compte, ayant des capacités professionnelles justifiées par un apprentissage préalable, vendant principalement le produit de son propre travail et aidé seulement par les membres de sa famille, des compagnons et apprentis) et quantitatif (le nombre des compagnons ou apprentis ne doit pas excéder 5 unités) qui permettent de reconnaître sans hésitation la qualité d'artisan.

Au contraire, d'autres législations, comme celles du Danemark, de la Norvège et de l'Allemagne, n'offrent aucune définition de l'artisan.

Dès lors comment peut-on caractériser cette catégorie sociale qui doit pourtant être séparée des autres ? Quelquefois c'est une liste limitative de métiers artisanaux qui tient lieu de définition légale, mais il semble qu'en Allemagne, la conception même de l'Artisanat s'oppose à toute délimitation trop rigide, quelle qu'en soit la forme. En effet, on peut relever dans un jugement du tribunal de Darmstadt de 1902, un passage qui exprime bien l'opinion courante des contemporains au sujet de l'Artisanat : « Il s'agit d'une « notion mouvante, variable, qui appartient en propre à la vie « économique et qui, par sa nature, s'oppose invinciblement à toute « tendance en vue de la faire entrer de force dans le cadre immuable « d'une définition valable pour tous les cas et pour tous les temps. »

Plus récemment, le Bureau International du Travail ayant, au cours de l'année 1931-1932, mené une enquête concernant la Définition de l'Artisanat et ses problèmes, les personnalités consultées pour l'Allemagne, répondirent dans le même sens.

Voici la déclaration du Dr Knöpp : « A l'intérieur d'une économie nationale donnée, compte tenu de l'évolution historique et des faits économiques observables, il est déjà extrêmement difficile de donner une définition de la notion d'artisanat. Les difficultés se multiplient encore lorsqu'on s'efforce de trouver la définition qui rende compte des conditions de plusieurs pays et surtout de tous les pays à la fois. Il ne peut s'agir que de fixer quelques points de démarcation et de laisser la vie pratique établir, par voie empirique, une distinction acceptable et suffisante. »

Et le Dr. Meusch dit également : « En Allemagne ainsi que dans d'autres pays, il est apparu comme impossible de trouver des critères qui définiraient en termes généraux l'Artisanat, et qui permettraient sa délimitation claire et précise, valable pour chaque cas particulier. La grande variété de forme des métiers, ainsi que le fait d'une évolution continue, mettent obstacle à cette délimitation. Dans notre pays surtout, l'Artisanat collabore dans une telle mesure à la production industrielle et est tellement engagé dans l'évolution économique et technique, qu'il ne paraît même pas désirable de trouver une définition absolue de la notion d'artisanat. Les éléments d'une telle définition peuvent être très vite dépassés, et, en fait, l'ont été dans le passé. »

Sur ce point, le National-Socialisme ne devait opérer aucune réforme d'importance, et si certaines des mesures qu'il a prises à l'égard de l'artisanat permettent de lui reconnaître de nouveaux caractères distinctifs, celui-ci ne lui doit pourtant aucune définition légale.

En réalité, en Allemagne, la délimitation de l'Artisanat est bien l'œuvre de la pratique : toute exploitation artisanale est inscrite sur le Handwerkrolle tenue par les Chambres de l'Artisanat et il y a appréciation de chaque cas concret plutôt qu'abstraction théorique établie une fois pour toutes.

L'entreprise artisanale

On peut cependant tenter de dégager des textes s'appliquant à l'artisanat des éléments susceptibles de montrer à quoi correspond l'entreprise artisanale en Allemagne.

Avant 1933, il semble que les statistiques aussi bien que les dispositions législatives accordent une place à part aux exploitations occupant moins de 10 ouvriers : l'Office de Statistique du Reich les range toutes sous la rubrique « Petite Industrie » et le Code des Assurances, dans son article 538, ne considère comme Fabriques que les établissements possédant au moins 10 salariés, l'assurance-accident ne s'étendant qu'à ces derniers. Evidemment le fait d'employer moins de dix personnes ne suffit pas à conférer le caractère artisanal, mais cette condition paraît alors à peu près nécessaire. A l'occasion du recensement professionnel de 1925, l'Office de Statistique avait même complété cette notion, en admettant dans le Commentaire qui accompagnait cette enquête, que, dans les ateliers artisanaux, le chef devait collaborer directement et personnellement à la production tandis que dans la petite industrie il se bornait à un rôle de direction administrative et commerciale.

Aujourd'hui, cette conception a été abandonnée ainsi que le prouve une étude parue en septembre 1936 dans l'organe officiel du Reichsstand de l'Artisanat allemand :

« Des nombreuses décisions rendues récemment par les administrations et les tribunaux allemands, se dégage une tendance à établir une définition de l'artisan qui diffère sensiblement des conceptions du Code de Commerce allemand de 1897. Actuellement, la ligne de démarcation entre l'artisan et l'industriel est abandonnée tant par la jurisprudence administrative que par la doctrine sociale des dirigeants de l'artisanat. La participation

« active et personnelle du maître-artisan n'est plus considérée
« comme caractéristique essentielle du travail artisanal. Selon la
« jurisprudence constante du contentieux suprême de Prusse, l'ac-
« tivité du maître-artisan peut se limiter aux fonctions de direction
« et de surveillance. On peut même déduire de l'ordonnance sur
« l'organisation provisoire de l'artisanat, que le maître-artisan est
« autorisé à transmettre la direction technique à un artisan qualifié.
« Des entreprises dont le volume d'affaires atteint jusqu'à deux
« millions de R.M. peuvent facilement être désignées comme arti-
« sanales, et certaines d'entre elles emploient fréquemment de 20
« à 200 personnes. »

On constate donc, avec le nouveau régime, un élargissement notable de la notion d'Artisanat.

Le Ministre de l'Economie a fait dresser et publier une liste des activités artisanales, mais celle-ci se borne à indiquer les branches professionnelles dans lesquelles peuvent exister des entreprises d'artisans sans préciser aucun des caractères de ces entreprises.

L'artisan

Quant à l'artisan lui-même, ce n'est, en Allemagne, que le fait d'appartenir à une corporation qui prouve sa qualité.

L'article 7 de la « Handwerksnovelle » du 11 février 1929 prévoyait déjà la création de Registres d'artisans tenus par les Chambres artisanales et où chaque artisan devait être inscrit; ces registres devaient servir de base pour les élections et les statistiques, mais comme on n'avait pas à prouver sa qualification pour y figurer, ils ne faisaient que constater un état de fait.

Pratiquement il fallait cependant résoudre certains problèmes; et d'abord, établissait-on une différence entre l'artisan et les travailleurs de condition analogue ?

La législation des assurances va, là encore, nous donner de précieuses indications. Aux termes de l'article 162 du Code des Assurances, le Façonner, qu'on appelle « Artisan à domicile » (Hausgewerbetreibender) est un travailleur industriel indépendant qui exerce un métier dans son propre atelier, mais pour le compte d'entrepreneurs, industriels ou établissements publics.

La notion d'Artisan à domicile est elle-même légèrement différente de celle de l'Ouvrier à domicile; ce dernier est assimilé à l'ouvrier de la grande industrie, car c'est un salarié que son patron emploie accidentellement en dehors de son usine, dans un local

appartenant à l'ouvrier, à cause du manque de place, par exemple.

Le régime appliqué au véritable artisan ne ressemble en rien à celui de ces travailleurs, ainsi l'assurance-maladie s'étend aux ouvriers comme aux artisans à domicile quand leurs gains ne dépassent pas une certaine limite alors que les artisans indépendants sont exclus de l'assurance obligatoire. Un jugement du 12 octobre 1925 (Amtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamt) a, suivant ce principe, décidé que cinq frères, pourtant membres d'une corporation et formant un apprenti, mais travaillant dans un atelier commun pour des fabricants de Solingen, étaient en réalité des Artisans à domicile, et, comme tels, assujettis à l'assurance-invalidité.

Il faut également, surtout pour les questions d'assurances sociales, faire une distinction entre l'artisan chef d'atelier, et les compagnons qui l'aident dans son travail : la règle de la jurisprudence est qu'il faut d'abord déterminer si l'on a affaire à une entreprise artisanale indépendante, une fois ce point acquis, on considère celui qui la dirige comme artisan autonome.

Depuis le nouveau régime, on trouve dans la 3^e Ordonnance du 18 janvier 1935, à défaut d'une définition, l'énumération des conditions que doivent obligatoirement remplir les personnes qui veulent exercer d'une manière indépendante une activité artisanale : seules peuvent y être autorisées les personnes physiques et morales inscrites au Rôle de l'Artisanat, formalité qui ne peut être remplie que par ceux qui ont subi avec succès l'examen de maîtrise, ou obtenu le droit de former des apprentis pour le métier en question ou un métier connexe (ce droit peut être reconnu à la suite de certains examens professionnels, par exemple).

En résumé, on peut dire que s'il n'existe pas de définition allemande de l'artisanat, ni dans les lois, ni même dans une jurisprudence constante, les professions qui peuvent être exercées par des artisans sont limitativement désignées ; d'autre part, l'Artisan-maître qui a fait son apprentissage et passé l'examen de maîtrise obligatoire, doit figurer sur le rôle artisanal et faire partie d'une corporation. Aucune autre condition n'est exigée de lui et il peut ne pas travailler lui-même dans son atelier et se contenter de contrôler.

On peut dire qu'en Allemagne, l'essentiel dans l'Artisanat est la qualification, la connaissance approfondie du métier et non (à l'inverse de la loi française notamment) les petites dimensions de l'entreprise, au développement de laquelle aucune limite n'est assignée.

CHAPITRE V

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La question de la formation professionnelle est l'une des plus importantes pour l'Artisanat, puisque c'est cette formation qui assure la qualification de l'Artisan et qui le distingue du simple ouvrier. C'est pourquoi, ne peuvent entrer dans les rangs de l'Artisanat que les personnes qui ont fait un certain temps d'apprentissage, variable avec les pays, et qui sont ainsi aptes à devenir compagnons, puis à s'établir ensuite à leur compte comme Maîtres; certaines législations les obligent à subir des examens pour s'élever d'un échelon à l'autre.

En Allemagne, la réorganisation de l'Artisanat s'est manifestée dans le domaine de la formation professionnelle par l'introduction des quatre principes suivants :

- Apprentissage obligatoire,
- Examens de Compagnons,
- Examen de Maîtrise,
- Formation pratique et théorique des artisans.

Le texte essentiel en la matière est l'Ordonnance du 18 janvier 1935 qui a créé le Grand Brevet de Capacité dont l'institution avait été amorcée, mais d'une façon incomplète, par la loi de 1908, et auquel les artisans étaient, en grande majorité, favorables.

L'apprentissage

Les règles auxquelles obéit encore l'apprentissage ont été posées par la loi sur les Métiers pour l'Empire allemand, du 26 juillet 1900. Cette loi, dont une section seulement traite des Apprentis, détermine d'abord, dans ses articles 126 à 128, les conditions de tout apprentissage en général :

Il est interdit aux personnes qui ne jouissent pas de leurs droits civiques, d'avoir et de former des apprentis. Ce droit peut en outre être retiré à celles qui ont manqué gravement à leurs devoirs envers les apprentis et à celles qui, par suite d'infirmités physiques ou mentales, ou d'immoralité, ne sont pas capables de former utilement des apprentis. Le contrat d'apprentissage doit être conclu par écrit, dans les quatre semaines du début de l'apprentissage, et contenir :

- 1° La désignation de la profession ou de la spécialité professionnelle pour laquelle l'apprentissage aura lieu,
- 2° L'indication de la durée de l'apprentissage,
- 3° L'indication des prestations réciproques,
- 4° L'indication des cas, prévus ou non par la loi, dans lesquels la résolution unilatérale du contrat est autorisée.

La loi du 30 mai 1908 spécifie que ces dispositions ne s'appliquent pas aux apprentis occupés dans les ateliers reconnus par l'Etat ou chez leurs parents, mais il faut alors que la Chambre artisanale ait été avisée par écrit du commencement de l'apprentissage et de sa durée. Le contrat d'apprentissage est exempté de frais et de timbres.

La loi énumère ensuite les obligations respectives du maître et de l'apprenti, ainsi que les cas de résolution du contrat d'apprentissage.

Le chapitre de l'Apprentissage artisanal est traité spécialement dans les article 129 à 132 dont voici les dispositions principales :

« ART. 129 (modifié par la loi du 30 mai 1908). — Dans les exploitations d'artisans, le droit de former des apprentis n'appartient qu'aux personnes qui ont accompli leur 24^e année et subi les épreuves de la maîtrise (art. 135). Si ces personnes n'ont pas subi ces épreuves dans la profession ou la branche pour laquelle l'apprenti doit être formée, elles ont ce droit quand, dans cette profession ou cette branche, elles ont :

— soit accompli elles-mêmes le temps d'apprentissage et subi l'épreuve de compagnon,

— soit exercé le métier pendant 5 années personnellement et pour leur compte, ou en qualité de contremaître, ou à un titre analogue.

L'autorité administrative supérieure peut accorder à titre révocable l'autorisation de former des apprentis à des personnes qui

ne réunissent pas ces conditions. Avant de l'accorder ou de la révoquer, cette autorité doit prendre l'avis de la corporation... L'accomplissement du temps d'apprentissage peut également avoir lieu dans une exploitation exercée en grand, et être remplacé par la fréquentation d'un atelier d'apprentissage appartenant à l'Etat, subventionné ou reconnu par lui, ou de tout autre établissement d'enseignement professionnel présentant les mêmes caractères...

ART. 129 a. — Quiconque satisfait aux conditions de l'article 129 pour une branche déterminée d'un métier, est autorisé à former des apprentis dans les autres branches de ce métier, et également dans les métiers similaires; la question de savoir quels métiers peuvent être considérés comme « similaires » au sens de la présente disposition, est de la compétence de la Chambre des Artisans...

ART. 129 b. — Le maître est tenu de faire parvenir à sa corporation une copie du contrat d'apprentissage dans les 14 jours de sa conclusion; il peut être contraint à l'exécution de cette obligation par la police locale. Les corporations peuvent exiger que le contrat soit passé devant elles; dans ce cas une copie du contrat sera remise au Maître et au père ou tuteur de l'apprenti...

ART. 130 a. — En règle générale, la durée de l'apprentissage est de 3 ans; elle ne peut se prolonger au delà de 4 ans...

ART. 131 (modifié par la loi du 30 mai 1908). — A la fin de l'apprentissage les apprentis doivent être admis à subir l'épreuve de compagnon. Cet examen a lieu devant une Commission; il y a une commission pour chaque corporation obligatoire...

ART. 131 b. — De l'examen doit résulter la preuve que l'apprenti exerce avec une habileté suffisante les travaux et pratiques en usage dans son métier, qu'il connaît la valeur et la composition des matières premières, ainsi que la manière de les travailler et de les conserver, et qu'il sait aussi reconnaître la bonne ou la mauvaise qualité de ces matières. La façon de procéder devant la commission d'examen, l'ordre des épreuves et le montant des droits d'examen font l'objet de règlements spéciaux. Le règlement peut prescrire que l'examen devra porter également sur la tenue des livres et la comptabilité; dans ce cas la commission pourra s'adjoindre un expert qui aura voix délibérative...

ART. 131 c. — A la fin de son apprentissage, l'apprenti est tenu de se présenter à l'examen de compagnon; la corporation et le Maître doivent y veiller. La demande d'admission à l'examen sera

adressée à la commission par l'apprenti qui y joindra le certificat d'apprentissage et, lorsqu'il a été astreint pendant ce temps à la fréquentation d'une école professionnelle, un certificat de fréquentation des cours. La commission d'examen doit consigner le résultat de l'examen sur le certificat ou diplôme d'apprentissage. Si le candidat ne réussit pas, la commission déterminera le délai avant l'expiration duquel il ne pourra se représenter à l'examen. Le certificat d'examen est délivré sans frais ni timbre. »

Le principe de cette législation est que l'apprentissage doit poursuivre à la fois un but matériel et moral : le Tribunal économique du Reich, dans un arrêt du 14 mars 1923, s'est prononcé dans ce sens en déclarant que le contrat d'apprentissage est simultanément « un contrat d'éducation et un contrat de travail ». Le maître doit instruire l'apprenti personnellement ou par l'intermédiaire d'un représentant qualifié, et lui donner la possibilité de perfectionner son instruction dans une école professionnelle.

Enseignement professionnel

L'article 145 de la nouvelle constitution allemande prévoyait la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 15 ans, cette obligation comprenant les écoles complémentaires dites « Ecoles Professionnelles » (Fortbildungsschule, Berufsschule).

Récemment, une loi sur l'obligation de fréquenter l'école, promulguée le 6 juillet 1938 et entrée en vigueur le 1^{er} novembre de la même année, apporte dans sa 3^e partie, certaines modifications et d'importantes innovations en ce qui concerne l'Artisanat :

L'obligation de fréquenter l'école professionnelle commence au moment où prend fin celle de fréquenter l'école élémentaire. Cette obligation dure trois ans en général, et deux ans pour les métiers agricoles. Les apprentis sont obligés d'aller à l'école professionnelle jusqu'au terme de leur apprentissage pour autant qu'il existe une institution scolaire outillée pour le métier.

L'obligation s'étend à tous les jeunes gens aptes au service militaire et au travail qui ne fréquentent pas déjà une école de métier équivalant à l'école professionnelle, qui ne suivent pas, pendant au moins 24 heures par semaine, les cours donnés par une autre école publique ou privée, ou qui ne vont pas à une école supérieure.

Ce texte se préoccupe avant tout, d'adapter l'horaire des cours aux nécessités du travail.

Orientation professionnelle

Cette question est envisagée par la loi du 22 juillet 1922 sur le placement, par l'ordonnance du 12 mai 1922 qui énonce les principes généraux régissant l'activité des offices publics de placement en matière d'orientation et de placement des apprentis, et par le règlement de l'Office Fédéral de Placement du 25 mai 1923.

Application pratique de ces principes

Ce sont les corporations qui ont les attributions des plus importantes en matière d'apprentissage : elles doivent, en effet, le réglementer conformément aux dispositions fixées par les Chambres artisanales et surveiller constamment la formation professionnelle, technique et morale des apprentis. Elles peuvent nommer, à cet effet, des délégués qui ont le droit de visiter les lieux de travail et les locaux destinés au logement des compagnons et apprentis, de contrôler la situation des apprentis et, d'une manière générale, de faire observer les prescriptions légales et les règlements en vigueur, dans toutes les entreprises artisanales qui dépendent de la corporation (art. 46 du 1^{er} Règlement sur l'Artisanat).

La politique du National-Socialisme en ce qui concerne l'apprentissage

Le Reichsstand de l'Artisanat allemand a, en premier lieu, chargé les Chambres artisanales de faire la statistique des apprentis occupés dans les diverses entreprises artisanales, à partir du 1^{er} décembre 1935 ; pour l'établir, les Chambres devront se servir de leurs propres documents (registres d'apprentissage) et des renseignements que leur fourniront les corporations. Dans l'avenir, ce recensement se fera deux fois par an, le 30 juin et le 31 décembre, et portera également sur le nombre des Artisans-Maîtres autorisés à former des apprentis.

Les chiffres ainsi obtenus doivent servir à fixer ultérieurement le nombre d'apprentis qui peuvent être employés par un Artisan-Maître, et qui doit être déterminé en tenant compte de la situation de chaque métier dans les différents districts. Pour arriver à une juste estimation de cette situation, les Unions de Jurandes adressent leurs propositions qui sont examinées par le Reichsstand et transmises par lui avec son avis, aux Chambres de l'Artisanat qui les

étudient et procèdent à toutes consultations utiles pour savoir si les directives des Unions peuvent être suivies dans leur circonscription ou si son économie exige certaines modifications. La décision des Chambres est alors adressée au Ministre de l'Economie par le canal du Reichsstand, et le ministre détermine le nombre maximum d'apprentis par métier et par région.

Dernièrement la politique de l'apprentissage dut prendre, étant donné les circonstances, une tournure nouvelle : pour remédier au manque de main-d'œuvre qualifiée, un décret du 22 octobre 1938 du Ministre de l'Economie nationale ordonna aux organisations de prendre des mesures pour hâter la formation des apprentis, notamment pour ceux de troisième et de quatrième année; en outre ce texte interdit, à partir du 1^{er} avril 1939, de prévoir, dans un contrat, une durée d'apprentissage supérieure à 3 ans.

Le Brevet de Maîtrise

L'apprentissage était donc, même avant la réorganisation de l'Artisanat, soigneusement réglementé, mais à cette époque, le jeune artisan qui ne désirait pas porter le titre de maître ni former lui-même des apprentis, pouvait ouvrir un atelier sans plus de formalités, cela jusqu'à la 3^e ordonnance sur l'Artisanat.

Depuis de longues années les milieux intéressés discutaient de l'opportunité d'introduire définitivement le Grand Certificat de Maîtrise en Allemagne; ses partisans y voyaient un moyen de limiter, en restreignant la liberté d'exercice des métiers, le travail noir et la concurrence déloyale, tandis que leurs adversaires ne pensaient pas qu'une telle mesure puisse être véritablement efficace, et craignaient au contraire, qu'elle n'aboutît à la fermeture d'une grande partie des entreprises qui, jusque là, fonctionnaient normalement.

Ce débat prit même, dans le journal *Das Deutsche Handwerk*, un renouveau d'actualité au moment de l'introduction à Dantzig, au début de 1932, du certificat de Maîtrise : il fallait désormais, pour diriger une exploitation artisanale indépendante dans cette ville, une carte spéciale prouvant la capacité du titulaire, qui était délivrée quand on avait passé l'examen de maîtrise ou reçu l'autorisation de former des apprentis, ou travaillé 3 ans comme apprenti et 10 ans comme compagnon (ou 5 ans comme contremaître), ou obtenu le certificat d'une école professionnelle officielle pour la branche en question.

A cette date, on réclama pour l'Artisanat allemand des dispositions analogues, mais il fallut attendre 1935 pour les voir introduites par la 3^e ordonnance sur l'organisation provisoire de l'artisanat allemand du 18 janvier, prise conformément aux pouvoirs accordés par les articles 1 et 5 de la loi du 29 novembre 1933, et dont nous relevons les passages essentiels :

I

« 1^{er} CHAPITRE. — L'exercice autonome d'un métier artisanal comme occupation permanente n'est permis qu'aux personnes physiques et morales inscrites au rôle des métiers.

1^o La Chambre artisanale tient un registre dans lequel doivent être inscrites toutes les personnes physiques et morales qui exercent pour leur propre compte une profession artisanale comme occupation permanente (Rôle);

2^o Doivent être inscrites au rôle des métiers les exploitations artisanales annexées à une entreprise commerciale, industrielle ou agricole, ou à une entreprise d'un autre groupe économique dans lesquelles généralement, les marchandises sont produites sur commande, pour être vendues à des tiers ou dans lesquelles les produits artisanaux sont exécutés sur commande directe des tiers (professions artisanales connexes).

3^o Les rôles des métiers sont publics.

4^o Le ministre de l'Economie édictera les prescriptions nécessaires sur la tenue des rôles de métiers.

III

1^o Ne pourront être inscrites au rôle des métiers que les personnes qui ont passé avec succès l'examen de maîtrise du métier qu'elles veulent exercer ou d'un métier connexe, ou celles qui ont obtenu l'autorisation d'apprendre ce métier à des apprentis.

Les examens reconnus par l'article 133, al. 10, du code des Métiers de l'Allemagne, sont assimilés à l'examen de maîtrise.

Le Conseil supérieur des Artisans et des Métiers (Deutsche Handwerks und Gewerbekammertag) décide quelles professions artisanales doivent être considérées comme connexes au sens de ce règlement.

2^o L'administration supérieure peut autoriser dans les cas spéciaux, après avis de la Chambre artisanale, des exceptions aux prescriptions de l'alinéa 1^{er}, surtout en faveur de personnes qui ont

reçu la formation d'ouvriers spécialisés dans une exploitation industrielle et qui ont travaillé, en tant que tels, pendant 5 ans.

Une autorisation exceptionnelle peut aussi être accordée à terme ou sous condition.

L'autorité supérieure du Pays (Landesbehörde) décidera quels pouvoirs devront être considérés comme « administration supérieure ».

IV

Celui qui remplit les conditions précédentes pour l'exercice du métier qui constitue sa principale occupation, peut aussi, dans son exploitation, exécuter des travaux relevant d'un autre métier.

V

1° Une personne morale ne peut être enregistrée au rôle des métiers que si le chef de l'entreprise et, dans les professions artisanales connexes, le chef de l'entreprise connexe, remplit les conditions de l'article III. La réglementation de l'article IV s'applique aussi.

2° Si une des personnes désignées dans l'alinéa 1^{er} quitte l'entreprise, elle doit être remplacée dans le délai de 4 semaines par un nouveau chef qui remplisse les mêmes conditions. La Chambre artisanale peut prolonger le délai. Si le délai expire sans que ces prescriptions soient remplies, l'entreprise doit être rayée du rôle des métiers.

VI

1° Après le décès d'un artisan indépendant, la veuve peut continuer l'exploitation même si elle ne remplit pas les conditions voulues.

2° Le même droit appartient aux héritiers mineurs pendant leur minorité, ainsi qu'à l'administrateur ou au curateur de la succession, ou à l'exécuteur testamentaire pendant l'exercice de leurs fonctions.

3° Un an après le décès de l'artisan indépendant, l'entreprise ne pourra être continuée conformément aux alinéas 1 et 2 que si elle est dirigée par un artisan remplissant les conditions prescrites.

2° CHAPITRE. — 1° L'inscription sur les rôles de métiers est effectuée d'office ou sur demande.

2° La Chambre artisanale doit délivrer un certificat d'inscription au rôle (carte artisanale).

Le Conseil supérieur des Métiers et des Artisans fixe, après autorisation du ministre de l'Economie, le libellé de la carte et la taxe due au profit de la caisse de la Chambre.

3° Si l'artisan est rayé du rôle des métiers, il devra rendre sa carte.

XVII

Au moment de l'inscription au rôle, les artisans doivent fournir, à la demande des Chambres artisanales, tous renseignements utiles sur les conditions d'exploitation, l'importance de leur entreprise, le nombre de personnes qui y sont occupées, le nombre et le genre de machines, les examens professionnels que le propriétaire de l'entreprise a passés.

Les Chambres sont autorisées à faire inspecter les locaux et les installations par des délégués spéciaux.

XX

1° Les personnes physiques qui ont été inscrites au rôle avant le 1^{er} janvier 1932, resteront inscrites même si elles ne remplissent pas les conditions.

2° Les personnes physiques qui ont été inscrites au rôle après le 31 décembre 1931 et qui ne remplissent pas les conditions resteront inscrites si elles sont nées avant le 1^{er} janvier 1900, ou si, avant le 31 décembre 1939 elles ont apporté la preuve qu'à ce moment elles remplissent les conditions de l'article 3.

3° Celles qui, sans être inscrites au rôle, exercent, au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, une profession artisanale pour leur propre compte comme occupation permanente, et qui ont déclaré l'exercice de leur métier conformément à la réglementation des métiers pour l'Allemagne, doivent être inscrites d'office sur les rôles même si elles ne remplissent pas les conditions nécessaires.

L'inscription doit être rayée si l'artisan est né après le 31 décembre 1899 et s'il n'a pas apporté, avant le 31 décembre 1939 la justification de la régularisation de sa situation.

XXII

Pour l'examen de Maîtrise qui doit être passé à titre de régularisation, les dispositions de l'article 133 de la réglementa-

tion générale des métiers s'appliqueront avec les modifications suivantes :

— Pour être admis à passer l'examen de maîtrise, il sera nécessaire de prouver un apprentissage réglementaire ou l'examen de compagnon ;

— Il suffira d'apporter la preuve de l'exercice pendant 5 ans, comme ouvrier spécialisé ou artisan indépendant, de la profession dans laquelle l'examen doit être passé.

Si l'intéressé a passé l'examen de compagnon dans la profession choisie ou une profession connexe, il suffira de prouver l'exercice pratique de la profession pendant 3 années. »

Il ne faut pas voir, selon ses auteurs, dans cette ordonnance, un moyen détourné de limiter les effectifs de l'Artisanat, mais seulement une façon d'en interdire l'accès aux non-qualifiés, comme l'a indiqué le Dr. Schacht aux artisans de Berlin, le 22 janvier 1935, à l'occasion de la promulgation des 2^e et 3^e ordonnances sur l'Artisanat ; en effet, c'est en ces termes qu'il commentait l'institution du Grand Brevet de Capacité : « Ce doit être un stimulant pour les artisans qui sont incités à atteindre un degré élevé de perfection. Une telle mesure n'aura pas un caractère d'exclusivité puisque sont prévues des mesures transitoires et des possibilités d'exceptions. Cet examen a pour but d'effectuer une sélection et doit être considéré comme la contre-partie des privilèges conférés à l'Artisanat, sans que la voie soit fermée à qui que ce soit. »

Et le Maître de l'Artisanat, Schmidt, après avoir retracé l'histoire de la lutte pour le Brevet de Maîtrise, ajoutait : « Il n'est défendu à personne de choisir et d'exercer le métier d'un honnête artisan, mais celui qui le choisit doit avoir les possibilités nécessaires et les légitimer, car c'est la condition d'une vie économique saine, et c'est aussi son intérêt personnel. »

La nouvelle réglementation ne doit donc pas aboutir à supprimer ou seulement à réduire la concurrence dans l'artisanat, elle ne rétablit pas le Numerus Clausus des corporations fermées du Moyen-Age, et les métiers demeurent libres et ouverts à tous ceux qui les ont appris. Elle ne vise, en assurant la capacité professionnelle des artisans, qu'à accroître et la qualité, et le rendement de leurs fabrications, pour les mettre à même de mieux supporter la lutte économique.

D'ailleurs la rigueur du principe est atténuée par les mesures de transition que nous avons indiquées, par les dérogations possibles,

et surtout par cette faculté, spéciale à la loi allemande, qui permet à un artisan qui a passé l'examen de maîtrise pour un métier déterminé, de se livrer à une activité artisanale connexe sans avoir à subir de nouvel examen, même s'il l'exerce séparément (par exemple, un boulanger peut ouvrir une pâtisserie); de plus, un artisan peut, dans son atelier, travailler pour des branches différentes de celle dans laquelle il est Maître (ainsi, un carrossier peut accomplir tous autres travaux sur une voiture : peinture, soudure etc.) et, dans ce cas, il appartient à une ou plusieurs corporations suivant l'importance des travaux annexes, mais ne cotise qu'à la corporation principale.

D'autre part, la Chambre artisanale, compétente pour les examens de maîtrise, n'a pas le droit d'y restreindre l'admission des artisans, tous ceux qui remplissent les conditions légales devant avoir la possibilité de s'établir.

Il ne s'agissait donc pas, à l'époque, d'une suppression de la liberté professionnelle, et les garanties données suffirent à rassurer ceux qui pouvaient la craindre.

L'année qui suivit la 3^e ordonnance, un arrêté du Ministre de l'Economie Nationale du 25 février 1936, vint donner aux dirigeants de l'Artisanat allemand certaines précisions pour l'établissement des règlements des examens de Maîtrise qui devaient commencer au printemps suivant. Cette ordonnance avait pour but de mettre en accord les nouveaux examens professionnels avec les diverses lois artisanales introduites par le National-Socialisme. Elle stipulait, en outre, que les observations faites lors de l'application des règles récentes devaient être communiquées tous les 3 mois au Ministre de l'Economie.

Dans une déclaration à la presse, M. Schmidt, a précisé que les nouvelles prescriptions étaient destinées à mettre fin aux dispositions contradictoires et aux méthodes divergentes instituées autrefois par chaque Chambre artisanale; désormais, les examens seront subis :

— d'abord par tous ceux qui veulent s'établir comme artisans indépendants,

— puis par une partie des jeunes artisans qui ont jusqu'à l'année 1940 pour obtenir le titre de Maître selon la 3^e ordonnance,

— enfin par tous les chefs d'entreprises artisanales disposés à se soumettre volontairement à cette épreuve.

Le ministre a approuvé, par décret du 29 avril 1936, la 1^{re} série des règlements d'examens pour les métiers de Forgeron, Serrurier, Verrier, Opticien, Graveur, Ciseleur, Guillocheur, Métallurgiste, Sellier, et par décret du 1^{er} juin, ceux de Teinturier-Dégraisseur, Poêlier, Boulanger et Horloger.

Les résultats de cette législation ne se firent pas attendre ainsi qu'en fait foi une enquête faite, en juin 1936, par les Chambres de l'Artisanat pour le Reichsstand de l'Artisanat allemand :

Nombre des examens subis en :		avec succès	soit :
1931-32	31.924	28.327	91,3 %
1932-33	26.993	24.838	92 %
1933-34	38.079	35.233	93,5 %
1934-35	53.634	48.120	89,7 %

Ces chiffres montrent bien que les obligations légales n'ont pas découragé les futurs artisans, et que, pour la plupart, leur préparation aux examens est suffisante.

D'une manière générale, on peut dire qu'en Allemagne, les textes législatifs assurent une bonne qualification professionnelle de l'Artisanat.

CHAPITRE VI

LA GARANTIE DES RISQUES SOCIAUX DANS L'ARTISANAT

La politique sociale du National-Socialisme

Pour le National-Socialisme, la politique sociale fait partie intégrante de la politique générale du gouvernement, est soumise aux mêmes principes directeurs, et ne peut aller à l'encontre de cette dernière. D'autre part, les rapports entre patrons et salariés sont simplifiés par la réunion des uns et des autres au sein des mêmes institutions pour former une communauté qui doit mettre l'intérêt national au-dessus de ses propres intérêts de classes.

En effet, les différentes classes ne sont plus séparées en syndicats dressés les uns contre les autres, mais groupées dans une organisation unique. Le Front allemand du Travail, qui ne reconnaît par les anciennes catégories sociales et qui accueille tous les travailleurs, patrons, ouvriers, artisans, etc.

Le Front du Travail a été créé le 10 mai 1933, après dissolution de tous les syndicats ouvriers, par décision de 500 délégués ouvriers sous la direction du Dr. Ley, et son statut légal a été fixé par les ordonnances du 24 octobre et du 21 mars 1935. Cet organisme a surtout une mission d'éducation sociale et morale, et non de fixation des conditions du travail, les questions de salaires, notamment, sont formellement exclues de son activité. En fait, il a permis à l'Etat hitlérien d'avoir la haute main sur le monde du travail.

En mars 1938, il comprenait vingt millions d'adhérents, dont douze millions et demi d'ouvriers et huit millions de commerçants et d'artisans.

Il forme une vaste administration dont les fonctionnaires recrutés dans le parti national-socialiste, reçoivent, en outre, dans des

écoles dépendant du Service d'éducation morale et politique, une formation spéciale.

L'organisation du Front, plusieurs fois modifiée, a été enfin remaniée par une décision de son Chef, de janvier 1937 : elle comporte un Bureau qui s'occupe de cinq questions (Sécurité de la paix sociale, Relèvement du niveau de vie, Trésorerie, Tribunaux d'Honneur, Milices d'usines et Bureau du travail), plus quatre bureaux autonomes (Presse, Propagande, Institutions techniques, et Services techniques) ; le Front est divisé en dix huit groupes d'entreprises, suivant les branches économiques, qui traitent les problèmes professionnels, et ses organes locaux correspondent à ceux du Parti (administrations de Région, de District et de Localité).

Le Front du Travail a une triple action :

— d'abord sur le travailleur, par l'enseignement professionnel (le DINTA : Deutsche Institut für Arbeitsschulung, étudie la psychologie du travail, l'effcience, etc.), la rééducation des chômeurs et les concours généraux d'apprentis organisés chaque année par le Service de la Jeunesse, du Front.

— Sur l'entreprise, par le Service féminin de la protection des ouvrières, et par l'œuvre de l'Hygiène de l'atelier qui dote les entreprises-modèles de prix.

— Par l'aide aux travailleurs en dehors de leur métier.

A côté du Front du Travail, le régime instauré par la loi du 20 janvier 1934 réglementant le travail national, fait une large part aux chefs d'entreprises et à leur personnel qui sont chargés de tout un secteur de la politique sociale. Le chef d'un établissement est non seulement responsable des mesures édictées par les pouvoirs publics, mais doit encore avoir des initiatives propres, suivant les besoins de ses employés, portant sur la prévention des accidents, l'hygiène familiale, etc.

ASSURANCES SOCIALES

L'Allemagne est l'un des premiers pays à avoir, dès la fin du 19^e siècle, appliqué un système d'assurance contre les risques auxquels sont exposés les travailleurs. C'est à ce moment qu'intervinrent les principales lois s'y rapportant : loi de 1883 sur l'assurance-maladie, loi de 1884 sur l'assurance-accident, loi de 1889 sur l'assurance invalidité-vieillesse-décès.

Les artisans n'étant pas assimilés à des salariés ne pouvaient bénéficier de ces dispositions, et il en est encore aujourd'hui de

même dans la plupart des législations, mais, en Allemagne, des lois toutes récentes leur ont étendu certains régimes d'assurances.

Assurance contre les accidents et les maladies professionnelles

Etablie pour les ouvriers en 1884, elle a été ensuite appliquée successivement à l'agriculture en 1886, au bâtiment en 1887, à la navigation intérieure en 1911, et aux pompiers en 1923. La loi de 1925 a assimilé aux accidents du travail, les maladies professionnelles.

Sont assurées toutes les personnes employées dans les entreprises visées, y compris les compagnons et apprentis sans limite de salaire.

Assurance maladie-maternité

Elle remonte à la loi de 1883, complétée en 1885 et 1886. Depuis 1892, elle est générale et obligatoire pour tous les salariés manuels et intellectuels. Sont également assurés obligatoires les artisans à domicile dont le gain ne dépasse pas 3.600 R.M.

Les apprentis, rémunérés ou non, doivent être assurés.

Les prestations sont distribuées par des Caisses professionnelles ou territoriales.

Les statistiques font ressortir l'importance de cette branche d'assurance qui a atteint son niveau le plus bas en janvier 1933 avec 17,5 millions d'assurés, et comptait, en juillet 1935, 3,3 millions de nouveaux membres.

Assurance invalidité-vieillesse-décès

1° Pour les ouvriers.

Elle date de 1889, et a été améliorée en 1911 par l'assurance en faveur des survivants.

C'est une assurance obligatoire pour les travailleurs manuels de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ainsi que pour les artisans à domicile.

Des organismes spéciaux se chargent, par circonscriptions, du service des prestations dont une loi du 19 avril 1939 perfectionne les conditions d'attribution en ce qui concerne les pensions de veu-

ves, d'orphelins, les suppléments pour enfants et les dispositions en cas de cumul de pensions.

2° Pour les employés.

Les employés gagnant moins de 2.000 R. M. furent d'abord assimilés aux ouvriers; les autres ne furent admis à une assurance analogue qu'à partir de 1913.

En 1922, les deux formes d'assurance pour les ouvriers et les employés furent fondues en une seule assurance « des travailleurs »; celle-ci est obligatoire pour les employés dont le salaire n'atteint pas 7.200 R. M.

3° Pour les Artisans.

Les artisans étaient jusqu'alors complètement exclus de l'assurance obligatoire, seule une loi du 21 décembre 1937, permettait aux artisans autonomes comme à tous les Allemands âgés de moins de 40 ans et non assujettis à l'assurance, d'adhérer spontanément à l'assurance-invalidité. Cependant, à mesure que les conditions économiques devenaient moins faciles et l'existence des artisans plus précaire, il devint évident que ceux-ci ne pouvaient compter sur leur épargne pour assurer leurs vieux jours, et qu'ils ne pouvaient pas non plus prendre une quelconque mesure de prévoyance.

Il fut donc question d'admettre les artisans au bénéfice de cette assurance au même titre que les ouvriers, question qui souleva immédiatement des discussions sur la façon de les assurer. Devait-on obliger les artisans à faire partie des assurances sociales, ou leur donner la possibilité de choisir entre ce système et un contrat d'assurance sur la vie? La seconde solution était celle que préconisait le projet présenté par l'Artisanat allemand.

C'est alors qu'intervint la loi du 21 décembre 1938 (Gazette Officielle du Reich, I. P. 1900) instituant l'Assurance-vieillesse en faveur de l'Artisanat, qui est entrée en application le 1^{er} janvier 1939.

D'après ce texte, les artisans devront opter entre deux régimes : ou adhérer à la loi sur l'assurance des employés qui leur garantit une pension à un âge déterminé, ou s'assurer pour un capital en vie-mixte auprès d'un organisme public ou privé. L'artisan peut se soustraire à la loi sur l'assurance des travailleurs s'il contracte une police mixte dont l'échéance est l'âge de 65 ans, ou au-dessous; quand le contrat porte sur le paiements d'un capital, le minimum est de 5.000 R. M. Il est encore possible de s'assurer pour moitié selon le mode de l'assurance des employés, et pour moitié pour un capital qui devra dans ce cas être au moins de 2.500 R. M.

La limite d'âge est 60 ans, au-dessus de cet âge l'artisan est exclu du bénéfice de la loi; après 50 ans, l'assurance est pour lui facultative, et s'il désire se constituer une rente, celle-ci devra être réversible en cas de décès.

Enfin les vieux artisans ayant dépassé 60 ans devront être secourus par des contributions obligatoires fournies par tous les artisans valides.

Selon l'article 1^{er} de cette loi, les artisans sont assurés pour les cas d'invalidité due à un accident de travail, de vieillesse et de décès (en faveur de leur famille); ils sont assimilés en cette matière aux employés bénéficiant de l'assurance-rente. Sont considérés comme artisans aux termes de la loi, tous les artisans et toutes les artisanes inscrits au rôle de l'Artisanat.

Les artisans peuvent continuer à profiter de l'assurance libre quand ils versent, pour leur assurance sur la vie, au moins ce qu'il auraient à verser pour l'assurance des travailleurs. A leur requête, ils sont exemptés du paiement de la moitié du montant de la cotisation pour autant qu'ils versent pour leur assurance sur la vie (art. 3 et 5) au moins la moitié de cette somme. Ceux qui, ayant conclu une assurance sur la vie ne désirent pas demander la liberté d'assurance ou l'assurance partielle, ont à verser les cotisations complètes de l'assurance-retraite.

Conformément à l'article 12 de la loi, le Ministre du Travail, en accord avec les Ministres de l'Economie et de la Justice, a pris l'arrêté du 13 juillet 1939, qui complète la loi en vue de son application pratique : il précise notamment, dans sa 1^{re} partie (art. 1 à 9), à qui s'étend l'obligation de l'assurance, comment a lieu le calcul des quotes-parts, et dans quels cas l'artisan en est dispensé (maladie, chômage); la 2^e partie (art. 10 à 32, traite de la combinaison de l'assurance nationale avec les contrats d'assurances libres, et la 3^e partie (art. 33 à 38), des personnes exclues de l'assurance.

On estime à 1.600.000 le nombre des artisans atteints par cette mesure.

Assurance-Chômage

Elle a été établie par la loi du 16 juillet 1927, plusieurs fois amendée, mais ne touche que les ouvriers et les employés dont le salaire est inférieur à 7.200 R.M. et pas les apprentis ni les ouvriers à domicile. Cette loi est complétée par l'assistance-chômage (loi du 19 novembre 1926), qui, elle, englobe tous les chômeurs indigents

de plus de 21 ans, appartenant à toutes les catégories professionnelles, sauf les ouvriers agricoles et les domestiques.

Les secours sont remis, comme ceux de l'assurance-chômage, par l'Institut fédéral de Placement et d'Assurance-Chômage (1 office central, 13 régionaux et 361 locaux).

LES LOIS SOCIALES

Elles ne visent évidemment que le personnel de l'Artisan-Maître

Allocations Familiales

Le système adopté de 1921 à 1924, les mettaient à la charge de l'employeur, mais elles ont depuis beaucoup diminué d'importance.

Congés Payés

Ils sont habituellement de 12 jours. Les congés des apprentis sont régis par des règles particulières : en juillet 1938, une nouvelle loi pour la protection des jeunes a été promulguée. Elle s'applique à toutes les personnes âgées de 16 à 18 ans, l'emploi des enfants au-dessous de cet âge n'étant qu'exceptionnellement autorisé.

Le repos hebdomadaire doit commencer chaque samedi à 14 heures; il est permis de déroger à cette disposition dans les métiers qui déploient une plus grande activité le samedi, mais alors le repos doit avoir lieu un autre jour de la semaine.

Les personnes qui ont moins de 16 ans ont droit à 15 jours de vacances; celles qui ont 16 ans révolus, à 12 jours. Les jeunes gens qui prennent part aux « camping de récréation de la jeunesse hitlérienne » ont 18 jours de congé.

Les prescriptions relatives aux vacances sont entrées immédiatement en vigueur, les autres, à partir du 1^{er} juillet 1939.

Durée du Travail

La nécessité d'accroître le rendement des travailleurs pour exécuter le Plan de 4 ans, a fait admettre la prolongation de la durée du travail pour compenser le manque de main-d'œuvre quali-

fiée, et une réforme, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1939, a encore assoupli les dispositions légales sur la question. Ce régime ne reçoit d'ailleurs toute son application que dans les usines, et les statistiques manquent pour apprécier, en dehors de l'Industrie, la durée effective du travail des ouvriers.

L'ASSISTANCE SOCIALE

Si l'Etat continue à assurer lui-même certains services sociaux tels que la lutte contre le chômage ou les assurances sociales, il s'en remet, pour d'autres, presque complètement à des organismes spéciaux, le Front du Travail, le Corps médical ou les chefs d'entreprises par exemple.

En ce qui concerne les diverses mesures d'assistance, c'est le Front du Travail qui les assume grâce à un budget annuel qui dépasse trois cent millions R. M. A titre d'indication voilà quel était le bilan financier du Front pour l'année 1935 :

Recettes globales 300 millions R. M.

Dépenses :

Subventions aux membres	80	—
Secours d'hiver, subv. aux théâtres..	22	—
Service juridique	12	—
Service sanitaire	6	—
Education professionnelle	40	—
Organisation de la Force par la Joie.	20	—
Education politique	9	—
Surveillance des entreprises	8	—
Réserves pour la colonisation intérieure	100	—
Administration	70	—

D'après son dernier rapport, quatre millions et demi des membres du Front avaient reçu des secours pour chômage, invalidité, détresse, mariage ou cas spéciaux, dont le montant pouvait être évalué à environ trois millions et demi par mois, ce qui ne représente qu'une somme assez faible eu égard au nombre des bénéficiaires. Il faut remarquer que les sommes distribuées par le Front sont des secours de solidarité alloués en dehors des prestations des assurances sociales.

Parmi les différentes œuvres que subventionne le Front du Travail, les deux plus importantes sont celle du Secours d'Hiver (Winterhilfswerk) créée en 1933 pour accorder des prestations

aux orphelins, invalides et autres assistés, pendant l'hiver, et l'Association de la Force par la Joie.

Il comprend aussi un Office du Logement pour l'amélioration des habitations des travailleurs, et un Office central de la Santé publique qui se charge de tous les examens médicaux.

Les artisans peuvent bénéficier de ces secours comme les autres membres du Front : en outre, en 1937, a été constitué un fonds d'établissement pour les artisans.

Il en reste pas moins vrai que c'est surtout la récente loi sur l'extension de l'assurance obligatoire aux artisans qui constitue le progrès le plus réel pour eux, et la plus grande différence avec les législations des autres pays, cependant son application est encore trop récente pour que l'on puisse juger de ses effets.

CHAPITRE VII

LES CONDITIONS DE LA PRODUCTION ARTISANALE

L'étude des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'Artisanat, qui sont actuellement en vigueur, a permis successivement d'esquisser les grands traits de l'organisation de l'Artisanat et de voir quels étaient les caractères de l'Artisan Allemand, et, en particulier, quelle place importante occupait sa formation professionnelle. Le chapitre précédent a montré comment, sur le plan social, était traité l'Artisanat; il nous faut maintenant examiner quelles sont les charges qui pèsent sur l'entreprise, quelles sont ses possibilités de financement, quels travaux lui sont confiés, etc.

Le régime fiscal

Jusqu'en 1934, des lois extrêmement nombreuses et complexes faisaient du droit fiscal allemand un maquis inextricable; en 1930, le Gouvernement était lui-même obligé de reconnaître dans une circulaire officielle que les contribuables se plaignaient de la multiplicité des impôts, de la taxation excessive (depuis 1914, les impôts avaient passé de 70 à 220 R. M. par an et par habitant) et de la complication du système fiscal.

La réforme fiscale date du 16 octobre 1934 et comprend 10 lois.

La nouvelle politique fiscale s'efforçait de tenir compte de l'évolution de la situation économique et visait notamment :

- à établir un dégrèvement pour encourager la production,
- à dégrever spécialement les familles nombreuses,
- à donner des avantages à certaines catégories de producteurs et surtout aux agriculteurs.

Ce régime accorde un intérêt particulier à l'assainissement financier des Communes, problème auquel est dans une certaine

mesure liée l'économie artisanale, mais il ne prévoit aucune disposition spéciale en faveur de l'Artisanat qui est soumis au droit commun en matière de taxation.

Cependant certains aménagements ont été octroyés aux coopératives d'artisans :

Avant la réforme, ces coopératives étaient exemptées de l'impôt sur le Chiffre d'affaires quand il s'agissait de fournitures publiques, les Maîtres-Artisans qui participaient à ces fournitures par l'intermédiaire de la coopérative, restant toujours redevables de l'impôt.

La loi du 16 octobre 1934, relative à l'impôt sur le Chiffre d'affaires, ne laisse subsister l'exemption que pour les fournitures de matières premières dans le commerce de gros, et crée des réductions de 2 % à 5 % dans certains autres cas, mais pratiquement ce texte aboutit à priver les coopératives artisanales aussi bien de l'exemption totale que des réductions de taux. Cela signifie qu'un artisan qui reçoit des commandes par une coopérative doit payer l'impôt une première fois à titre personnel, et une seconde fois en tant que membre de la coopérative.

Cette lourde charge grève considérablement les frais généraux de l'Artisanat et le handicape fortement dans sa lutte contre l'Industrie au cours des adjudications, ce qui est en contradiction formelle avec l'article 16 du programme National-socialiste, qui, on s'en souvient, promettait aux artisans de les faire participer activement aux marchés publics.

Un tel état de choses a fait l'objet des réclamations du Reichsstand de l'Artisanat qui a maintes fois demandé des facilités fiscales pour les coopératives d'artisans.

Le Ministre des Finances devait partiellement reconnaître ces revendications dans le décret du 6 septembre 1937 qui autorise les coopératives artisanales à prendre comme base pour le calcul de l'impôt sur le chiffre d'affaires, les versements de la coopérative aux conditions suivantes :

— la coopérative ne peut être constituée que pour l'exécution de commandes déterminées,

— seuls peuvent faire partie de la coopérative les artisans indépendants possédant de petites entreprises,

— l'activité de la coopérative doit se limiter à coordonner le travail de ses membres,

— chaque maître-artisan doit participer personnellement aux travaux,

— les maîtres-artisans ne doivent occuper pour ces travaux que des compagnons à l'exclusion d'apprentis,

— les objets fournis par les artisans doivent être travaillés et exécutés artisanalement. (1)

En fait, ces conditions sont trop rarement remplies pour que la mesure puisse effectivement jouer, et le monde artisanal demande un élargissement du décret précité.

Les coopératives artisanales et le Crédit

En Allemagne, les coopératives sont, suivant leur activité, rattachées aux Groupes Nationaux des Banques, du Commerce, ou de l'Artisanat; c'est l'Union allemande des coopératives qui est reconnue comme l'organe supérieur de contrôle. Le 6 août 1934, lors d'une réunion des représentants des Offices centraux des coopératives artisanales, leur statut a été modifié, et elles sont maintenant réunies en un Groupe central des Coopératives artisanales auprès du Reichsstand de l'Artisanat.

Ce groupe central se subdivise en trois sections : coopératives de marchandises, coopératives de construction, et coopératives de fournitures; les coopératives de marchandises forment en même temps une sous-section autonome auprès du Chef du Commerce du Reich, à l'exception des coopératives des boulangers, des bouchers et des confiseurs qui relèvent de l'Etat du Ravitaillement du Reich.

La direction du Groupe des coopératives artisanales est confiée au Chef de l'Artisanat du Reich assisté d'un Conseil de Chefs; les membres du Groupe peuvent être :

— des coopératives ayant pour objet la production et la vente d'articles en compte commun (coopératives de production);

— des coopératives ayant pour objet l'achat de machines pour les fabrications artisanales, et leur utilisation en commun (coopératives de travail);

— des coopératives ayant pour objet la vente des produits artisanaux (coopératives de vente);

— des coopératives ayant pour objet la réception de fournitures et de travaux artisanaux (coopératives de fournitures).

Enfin, les Unions de coopératives constituées entre les coopératives précédemment énumérées, quelle qu'en soit la forme, font aussi partie du Groupe national.

(1) *Deutsche Handwerk*, 28 octobre et 4 novembre 1938.

A la fin de l'année 1935, il y avait 84 coopératives de production, 116 de travail, 118 de vente et 239 de fournitures.

L'un des premiers soins du régime national-socialiste a été d'établir une bonne politique du crédit dont le besoin se faisait particulièrement sentir pour l'Artisanat (1).

En effet, si, avant 1914, une grande partie des artisans avaient soit des immeubles, soit des fonds de roulement qui leur permettaient de satisfaire facilement leurs demandes de crédit, il n'en était plus ainsi après la crise économique et l'inflation qui avaient anéanti leurs réserves.

La principale difficulté soulevée par le crédit artisanal est celle de sa garantie, bien peu d'artisans étant actuellement capables de donner des sûretés réelles. Dans son désir d'obtenir rapidement les sommes qui lui sont nécessaires, l'artisan a habituellement recours à une sorte de crédit commode mais dangereux : le crédit de ses fournisseurs, dont le taux atteint fréquemment de 18 à 24 % alors que celui des établissements de crédit ne varie qu'entre 6 et 7 %. Il y aurait donc pour l'Artisanat un intérêt primordial à remplacer le crédit si onéreux des fournisseurs par le crédit bancaire.

Le Commissaire du Reich pour le Crédit, sous la surveillance de qui sont placés tous les Etablissements de crédit, a insisté sur l'urgente nécessité de réorganiser le crédit personnel, et a immédiatement procédé à la fixation et à la diminution du coût du crédit qui a des répercussions sur toute l'économie artisanale.

Mais pour que le crédit artisanal fonctionne normalement, il faut que l'artisan apprécie justement la nécessité du crédit et que les revenus de son entreprise soient en rapport avec le coût de celui-ci. D'autre part, il faut que les Etablissements de crédit aient des garanties ou qu'ils soient au moins assurés de la solvabilité du demandeur.

Ces deux raisons ont conduit à obliger les artisans, à partir du 1^{er} avril 1938, à tenir une comptabilité, ce qui présentera le double avantage d'assainir le crédit, et de permettre à l'artisan lui-même de se rendre compte exactement de ses prix de revient.

C'est le règlement du Reichsstand de l'Artisanat du 20 octobre 1937 qui a prévu cette mesure :

A partir du 1^{er} avril 1938, toutes les entreprises inscrites au Rôle des métiers seront obligées de tenir régulièrement une comp-

(1) *Der Deutsche Volkswirt*, Etude sur l'Artisanat et le Crédit, Berlin, 1938.

tabilité. Les Unions de corporations devront élaborer pour leur branche artisanale des règles conformes aux besoins particuliers de leur domaine qui seront approuvées par le Ministre de l'Economie.

Les artisans auront à tenir soit une comptabilité simple, comprenant un Registre-Journal, un Registre de Caisse et un Registre des Clients et Fournisseurs, plus tous les autres registres prévus par d'autres lois (Registre des salaires, Registre d'entrées et sorties de marchandises, etc.), soit, pour les métiers où celle-ci ne suffirait pas, une comptabilité double. Un enseignement spécial est prévu pour la comptabilité artisanale : la base de cet enseignement sera formée par la publication, par les Unions de Corporations, de « Conseils pour la Comptabilité » ; d'autre part, la fréquentation des cours sera obligatoire pour les membres de la corporation, sous peine de sanctions (réprimandes, amendes, etc.).

L'enseignement sera dirigé par les Chefs régionaux de l'Artisanat, et organisé par les Chambres artisanales ou par l'Office régional d'encouragement aux métiers. Les élèves ne paieront pas de taxe supérieure à 5 RM.

Ces dispositions semblent avoir déjà eu quelques résultats, la distribution de crédits aux artisans a légèrement augmenté, comme en témoignent les rapports tant des établissements bancaires que des organisations artisanales, et est, en partie, assurée par les Caisses d'épargne.

Enfin, en 1933-34, ont été fondées des Unions de garantie, soutenues par les Chambres artisanales, les Unions coopératives et l'Union centrale des Banques, pour procurer aux artisans, sur la foi des marchés conclus, les avances nécessaires à l'achat des matériaux.

En ce qui concerne plus particulièrement le crédit au bâtiment et à la construction, l'Artisanat a bénéficié, pendant les premières années du National-Socialisme, des crédits accordés aux propriétaires pour la mise en état des habitations (environ 6 milliards R.M.). Les organismes chargés de ce genre de crédits sont la « Société de Crédit pour la mise en état d'habitations », société anonyme à responsabilité limitée, et la « Treubau », société anonyme créée en 1934 pour financer les affaires édiles tout en surveillant la gestion financière et les travaux ; au cours de sa première année d'activité, elle a financé 829 projets portant sur 3.000 habitations, dont la valeur globale atteignait 27 millions

de RM; les demandes de crédits avaient été acceptées dans une proportion de 61 %.

D'autre part, en 1937, le Front du Travail a pris une initiative en vue d'accorder aux jeunes artisans pauvres des facilités de crédit sans aucune garantie, pour leur établissement. Ainsi les jeunes gens qui ne sont pas arrivés à économiser la somme nécessaire, ne sont cependant pas écartés du métier de leur choix. Le Front a voulu encourager de cette façon la création d'exploitations économiquement sûres.

Outre les crédits du Front du Travail, ces travailleurs, dont la capacité professionnelle est reconnue, peuvent aussi obtenir des habitations et des ateliers bien outillés par le Bureau du Reich de l'Artisanat.

Les travaux accordés aux artisans

On a vu que les charges fiscales handicapent l'Artisanat par rapport à l'Industrie dans les adjudications publiques, de plus, rien n'est prévu pour réserver aux artisans une part des marchés de fournitures, ou pour les avantager d'une manière ou d'une autre.

Après les nombreuses réclamations des corporations, le Ministre de l'Economie s'est borné, en 1935, étant donné le marasme des métiers de l'imprimerie, à « inviter » les Administrations à faire exécuter leurs travaux typographiques par les artisans, chaque fois que cela serait possible.

En juillet de la même année, fut fondé à Berlin un Office Central, sous forme de société à responsabilité limitée, qui eut pour tâche de résoudre, en collaboration avec les Pouvoirs Publics, tous les problèmes relatifs à la création de travail; des services provinciaux lui sont affiliés.

Cet Office, qui a aussi une mission éducatrice, a été institué pour lever un des obstacles matériels qui empêchaient l'Artisanat de participer aux adjudications au même titre que les autres catégories économiques: désormais l'Administration ne sera plus en présence d'une multitude de petits producteurs, mais traitera directement avec les nouveaux services qui transmettront les commandes aux artisans ou aux coopératives artisanales.

Ecoulement de la Production Artisanale

Les dispositions prises par les Pouvoirs publics pour l'écoulement des produits de fabrication artisanale ne sont que des consé-

quences de la politique autarcique du Troisième Reich. Le premier objectif de cette politique était de réduire autant que possible les importations en incitant les producteurs à utiliser surtout les matières de provenance nationale, des ersatz au besoin. En 1939, le Bureau du Reich pour le Redressement économique a fait organiser, par le Reichsstand de l'Artisanat, des Expositions ambulantes de « Matières premières allemandes dans l'Artisanat » ; au mois de juin, six de ces expositions avaient déjà parcouru 264 localités et reçu plus de 3 millions de visiteurs ; elles étaient destinées à montrer aux artisans que l'adoption de matériaux nationaux ne peut que rendre leur travail plus facile et plus fin, et même leur offrir des ressources nouvelles.

En contre-partie, si les importations étaient réduites au strict minimum, l'exportation des produits ouvrés était fortement encouragée pour procurer à l'Allemagne les devises nécessaires à ses achats. Dès ses débuts, le Gouvernement chercha donc à stimuler le courant des exportations dans l'Industrie et à le provoquer dans l'Artisanat.

En 1936, l'activité des dirigeants de l'Artisanat en faveur de l'exportation se précisa et aboutit à différentes mesures pratiques : à Berlin, un Office d'Exportation de l'Artisanat allemand, S.A.R.L., a été créé dans la Maison même de l'Artisanat ; les acheteurs éventuels et les exportateurs peuvent conclure toutes leurs transactions avec les artisans par son intermédiaire.

Le Reichsstand a également organisé plusieurs offices pour le Développement et l'Exportation de la production artisanale, notamment à Leipzig, Berlin, Munich, Hambourg, Francfort et Königsberg. Ces offices incitent les ateliers artisanaux à s'orienter vers l'exportation, mais pratiquent une sélection extrêmement sévère parmi ces derniers en exigeant les conditions suivantes :

— Les produits doivent correspondre aux qualités requises par les clients étrangers ;

— Les entreprises exportatrices doivent donner toutes garanties sur l'observance des délais de livraison ;

— Les prix doivent être acceptables.

Tous les offices ont des collections d'échantillons et des services qui sont en relations constantes avec l'étranger.

On peut se demander si, malgré ces efforts, l'Artisanat qui, d'une manière générale, n'est pas un gros exportateur, n'est pas resté rebelle aux intentions du gouvernement qui bouleversaient sa conception habituelle des débouchés ? En fait, la situation, avant

la guerre actuelle, était encore loin d'être réglée : les pays qui achetaient les articles des artisans allemands étaient, il est vrai, assez nombreux (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique, France, Etats nordiques, Pays balkaniques, Etats-Unis, Japon et Chine), mais ils ne s'adressaient guère qu'aux métiers d'art ou de précision (batteurs d'or, serruriers d'art, sculpteurs sur ivoire, mécaniciens spécialistes et fabricants d'instruments de chirurgie), qui ne représentent tout de même qu'une petite partie de l'Artisanat.

Quant à l'écoulement des produits artisanaux sur le marché intérieur, l'Artisanat a cherché à dépasser la clientèle locale en participant à toutes les expositions générales jusqu'à l'Exposition internationale artisanale de 1938, à Berlin.

CHAPITRE VIII

LA PROTECTION DES METIERS ET LES ENCOURAGEMENTS DONNES A L'ARTISANAT

Les avantages que l'Etat peut accorder à l'Artisanat sont de deux sortes : d'abord une protection plus ou moins accentuée contre la concurrence (soit contre celle des autres catégories économiques, soit contre celle des personnes qui exercent en fraude une activité artisanale), et, ensuite, des encouragements directs ou indirects qui peuvent affecter des formes extrêmement diverses.

LA PROTECTION DES METIERS

En Allemagne, la protection des métiers est déjà assurée par les conditions qui sont légalement exigées de celui qui veut s'établir comme Artisan-Maître : la nécessité d'avoir passé l'examen de maîtrise, d'être inscrit au rôle artisanal et de posséder la carte d'artisan, supposent une éducation professionnelle poussée et une capacité suffisante qui constituent une incomparable garantie de la saine composition de l'Artisanat.

Les Artisans-Maîtres sont, par ces formalités mêmes, défendus contre la concurrence des faux artisans qui pourraient s'installer à leur compte sans posséder aucune formation, et dont les travaux contribueraient à jeter le discrédit sur la production artisanale tout entière, comme cela arrive trop fréquemment dans les pays où l'examen de maîtrise n'est pas obligatoire.

Cependant la concurrence déloyale revêt d'autres modes également insidieux et susceptibles de porter un grave préjudice aux véritables artisans :

Le Travail Noir

On entend par travail noir, le travail exécuté soit par un chômeur qui continue à toucher l'allocation de chômage, soit par un fonctionnaire ou un ouvrier qui se livre à des tâches supplémentaires en dehors de son occupation régulière; ces sortes de travailleurs noirs nuisent toutes les deux aux artisans établis, car les bricolages ou réparations qu'ils effectuent seraient normalement confiés à ces derniers.

Avec le chômage grandissant des années 1930 à 1932, l'Allemagne a connu un redoublement du travail noir, que ne parvint pas à enrayer l'ordonnance du 16 juin 1932 tendant à interdire le gain double des fonctionnaires et employés d'Etat, prise pour la Bavière, ni celle du 8 août 1932 qui combattait le travail noir dans le gouvernement de Stettin.

A partir de 1933, le travail noir devait diminuer rapidement à mesure qu'était résorbé le chômage. De plus, un décret du Ministre de l'Intérieur, entré en vigueur le 26 avril 1938 pour une durée de 3 ans, prévoit des amendes pouvant atteindre 150 RM, et, dans certains cas, une peine de détention pouvant aller jusqu'à 15 jours, pour les personnes qui offriraient une occupation ou un emploi rétribué à quelqu'un qui touche les allocations de chômage; naturellement ces dispositions ne sont pas applicables aux employeurs qui engagent du personnel par l'intermédiaire des Bureaux de Placement du District.

Actuellement, on peut dire que le travail noir a été presque complètement supprimé dans la plupart des branches de l'Artisanat, seuls les vanniers, les coiffeurs et les tailleurs pour dames en sont encore victimes.

Le Travail des prisonniers

Les travaux exécutés dans les prisons se trouvent être presque exclusivement du domaine artisanal, et il ne faut pas méconnaître le tort ainsi porté aux artisans. En effet, les maisons pénitentiaires acceptent les commandes des entreprises privées à des prix que l'homme de métier ne peut consentir, et donnent aux détenus une formation professionnelle complète, ce qui leur permet de les faire exécuter.

Le Reichsstand des Deutschen Handwerks s'est ému de cette nouvelle cause du manque de travail dans les professions artisanales,

et a adressé au Ministre de la Justice, une requête comportant certaines propositions pour éviter de tels inconvénients : on pourrait notamment occuper les prisonniers de préférence à des travaux d'agriculture ou de culture forestière, et l'on ne devrait pas, de toutes façons, avoir en vue le rendement maximum, mais seulement l'occupation des condamnés, l'usage de machines devrait être exclu dans la mesure du possible, et, enfin, pour les activités spécifiquement artisanales, on devrait se borner à celles qui sont strictement nécessaires à l'administration pénitentiaire.

La Lutte contre la concurrence déloyale

Il existe déjà en Allemagne, depuis une vingtaine d'années, un « Centre pour combattre la concurrence illicite », mais, si au début, il recrutait ses membres dans les milieux étrangers à l'Artisanat, il collabore aujourd'hui étroitement avec ce dernier, et son action actuelle dépasse de beaucoup ses précédentes tâches.

Ce Centre est destiné à donner tous renseignements et conseils sur les questions de concurrence et de défense de la production de qualité. D'autre part, il doit prêter assistance aux intéressés devant les tribunaux ; en 1934, le Centre a eu à s'occuper d'environ 800 cas de concurrence déloyale, tous concernant l'Artisanat ; pour de tels procès ni les artisans, ni leurs organisations n'ont à supporter aucun frais.

Les Marques artisanales

Une forme de concurrence déloyale consiste à provoquer sciemment une confusion de la part de l'acheteur, entre des articles fabriqués en série et des objets de provenance artisanale, les premiers n'étant semblables qu'en apparence et de qualité inférieure. Cette confusion pourrait être évitée par la création d'une ou plusieurs marques qui ne seraient apposées que sur les modèles sortant de l'atelier de l'artisan.

Cette mesure, réclamée par les artisans, n'a pas été accordée pour l'ensemble de la production artisanale, mais seulement pour des branches particulières. Le 31 janvier 1935, sur les instances du Reichsstand, était instituée la première marque qualificative artisanale, réservée à l'Union professionnelle des Tapissiers, Selliers, Matelassiers et Décorateurs, l'abaissement des prix ne pouvant

être obtenu dans ces métiers qu'au détriment de la qualité qui ne se révèle au client qu'à l'usage.

Après ce premier succès, l'Association professionnelle des Modistes obtint qu'une marque d'origine soit apposée sur les chapeaux de dames exécutés à la main par des entreprises artisanales.

Etablissement des Prix

Dans le domaine des prix, une entière liberté est laissée aux artisans qui ne doivent prendre en considération pour les fixer que les conditions de leur production.

Les corporations ou autres groupements n'ont aucun pouvoir pour les contraindre à adopter certains tarifs. Bien plus, une ordonnance de 1935, prise par le Chef de l'Artisanat, interdit formellement aux organisations d'artisans et à leurs chefs, de s'immiscer dans la question des prix, notamment de déterminer des prix minima, moyens ou maxima.

Naturellement les directives du Gouvernement sur la politique des prix doivent éventuellement être suivies.

ENCOURAGEMENTS DIVERS CONSENTIS A L'ARTISANAT

Les Offices d'Encouragement aux Métiers (Gewerberorderungsstellen)

Ces offices sont des institutions indépendantes qui existent dans 30 des villes les plus importantes du Reich.

Ils doivent aider les artisans, les corporations, les coopératives, et, d'une manière générale, toutes les organisations artisanales, pour toutes les questions que pose la gestion économique ou technique de leurs exploitations; d'un autre côté, les Offices sont en relation avec le Reichsstand qu'ils renseignent sur la situation artisanale et sur les besoins de telle profession ou de telle région, en tenant compte des particularités locales. Le Directeur de chaque office doit s'occuper des entreprises artisanales de son département; s'il constate des difficultés dans leur marche, il envisage les dispositions à prendre pour y remédier (ce sera souvent l'organisation d'un cours professionnel qui traitera les problèmes en question). Il doit s'assurer le concours des Chambres artisanales et des Corporations, pour le développement technique et commercial des Artisans. Les règles imposées aux offices pour l'exercice de leur mis-

sion sont fixées par le Reichsstand qui a, en outre, décidé que leurs Directeurs seraient réunis chaque année pour suivre un cours portant sur les points qu'ils sont appelés à connaître, à savoir :

1° Etudier la mission de l'Artisanat et son rôle dans l'économie générale du pays ;

2° Faire concorder les intérêts de l'Artisanat avec ceux des autres catégories sociales ;

3° Aider les artisans à se procurer les matières premières (surtout synthétiques pour parer au défaut de matières naturelles) nécessaires ;

4° Faire connaître aux artisans les progrès techniques qui peuvent être introduits dans leurs ateliers ;

5° Donner aux artisans des notions de comptabilité pour qu'ils puissent se conformer aux prescriptions légales.

Récemment, une ordonnance du 5 juillet 1939, du Ministre de l'Economie nationale, réorganise et réglemente l'encouragement aux métiers ; en voici la teneur :

Article premier. — L'encouragement aux métiers, dans le domaine de l'Artisanat, incombe à la Journée allemande de l'Artisanat et des Métiers sous la surveillance du Ministre de l'Economie du Reich. Le Directeur de la Journée de l'Artisanat, qui est le Maître de l'Artisanat du Reich, répond au Ministre de la réalisation et de l'exécution régulière des dispositions prises.

Art. 2. — Le Maître de l'Artisanat collabore, dans la réalisation de l'encouragement aux métiers avec les maîtres régionaux de l'Artisanat.

Art. 3. — L'encouragement aux métiers embrasse toutes les mesures techniques, d'organisation et de culture propres à augmenter la capacité de production de l'Artisanat. Sur indication du Ministre de l'Economie, le responsable de l'encouragement aux métiers peut aussi être chargé de tâches et de fonctions résultant de la situation spéciale de l'économie allemande et des conditions locales particulières à certaines branches. Cette activité ne doit cependant pas toucher l'enseignement professionnel.

Art. 4. — En cas de besoin, il pourra être institué dans les arrondissements des Chambres économiques, un établissement pour l'encouragement aux métiers. Dans la mesure des nécessités pratiques, il pourra être créé, en outre, auprès des Chambres artisanales, un office pour l'encouragement qui formera une section spéciale de la Chambre artisanale.

Art. 5. — Le travail d'investigation scientifique sur le plan

de l'encouragement aux métiers artisanaux incombe à l'Institut de l'Artisanat allemand de Berlin, et aux offices qui en dépendent.

Les encouragements à la construction
(ils ne s'adressent pas uniquement à l'Artisanat)

A côté de ces dispositions générales, les Pouvoirs publics ont pris également des mesures sur certains points particuliers, ainsi le Front du Travail qui affecte, nous l'avons vu, une partie de ses ressources à la réalisation d'un programme d'H.B.M., avait prévu, pour 1938, une mise de fonds d'un million RM; ce plan comprenait des colonies pour les habitants des villes et les ouvriers agricoles, des habitations populaires et de petits logements.

Protection des créances des Artisans

Enfin, en accord avec le Ministre de la Propagande nationale, le Reichsstand a, dès 1935, entamé une action pour obtenir que les créances artisanales soient payées immédiatement. En effet, les acheteurs de produits artisanaux font habituellement preuve d'une négligence à s'acquitter qui a des répercussions désastreuses sur le budget de l'artisan. Dès lors, les artisans ont dû, chaque mois, envoyer leurs factures (des Notes imprimées par le Reichsstand et signées du Maître de l'Artisanat, tenant lieu de lettres d'envoi) et indiquer à leur organisation le montant des sommes qui auront été réglées et celui qui restera à payer.

En même temps une propagande intense était faite contre les ventes à crédit dans l'Artisanat, pour faire savoir au public les difficultés qu'entraînent ces pratiques pour les petits fabricants.

Toutes ces mesures, d'importance inégale, montrent cependant qu'un effort a été fait en faveur de l'Artisanat, mais on peut remarquer que la plupart d'entre elles se traduisent par l'introduction de nouveaux rouages dans le mécanisme déjà si complexe de l'organisation artisanale, et que, d'autre part, la place la plus large a été faite aux cours et aux institutions d'enseignement et d'éducation qui sont considérés comme devant permettre aux artisans de surmonter tous les obstacles et de résoudre tous les problèmes.

CHAPITRE IX

LA SITUATION REELLE DE L'ARTISANAT EN ALLEMAGNE; SON EVOLUTION

Bien que les chapitres précédents aient tenté de montrer quel était le statut légal de l'Artisanat allemand, en passant en revue les différents principes qui ont présidé à sa réorganisation aussi bien que les textes dans lesquels ces théories se sont concrétisées, notre étude ne serait pas complète et pourrait même donner une idée assez inexacte de ce qu'est en réalité cet Artisanat, si nous ne cherchions pas maintenant à quoi correspondent dans les faits, les grandes règles que nous avons posées.

Il est évident qu'une accumulation de lois, qu'un réseau de groupements et d'organismes, que des phalanges de chefs plus ou moins fonctionnarisés, aussi attentivement qu'ils soient observés, ne peuvent renseigner en rien sur les conditions d'existence des artisans allemands, sur leur niveau de vie, ou sur leur importance économique, par exemple, qui pourtant sont des notions indispensables pour se rendre compte, même approximativement de leur situation.

Il est d'ailleurs difficile de réunir des précisions suffisantes sur ces différentes questions, comme chaque fois que l'on quitte le monde des règlements pour entrer dans celui des faits où abondent les erreurs d'observation, les fausses nouvelles, les interprétations contraires. Quand il s'agit de l'Allemagne, plus encore que partout ailleurs, il est presque impossible de recueillir des éclaircissements sur certains sujets.

Ainsi, voulons-nous nous documenter sur l'état de l'économie artisanale au cours de l'année 1935 ? Nous relevons dans un article du *Bulletin des Archives d'économie mondiale* de Hambourg, du 15 octobre 1937 : « Le marasme des affaires pendant la crise, qui

a été caractérisé par des chiffres d'affaires de 9,5 milliards de RM en 1932, et de 12,5 milliards de 1933-34, a été heureusement surmonté par l'Artisanat. Par un chiffre d'affaires de 20 milliards en 1935 l'Artisanat n'a pas, il est vrai, encore tout à fait rétabli la valeur des transactions des années de prospérité 1928-29, mais nul doute qu'il n'ait déjà atteint le volume de ces transactions, les prix des ouvrages étant inférieurs à ceux de 1929... On peut conclure que l'Artisanat allemand a reconquis, dans toute son ampleur, son champ d'activité d'antan. »

Au contraire, d'après les *Informations* de la Journée allemande des Chambres de commerce et de métiers de la même époque :

« La situation économique de l'Artisanat allemand pendant les premiers mois de l'année en cours (1935) a été, dans l'ensemble, peu satisfaisante, bien que certains métiers aient pu accuser une augmentation du volume des affaires... Les artisans allemands éprouvent à l'heure actuelle les mêmes difficultés dont souffrent les artisans des autres pays et notamment du pouvoir d'achat réduit de larges couches de la population. »

Il faut donc rechercher de préférence les documents qui sont le moins sujet à caution, et les confronter de manière à avoir une idée aussi juste que possible de la réalité.

Cet examen nous conduit à distinguer deux phases dans l'histoire de l'Artisanat sous le régime national-socialiste.

La Rénovation de l'Artisanat allemand

De 1933 à 1937, on assiste en Allemagne, sous l'impulsion des dirigeants nazis, à un vaste mouvement en faveur de l'Artisanat qui aboutit à lui rendre une partie de sa prospérité perdue pendant les années de crise économique.

Ce mouvement se traduit, sur le plan législatif, par l'adoption des mesures que nous avons signalées; d'après le Rapport annuel du Reichsstand pour 1936, on peut résumer ainsi les étapes franchies par l'Artisanat au cours de ces années :

1933 : Mise au point des organisations artisanales. Création du Reichsstand de l'Artisanat allemand. Première semaine artisanale. Loi sur l'organisation provisoire de l'Artisanat. Mesures pour lui procurer du travail.

1934 : Organisation obligatoire par la première ordonnance sur l'Artisanat. Jurandes obligatoires et groupements de districts.

Nomination des Chefs de groupements. Fondation de la Treubau. Pavillon de l'Artisanat à l'Exposition « Peuple allemand-Travail allemand ». Création de coopératives de fournitures.

1935 : Deuxième et Troisième ordonnances sur l'Artisanat instituant le Grand brevet de Capacité. Réorganisation des examens de maîtrise. Le Reichsstand de l'Artisanat allemand devient Groupe National de l'Artisanat dans l'organisation économique générale. Transformation des groupements professionnels. Création de l'Office central pour fournitures à l'Artisanat. Fondation du premier Centre d'Exportation. Importante participation artisanale à la Foire de Leipzig. Première marque artisanale.

1936 : Les efforts du Reichsstand portent notamment sur les examens de maîtrise et la formation professionnelle, et sur la réadaptation de l'Artisanat à la situation nouvelle créée par la difficulté des approvisionnements en matières premières. Une série de mesures ont été prises pour améliorer les conditions de production des entreprises artisanales : fiscalité, conditions d'achat, crédit, publicité.

1937 et 1938 (d'après l'*Annuaire de l'Artisanat allemand* publié par le Reichsstand) : Publication de Règlements spéciaux concernant « l'instruction technique » pour 28 métiers. Organisation d'Expositions ambulantes pour faire connaître aux artisans les nouvelles matières premières. Augmentation du nombre des Bureaux pour l'encouragement à l'Exportation. Activité des 28 Bureaux pour l'Encouragement à l'Artisanat. Participation de l'Artisanat allemand à l'Exposition Internationale de l'Artisanat de Berlin.

D'après les dernières statistiques officielles publiées, voici quelle était alors l'importance numérique de l'Artisanat :

Au 1^{er} avril 1937, le nombre total des entreprises figurant au Rôle de l'Artisanat était de 1.652.751 ; celui des compagnons et ouvriers se chiffrait à environ 2 millions, celui des employés et membres de la famille auxiliaires à 350.000, nombres auxquels on doit ajouter 618.000 apprentis.

De 1926 à 1930, l'Artisanat allemand a vu croître ses effectifs d'à peu près 15.000 entreprises par an, cependant les chiffres d'avril 1937 marquent une diminution de 48.000 sur ceux d'avril 1936, perte qui s'explique à la fois par le transfert des imprimeurs et tailleurs de pierres précieuses, de l'artisanat à l'industrie, et par l'exigence du grand Certificat de Capacité.

Le nombre des apprentis, qui était en moyenne de 750.000

dans les années 20, et qui était tombé à 419.000 en 1933, atteignait 618.000 en 1937; le nombre des candidats se présentant aux examens de maîtrise avait passé de 26.000 en 1932 à 68.000 en 1936 (examen obligatoire).

Au point de vue de la composition de l'Artisanat, on pouvait remarquer que plus de 22 % des maîtres étaient âgés de 40 à 50 ans, plus de 21 % de 50 à 60 ans, et 14 % de plus de 60 ans. Le pourcentage des artisans âgés est surtout élevé dans les anciens métiers (tanneurs, cordiers, tourneurs, relieurs et tonneliers) qui n'attirent plus les jeunes au-dessous de 20 ans que dans une proportion insuffisante (4 à 14 %) (1); la situation n'est guère plus saine chez les chaudronniers, les horlogers et les cordonniers; au contraire, les nouvelles branches artisanales, nées du progrès technique, telles les professions d'électricien, de mécanicien, de réparateur d'automobiles ou d'appareils de T.S.F. sont représentées en majorité par de jeunes artisans.

Ces constatations n'ont rien de surprenant, ni de particulier à l'Allemagne, mais bon nombre des artisans installés avant 1935 étant des chômeurs venant de l'industrie, et toutes les règles édictées ne pouvant avoir d'effets immédiats, il faut indiquer que les couches profondes de l'Artisanat comprenaient beaucoup d'éléments trop vieux, faibles ou instables et qu'il était loin de former le bloc solide et homogène qu'il semblait être.

Il ne faudrait tout de même pas sous-estimer la place qu'occupait l'Artisanat dans l'économie en général puisque, sur 3.500.000 entreprises qui existaient en Allemagne, 1.500.000 étaient artisanales, soit 44 %, et que le nombre des personnes vivant de l'Artisanat pouvait être estimé à 8 millions.

En face de cette catégorie sociale importante, mais dont la force était plus apparente que réelle, l'attitude des gouvernants fut d'abord dictée par l'affirmation d'Hitler qu'il voulait maintenir et protéger les classes moyennes et l'Artisanat. Effectivement, l'Artisanat se vit appliquer intégralement les dogmes du National-Socialisme et fut incorporé à une organisation minutieusement construite.

Par cela même, l'Artisanat allemand perdait presque tout ce qui caractérise cette classe de travailleurs et son genre de production.

Chaque loi qui lui octroyait le bénéfice d'une mesure quel-

(1) *Bulletin des Archives d'Economie Mondiale de Hambourg*, 15 octobre 1937.

conque, en subordonnait l'application à l'accomplissement de formalités, ou à une nouvelle discipline qui renforçait de plus en plus la main-mise de l'Administration sur l'atelier artisanal et son exploitant.

Les chefs, choisis parmi les militants du régime, dirigent et décident seuls; il n'y a plus de discussions ni de délibérations opérantes des intéressés. L'autonomie, l'indépendance, l'individualisme, qui sont partout reconnus comme les traits dominants de l'Artisanat, ont disparu; l'artisan ne peut plus mener son entreprise à sa guise : pour le choix des matériaux, l'exécution du travail, la tenue de ses comptes, il doit obéir à des règles strictes et subir un contrôle constant. En somme, il a payé de sa liberté les avantages qui lui ont été concédés.

Epuration de l'Artisanat

A partir de 1937, une nouvelle évolution se dessine. Le 22 février 1937, deux ordonnances promulguées par les Drs. Ley et Schacht enlèvent à l'Artisanat les derniers vestiges de sa liberté : désormais, la représentation de l'artisanat (manifestations, démonstrations, journées artisanales, réunions publiques) appartient au Parti qui la confiera au Front allemand du Travail.

D'autre part, pour la première fois, on constate à la fin de l'année une régression du nombre des apprentis, et, au cours de 1937, 170.000 artisans cessent leur activité. Certaines de ces fermetures sont dues à la faillite de l'entreprise, les autres au départ de l'artisan attiré par la perspective d'être embauché comme ouvrier spécialiste dans l'industrie.

C'étaient là les premiers résultats d'une ordonnance du Dr. Schacht, de janvier 1937, que le *Journal de Francfort* avait signalée en ces termes :

« Le Reichsstand de l'Artisanat a demandé aux Chambres et aux Corporations artisanales de réviser les listes des entreprises artisanales pour dépister les ateliers individuels dont la rentabilité serait réduite, et de conseiller aux artisans ainsi frappés, de devenir ouvriers qualifiés. (Journal du 12 janvier). »

« Nous avons parlé d'une initiative du Reichsstand concernant la fermeture des petites entreprises individuelles dans le métier du bâtiment et autres professions artisanales, afin de pouvoir employer ces artisans dans le cadre du Plan de 4 ans comme ouvriers qualifiés. On compte sur celle de 50 à 60.000 entreprises. (16 février) »

Comment expliquer cette mesure qui semble, au premier abord, en contradiction avec toutes celles qui l'ont précédée ?

L'une des raisons officiellement invoquées : le désir de voir disparaître des exploitations non viables ou trop faibles économiquement, n'était pas dénuée de fondements, car le nombre relativement considérable de faillites démontrait la mauvaise adaptation d'une partie des ateliers d'artisans.

L'autre but visé : la récupération d'ouvriers qualifiés pour les usines industrielles et spécialement pour celles qui travaillaient pour l'armement, se justifiait par le renversement de la situation du marché de la main-d'œuvre qui avait conduit l'Allemagne, presque sans transition, du chômage aigu au manque général de travailleurs.

C'est la mise en application intégrale du Plan de 4 ans, c'est la politique autarchique et la préparation militaire intensive qui ont permis, non seulement de résorber le chômage, mais aussi de constater une pénurie extrêmement grave de spécialistes et d'ingénieurs à laquelle il fallait remédier par tous les moyens. Plusieurs décrets vinrent successivement régler la répartition des ouvriers entre les entreprises, limiter l'engagement des apprentis, diminuer la durée des études, augmenter les heures de travail, faire appel aux femmes, aux détenus de droit commun, etc., mais il fallait encore des professionnels éprouvés, dut-on pour cela démembrer l'artisanat et le petit commerce.

Le Dr. Syrup, président de l'Office de Placement du Reich, estimait, en juillet 1938, qu'il manquait plus de 500.000 travailleurs, et la chasse aux artisans s'intensifia. Déjà en 1937, 90.000 artisans étaient entrés dans les usines, et, dès lors, les dirigeants avouant que 60 % des artisans allemands ne gagnaient pas le minimum vital, allaient contrôler sévèrement les ateliers et les contraindre à la fermeture.

Cette épuration ne tarda pas à porter ses fruits ; les premiers comptes rendus publiés à Berlin, annonçaient la disparition, au mois de mars 1939, de 70.000 entreprises artisanales « économiquement malsaines », dont 7.300 cordonneries, 8.800 tailleurs, 5.800 menuiseries, 1.300 boulangeries, 1.000 boucheries, 1.800 forgerons, 1.500 serrureries, et 1.800 charbonniers. 35.000 de ces artisans sont devenus spécialistes ; le recrutement forcé de la main-d'œuvre était commencé.

Il est curieux de reproduire les explications données par l'actuel

chef de l'Artisanat allemand, Hans Sehnert, dans le *Völkischer Beobachter*: « La disposition édictée par le Ministre de l'Economie sur la mise en pratique du plan quadriennal dans le domaine de l'économie artisanale, disposition éliminant les entreprises artisanales n'ayant aucun moyen d'existence, peut être chaleureusement accueillie par l'artisanat tout entier, mais principalement par les catégories surpeuplées. Un grand nombre d'artisans seront heureux de trouver dans un autre secteur le travail qui assurera leur existence, tant au point de vue économique que social. Ce n'est que l'orgueil qui avait empêché plusieurs d'entre eux de changer de métier; d'autres, au contraire, craignaient de ne pas pouvoir remplir leurs obligations en liquidant leur entreprise. Nombreuses sont les femmes d'artisans qui m'avaient écrit en me priant de convaincre leur mari de changer de métier... En ce qui concerne la question de la conservation et de la création d'une classe moyenne, je suis d'accord avec toutes les autorités du Parti et de l'Etat. Il ne saurait en être autrement car le programme fixé par le Parti l'affirme clairement. Le mouvement national-socialiste a toujours reconnu la nécessité de créer une saine équipe de petites et de moyennes entreprises... »

En fait, l'Artisanat allemand privé de son indépendance traditionnelle, amputé brutalement d'un sixième de ses effectifs, ne répond plus aujourd'hui à ses traditions séculaires et n'est plus qu'une forme d'industrie moins poussée qui se maintient tant bien que mal au sein d'une économie troublée, et dont les jours semblent comptés.

DEUXIÈME PARTIE

La condition de l'Artisan en Italie

CHAPITRE I

LA PLACE DE L'ARTISANAT EN ITALIE

En Italie, terre d'élection des petites républiques libres, riches et individualistes au plus haut point, des villes florissantes, de Venise, de Péronne, de Florence et de Faenza, dont chacune avait son originalité propre, mais où se développaient parallèlement les arts et les métiers, l'Artisanat fut, au Moyen Age, l'un des facteurs les plus actifs de la prospérité des cités, et s'affirma dès lors comme l'un des éléments du génie de la race italienne.

Au XIX^e siècle, les artisans italiens furent, comme ailleurs, dispersés et noyés par la vague industrielle dont l'esprit aussi bien que les réalisations s'opposaient résolument à tout ce qui avait jusqu'alors constitué les fondements et les modalités de la production économique, et heurtaient de front les dogmes et les règles qui formaient l'armature de l'Artisanat et légitimaient son existence.

C'est la loi du 29 mai 1864 qui proclame la liberté absolue du travail en ces termes :

« ARTICLE PREMIER. — Toutes les universités, compagnies, associations, maîtrises et autres corporations industrielles privilégiées de toutes sortes d'œuvres, existant dans le royaume d'Italie, sous quelque dénomination que ce soit, sont abolies, et cesseront d'être en vigueur tant leurs règlements que leurs statuts, ordonnances ou dispositions...

« ART. 8. — Les personnes faisant partie des corporations abolies ne sont pas tenues de justifier des conditions qui furent établies par les règlements pour ce qui concerne l'exercice de leur art, industrie ou profession. »

L'article 1^{er} du Règlement pris pour l'application de la précédente loi précise encore : « A partir du 1^{er} janvier 1865, le travail sera libre, et c'est pour cela que sont abolies les corporations qui possédaient le privilège. »

Mais, dès l'apparition du Fascisme, la renaissance de l'Artisanat devait prendre immédiatement le caractère de conséquence inéluctable et logique de l'instauration du nouveau régime (caractère qu'elle ne présenta jamais en Allemagne, par exemple), étant donné les principes dont celui-ci se réclamait.

Non pas que le Fascisme ait offert originairement à ses adeptes une doctrine préétablie, bien au contraire, c'était un mouvement qui se tournait délibérément vers la réalité, et ses théories furent élaborées peu à peu, pour justifier et coordonner les actes accomplis sous l'impulsion de la nécessité, jusqu'à ce qu'ait été obtenu un système complet et cohérent ; en effet, plus directement encore que le National-Socialisme allemand, le Fascisme italien est issu des luttes qui, après la guerre de 1914, ont opposé les ouvriers au patronat : ce sont les chefs d'industrie qui, lors des grèves de 1920, dont la gravité était sans précédent, ont fait appel aux Faisceaux de combat de Mussolini pour ramener l'ordre. Le Duce, à qui le pouvoir avait été confié par le roi, le 29 octobre 1922, a d'abord cherché à assurer la paix sociale par la force, en brisant la combativité des syndicats autonomes, puis a procédé à l'organisation collective de la vie nationale sous l'étroit contrôle de l'Etat.

Dans ce régime autoritaire qui étend l'interventionisme à toute l'économie du pays et qui écarte toute idée de liberté individuelle au profit de l'autorité de l'Etat et de l'intérêt de la nation, on pouvait cependant trouver de nombreux points de concordance entre l'idéal nouveau proposé aux masses laborieuses et celui qui résumait autrefois les aspirations de l'Artisanat : collaboration, amour du travail, exaltation des devoirs de l'individu envers la profession et l'économie tout entière. Le Statut du parti fasciste, publié en 1921, avait ainsi désigné ses deux objectifs fondamentaux : réalisation de la solidarité nationale et développement de la production, et le nouvel ordre qui devait remplacer l'organisation à base d'antagonisme et d'esprit de classe allait non seulement ressusciter quel-

ques unes des lois économiques et morales des anciennes corporations, mais aussi s'efforcer de rendre à l'artisanat son importance et sa vitalité. Le Duce l'avait lui-même indiqué en déterminant les buts qu'il se proposait : « Il n'y a pas de doute que la réorganisation de l'artisanat italien soit une œuvre difficile et presque surhumaine; il s'agit de centaines de milliers d'individus déracinés jusqu'à ce jour de la vie de l'Etat et qu'il faut aujourd'hui encadrer, éduquer, discipliner et perfectionner. L'Artisanat est une force qui peut donner beaucoup de beauté et beaucoup de richesses à l'Italie. » (1)

L'évolution sociale annoncée par le Fascisme ne s'est d'ailleurs pas opérée en une seule fois, et l'on peut y distinguer deux étapes. Ce fut d'abord la loi du 3 avril 1926, dite loi Rocco qui, précédée par les accords conclus en 1923 et 1925 entre syndicats fascistes et Confédération patronale sous la pression du Chef du gouvernement, consacrait légalement un système qui devait assurer la paix sociale : seuls les syndicats reconnus pourraient désormais exister, et ils se verraient confier la mission de conclure les Conventions collectives générales de travail entre employeurs et travailleurs; ces syndicats ne seront donc plus opposés ou même étrangers à l'Etat, ils prennent la qualité d'institutions publiques et sont définitivement incorporés au mécanisme de l'Etat. Ces dispositions essentiellement pratiques et concrètes devaient être suivies, l'année d'après, par la Charte du Travail qui, elle, contient les déclarations de principe du Fascisme.

Mais, malgré tout, à ce premier stade, la division du monde du travail en deux classes distinctes, restait très nette grâce aux syndicats qui laissaient séparées les deux catégories d'éléments. C'est la loi du 5 février 1934, lentement mise au point au cours de cette période, qui compléta la législation précédente en instituant le système corporatif en Italie. A cette date commence d'autre part à se préciser la politique autarchique qui allait avoir des répercussions sur toute l'économie.

La refonte de 1934 et la création des 22 corporations laissent naturellement subsister l'idée fondamentale de 1926, à savoir que les rapports des patrons et des salariés sont d'ordre public (le Capital et le Travail étant placés sur le même pied), mais elle tend,

(1) Cit. du *Rapport de la Fédération Fasciste des Artisans* au 1^{er} Congrès international de l'Artisanat, Rome, 20-23 septembre 1930.

en outre, à réglementer, sous la surveillance de l'Etat, tout le processus de la production et de la circulation des biens.

Les corporations sont les organismes qui doivent permettre la collaboration en vue d'une action unique, syndicale et économique.

Il existe d'ailleurs une profonde différence de nature entre celles-ci et les corporations moyenâgeuses, car leur but suprême est la constitution de l'Etat corporatif; alors que les anciennes corporations étaient des groupements distincts les uns des autres, dont chacun vivait d'une vie à part en poursuivant son chemin particulier, les corporations de l'Italie d'aujourd'hui ne sont que les organes constitutifs d'un ordre supérieur, dont toutes les activités sont conditionnées par un même intérêt et doivent concourir à un seul but : la vie de l'Etat corporatif.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION DE L'ARTISANAT DANS LE SYSTEME CORPORATIF ITALIEN

L'ORGANISATION GENERALE DU TRAVAIL

Le principe directeur de l'organisation fasciste du travail consiste à faire du Travail « au même titre que la Propriété, une force active de la vie nationale, munie de facultés et de droits, engagée à remplir certains devoirs déterminés » (1) et non plus une simple marchandise offerte sur le marché et soumise à tous les aléas que comporte la loi de l'offre et de la demande.

Les textes qu'il a inspirés sont, nous l'avons dit, la loi initiale du 3 avril 1926, la Charte du Travail du 21 avril 1927, et la loi sur les Corporations du 5 février 1934.

C'est dans la Charte du Travail, Carta del Lavoro, que se trouvent les 30 déclarations du Fascisme italien, dont voici les quatre articles fondamentaux :

« ARTICLE PREMIER. — La Nation italienne est un organisme ayant des buts, une vie et des moyens d'action supérieurs à ceux des individus isolés ou associés qui la composent. C'est une unité morale, politique et économique qui, dans l'Etat fasciste, est intégralement réalisée.

ART. 2. — Le travail sous toutes ses formes, intellectuelles, techniques ou morales, qu'il s'agisse d'organisation ou d'exécution, est un devoir social. A ce titre seulement il est placé sous la sauvegarde de l'Etat.

La production, prise dans son ensemble, est unitaire au point de vue national : ses effectifs sont unitaires et se résument dans le bien-être des individus et dans le développement de la puissance nationale.

(1) Conférence de M. FERRUCCIO LANTINI, Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des Corporations, février 1936.

ART. 3. — L'organisation professionnelle ou syndicale est libre, mais seul le syndicat reconnu par la loi et soumis au contrôle de l'Etat a le droit de représenter légalement toute la catégorie d'employeurs ou de travailleurs pour laquelle il est constitué, de défendre les intérêts de cette catégorie vis-à-vis de l'Etat ou des autres associations professionnelles, de conclure des contrats collectifs de travail obligatoires pour tous les membres de ladite catégorie, d'imposer à ces membres des contributions et d'exercer à leur égard des fonctions déléguées d'intérêt public.

ART. 4. — La solidarité des divers facteurs de la production trouve son expression concrète dans le contrat collectif de travail obtenu par la conciliation des intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production. »

La Charte ajoute, dans son article 7, que « L'initiative privée est toujours l'instrument le plus efficace et le plus utile à l'intérêt de la Nation, mais le chef d'entreprise répond de sa direction vis-à-vis de l'Etat. »

Il y a dans cette Charte, que ses commentateurs qualifièrent de « document sans précédent dans l'histoire constitutionnelle » et d' « acte fondamental du régime », ce que nous n'avions pu relever dans les proclamations du National-Socialisme, c'est-à-dire des théories relatives au travail, en même temps que des règles pratiques applicables aux travailleurs, et il est incontestable qu'elle éclaire l'action sociale et économique du Fascisme, et qu'elle devait servir de base à la législation ultérieure à travers les variations du mouvement italien.

En ensemble, elle tranche les principales questions qui se rattachent au vaste problème de l'organisation du travail : le Titre I^{er} est consacré à l'Etat corporatif et à son organisation, le Titre II au Contrat de travail et à ses garanties, les Titres III et IV à d'autres points particuliers concernant la classe ouvrière (Placement, Prévoyance, Assistance et Education professionnelle).

Sept ans après la promulgation de la Charte du Travail, la loi du 5 Février 1934 devait apporter la touche finale au système édifié par le Fascisme sur le plan économique et social, en posant les règles du Corporatisme.

Mais il fallait que les nouvelles institutions puissent prendre place à côté des syndicats existants, et les efforts conjugués du Comité Corporatif, des Commissaires ministériels des Confédéra-

tions et des Services du Ministère des Corporations aboutirent à la révision de la structure syndicale, à l'encadrement des organismes professionnels et à la discipline des syndicats, pour arriver à ce but.

L'Organisation syndicale

Ce furent les décrets du 16 août, entrés en application le 1^{er} septembre 1934, qui, conformément à l'article 7 de la loi du 5 février 1934, remanièrent l'organisation syndicale : le nombre des Confédérations était réduit à 9 (4 pour les Agriculteurs, Commerçants, Industriels et Institutions de Crédit, 4 pour les travailleurs de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie et des Instituts de Crédit, et 1 pour les Professions libérales et les Artistes).

Chacune de ces Confédérations groupe des Associations Nationales ou des Fédérations (dont le total a passé de 1805 à 1201), plus 8 Fédérations de coopératives, et les statuts des Confédérations aussi bien que des Fédérations sont imposés par les décrets du 31 août 1934.

Les organes de direction de ces deux sortes d'institutions sont les mêmes : Conseil, se réunissant une fois par an, Comité exécutif, Président ou Secrétaire (suivant qu'il s'agit d'une organisation de patrons ou de salariés); toutes les fonctions durent 3 ans.

Les Confédérations ont pour tâche de représenter les intérêts généraux des Fédérations qui dépendent d'elles, et de s'occuper des services d'intérêt commun; elles peuvent constituer des Unions provinciales qui leur servent de bureaux régionaux.

Les Fédérations réunissent elles-mêmes les Associations, et doivent protéger leurs membres dans les questions sociales, économiques et l'assistance, favoriser leur développement technique (toujours en tenant compte des besoins supérieurs de la Nation), conclure les contrats collectifs et nommer des représentants au sein des Confédérations et autres organismes.

A la base, on rencontre les syndicats professionnels communaux, provinciaux ou interprovinciaux, qui font connaître les revendications et les vœux de leur branche.

Enfin sur tous ces groupements l'autorité de l'Etat et du Parti est très grande : toutes les nominations doivent être contrôlées ou ratifiées par le Ministre des Corporations, et par les Confédérations et Fédérations qui sont en rapports constants avec les Secrét-

tariats du Parti, ce qui réserve les postes de direction aux hommes qui possèdent la confiance des dirigeants.

Il faut indiquer que l'organisation syndicale est à la fois facultative et obligatoire en Italie suivant ses aspects : la constitution de syndicats est obligatoire, mais l'adhésion y est facultative, les personnes non inscrites étant toutefois tenues de respecter les contrats collectifs et les obligations en découlant comme les membres des syndicats.

L'Organisation corporative

Sur cette organisation syndicaliste vinrent se greffer les corporations créées par 22 décrets des 29 mai, 9 et 23 juin 1934.

Les corporations sont réparties en trois groupes correspondant aux modes de production agricole, industriel et commercial.

Dans le premier groupe, ce sont les sept corporations des Céréales, de la Culture maraîchère, de la Viticulture, de l'Huile, des Betteraves et du Sucre, de la Pêche, et du Bois;

Dans le groupe industriel, celles des Textiles, de la Métallurgie, de la Chimie, de l'Habillement, du Papier et de l'Imprimerie, des Constructions, de l'Eau-Gaz-Electricité, des Industries extractives, des Verres et de la Céramique;

Enfin, dans le troisième groupe commercial sont rangées les six dernières corporations, de la Prévoyance et du Crédit (sections des Banques, de l'Epargne, et de l'Assurance), des Professions libérales et des Arts, de la Mer et de l'Air, des Communications intérieures (sections des Chemins de fer, des transports automobiles, des auxiliaires du trafic et des communications par téléphone et T.S.F.), du Spectacle et de l'Hôtellerie.

Dans chaque corporation, comme le souligne M. Bourgin, « sont rapprochées des catégories que lient des rapports d'échange, et qui ont, de toute façon, des intérêts opposés. Ainsi, les producteurs de papier voisinent avec les éditeurs, les producteurs de matériaux de construction avec le bâtiment. La corporation, en effet, d'une part, est chargée de concilier les intérêts en contradiction, et, de l'autre, constitue le principe dynamique de l'activité corporative. » (1)

Et c'est bien là ce qu'a voulu le Duce : réunir employeurs et

(1) G. BOURGIN : *"Etat Corporatif en Italie*, Ed. Montaigne — Paris 1935, p. 189.

employés, représentant de catégories économiques distinctes et rivales, dans les mêmes institutions, pour les contraindre, en quelque sorte, à accorder leurs vues divergentes et à collaborer d'une manière fructueuse.

Le Conseil de la corporation est présidé par le Ministre des Corporations investi de pouvoirs étendus en ce qui concerne la fixation de l'ordre du jour et les études à entreprendre, et il comprend 3 délégués du Parti désignés par le Secrétariat, et des membres choisis par les différentes associations syndicales.

Au sommet de la double hiérarchie syndicale et corporative, on rencontre deux organes qui assurent une forte centralisation : le Ministère des Corporations et le Conseil National des Corporations. Le premier a été créé par le décret du 2 juillet 1926 complété par ceux du 17 mars et 8 mai 1927 ; il comprend deux Directions, celle des Syndicats et celle des Corporations, et ses attributions consistent d'une part à surveiller et à coordonner l'activité des organisations, et, d'autre part, à diffuser, par une propagande appropriée, les principes du corporatisme. Dans les provinces, collaborent les services du Ministère avec le Préfet et les Conseils Provinciaux ; des Inspecteurs veillent à l'application des lois sociales et des contrats collectifs.

Quant au Conseil National des Corporations, fondé par un décret du 2 juillet 1936, ses attributions ont été précisées par le décret du 14 juillet 1927, le règlement du 17 mai de la même année et le décret du 20 mars 1930. Ses 7 sections, dont les membres sont nommés par les groupements syndicaux et par les grandes Œuvres nationales, sont celles de l'Agriculture, du Commerce, des Transports par terre et de la Navigation intérieure, des Transports maritimes et aériens, des Banques, des Arts et Professions libérales, de l'Industrie et de l'Artisanat. Ces sections proposent des avis qui sont étudiés par l'Assemblée générale, et qui touchent principalement l'application de la Charte du Travail. Dans l'intervalle des sessions, c'est le Comité corporatif qui résout les questions pressantes. Son président est le Chef du gouvernement, ou, par délégation, le Ministre des Corporations ; d'ailleurs, le Duce a tous pouvoirs sur le personnel et sur l'organisme lui-même, et peut par sa seule volonté en modifier la composition et le fonctionnement (décrets du 17 mars et du 5 août 1932).

On peut donc dire que toute l'organisation du travail est entre les mains du Chef du gouvernement qui assume personnellement

la direction des organismes supérieurs, et qui, par l'intermédiaire de cadres recrutés dans les formations du Parti, garde le contrôle de toutes les institutions secondaires qui forment un ordre soigneusement réglementé à tous ses degrés.

L'ORGANISATION DE L'ARTISANAT

Généralités

Malgré le désir de certains de ses dirigeants, l'Artisanat italien n'a pas bénéficié d'une organisation particulière : il a été intégré dans l'organisation générale parce qu'il ne correspondait pas à une spécialité économique, mais à une forme de production qui s'étend à plusieurs branches.

Les Artisans ont donc des représentants dans 10 des Corporations que nous avons énumérées : dans celles des céréales (1 membre), du bois (2), des textiles (2), de la métallurgie et de la mécanique (2), de l'habillement (3), de l'imprimerie (1), du bâtiment (1), des industries extractives (1), de la céramique (2), et des arts (2). De plus, la Fédération artisanale dépend de la Confédération Générale de l'Industrie, à titre cependant de Fédération autonome.

Une différence existe sur un point entre le régime commun et celui des Artisans : ceux-ci ne sont pas groupés en syndicats provinciaux, mais en Communautés provinciales, coordonnées par des Secrétariats de province obligatoires.

Origines de cette organisation

C'est en 1925 qu'à l'instigation de Joseph Brunati, se formèrent les premiers noyaux de l'organisation artisanale ; l'année suivante, un décret royal du 5 décembre 1926 approuva le Statut de la Fédération Fasciste Autonome des Communautés Artisanales d'Italie, constituée dès la naissance du mouvement et à qui le gouvernement fasciste attribuait la représentation exclusive de l'Artisanat italien, sur les terrains syndical et économique. L'article 34 de la loi du 3 avril 1926 décidant qu'une telle fédération devait adhérer à une association du degré supérieur, elle s'affilia alors à la Confédération Générale Fasciste de l'Industrie italienne et prit le titre de Fédération Nationale Fasciste des Artisans.

Le siège de la Fédération fut d'abord fixé à Milan, avec

comme président Joseph Brunati; celui-ci fut remplacé en avril 1937 par le professeur Vincent Buronzo, député, qui fut nommé, par le Gouvernement, Commissaire de la Fédération, dont le siège était transféré à Rome.

Attributions et Fonctionnement de la Fédération

Pendant ses premières années d'existence, le fonctionnement de la Fédération se modifia et se perfectionna peu à peu jusqu'à ce que celle-ci ait pris sa physionomie définitive.

Les buts proposés à la Fédération étaient les suivants :

— Représenter les intérêts économiques et professionnels de l'Artisanat en général et des divers métiers en particulier;

— Favoriser le développement technique et économique de l'Artisanat par l'enseignement professionnel, l'organisation de foires et d'expositions;

— Déterminer les critères distinctifs entre artisans et industriels;

— Procéder à la rédaction de conventions collectives de travail;

— Exercer un contrôle sur les corporations en nommant des délégués dans le Conseil de chacune d'elles.

Son activité a porté principalement sur l'éducation professionnelle (selon le paragraphe 30 de la Charte du Travail), la prévoyance, les expositions artisanales, les congrès d'artisans, les coopératives et associations, les conseils techniques et artistiques, et le crédit. Elle a publié également, à partir d'octobre 1937, un journal hebdomadaire : *l'Artisan*.

Sur un million d'artisans que compte à peu près l'Italie, 500.000 environ furent d'abord réunis dans le sein de la Fédération Nationale Fasciste Artisanale; ils étaient répartis en 420 métiers artistiques et 26 métiers usuels. Dans les métiers artistiques, les Maîtres propriétaires d'ateliers et leurs collaborateurs qualifiés (maîtres créateurs et exécutants) appartiennent à la F.N.F.A., mais dans les professions ordinaires seuls les Maîtres propriétaires en font partie.

Quant aux salariés de l'une ou l'autre sorte de métiers (à l'exclusion des domestiques), la défense de leurs intérêts est assumée par la Confédération nationale des Syndicats fascistes.

Les Organes et l'Administration

À l'échelon supérieur de l'organisation, on trouve la Fédération qui est formée de 23 Métiers Nationaux, dont chacun groupe les artisans de la même branche, et qui sont : Bois, Fer et Métaux, Décoration et Peinture, Installations intérieures, Habillement, Cuirs et Peaux, Orfèvrerie et Horlogerie, Céramique et Verre, Tissages et Broderies, Gravure, Photographie, Lutherie et Instruments de Musique, Marbre et Pierre, Arts auxiliaires sanitaires, Ameublement et Jardins, Métiers alimentaires, Restauration des œuvres d'art, Coiffure et accessoires, Artisanat rural, Artisanat maritime, Artisanat militaire, Métiers divers, et Transports.

Chacun de ces Métiers ou « Arts » nationaux réunit à son tour plusieurs des communautés de métiers qui concourent à un même objet, ainsi dans l'Art de la Décoration seront placées les communautés des sculpteurs, des peintres-décorateurs, des doreurs, des vernisseurs, des ébénistes d'art, etc.

L'autorité suprême est constituée par le Ministère des Corporations, et l'administration exercée par des rouages multiples dont les rapports ont été minutieusement réglés (*voir schéma*).

Au 31 décembre 1937, il y avait 15 Inspecteurs interprovinciaux, 94 secrétaires (1 par province) et 94 Comités formés par les chefs de communautés de la province, 6.854 fiduciaires communaux et 15.545 experts.

Sur le plan professionnel, on comptait 1.806 chefs de communautés, 3.594 chefs de sections et 2.161 consultes comprenant 7.181 conseillers (1).

Les Chefs de Métiers Nationaux reçoivent les directives du Conseil et de l'Assemblée nationale qui est aussi tenue au courant de l'action des Délégués nationaux et des Chefs de communautés ; ces derniers sont également en rapport avec le Comité provincial.

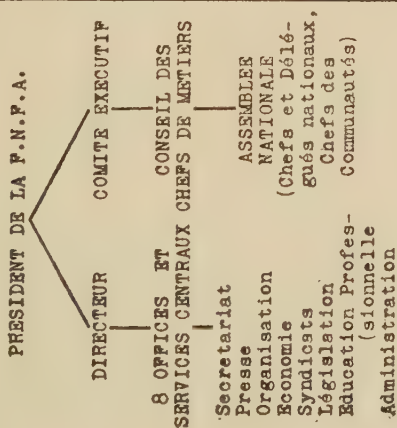
Les Inspecteurs régionaux visitent périodiquement les ateliers, assistent à tous les conseils provinciaux et se tiennent en relations avec le Secrétariat de la province auprès duquel un bureau spécial reçoit tous les renseignements donnés par les inspecteurs.

La mission des inspecteurs est confiée, dans le ressort des communes, à des Hommes de confiance, qui, en accord avec les auto-

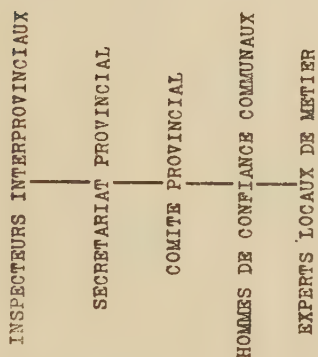
(1) *Bulletin Artisanal*, organe officiel du Centre International de l'Artisanat, 10 avril 1938.

LA FEDERATION NATIONALE FASCISTE DES ARTISANS

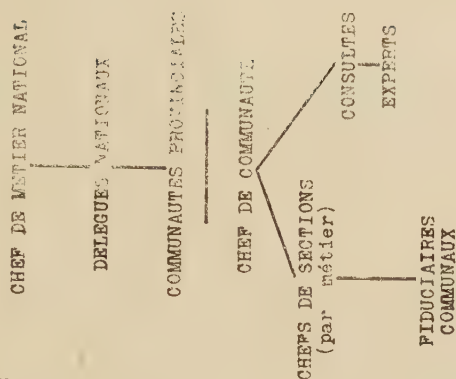
ORGANISATION CENTRALE



ORGANISATION PROVINCIALE



ORGANISATION PROFESSIONNELLE



rités communales, remplissent des tâches analogues sur le plan local.

Les Secrétariats provinciaux sont organisés sur le même schéma que le secrétariat central, et comprennent essentiellement 3 sections : Assistance, Organisation et Administration. Ce sont eux qui remplissent les fonctions dévolues dans les autres pays aux Chambres de Métiers.

Activité de la F.N.F.A.

Les statuts de la Fédération, légèrement remaniés, ont été approuvés à nouveau par la loi du 10 juillet 1933. Leurs principaux chapitres sont :

- 1° Constitution, But et Compétence;
- 2° Membres;
- 3° Réglementation de la Fédération;
- 4° Organes de la Fédération;
- 5° Secrétariat;
- 6° Patrimoine social, administratif et bilan;
- 7° Contrat collectif de travail;
- 8° Dispositions disciplinaires;
- 9° Dispositions diverses.

Les questions dont le Secrétariat général s'occupe directement sont les suivantes : études et bibliothèques; journaux; Institut international de l'Artisanat; artisans italiens à l'étranger; personnel; protocole, et travaux en cours.

Celles qui se rattachent à l'organisation sont : statistiques; secrétariats des Arts nationaux; contrôle des convocations et délibérations des Conseils provinciaux; contrôles des hommes de confiance provinciaux.

Les services d'administration comprennent : les contributions; le contrôle administratif des secrétariats provinciaux; l'administration et la caisse.

Enfin, les services d'assistance sont compétents pour les : contrats et questions syndicales diverses; caisse mutuelle pour maladie; crédits; travaux; consortiums et coopératives; tarifs et accords économiques; assistance légale; assistance fiscale; expositions et concours; instruction professionnelle; assistance technique; questions économiques diverses et travaux en cours.

De plus, l'organisation centrale de l'Artisanat est intégrée dans l'organisation technique de l'E.N.A.P.I. (Ente Nazionale

del Artigianato e Piccola Industria) qui assure la distribution du Crédit et l'Assistance commerciale, artistique et technique, grâce à ses différentes sections.

Les fonctions de la F.N.F.A. sont donc extrêmement nombreuses et variées puisqu'elle doit cumuler la gestion financière et administrative d'une vaste organisation, avec l'étude et la défense de tous les intérêts des artisans; mais elle s'en acquitta avec une énergie et une persévérance qui devait donner des résultats. A titre d'exemple, voici quel était le résumé de son activité au cours de l'année 1935, d'après un article de M. Giovanni Eliseo paru dans son organe, l'*Artigiano* (1): le nombre des abonnés au journal de la Fédération était de 72.351; des délégués permanents ayant pour mission d'assister les artisans pour tout ce qui concerne l'économie des métiers, ont été nommés dans 6.841 communes, et des comités d'experts artisans dans 693 communes; les secrétariats de province se sont livrés à 9.158 enquêtes et ont procuré des travaux aux artisans pour une valeur de 6.829.562 liras; 78.200 consultations juridiques, fiscales et économiques ont été données; les artisans se sont réunis pour tenir 5.173 assemblées, et il y a eu 3.632 réunions de dirigeants.

Pendant les années suivantes, l'action de la Fédération artisanale n'a fait que s'affirmer toujours davantage, et on peut dire qu'elle a apporté aux artisans un appui réel par ses services aussi bien que par ses démarches auprès des pouvoirs publics.

(1) Numéro du 16 février 1936.

CHAPITRE III

LA DEFINITION DE L'ARTISANAT EN ITALIE

Les textes

Alors qu'en Allemagne il n'existait aucun texte permettant de déterminer exactement la notion d'artisan, on trouve dans la législation italienne quelques précisions sur ce point.

La loi du 3 avril 1926 définit comme Artisan « celui qui exerce à son compte une petite industrie dans laquelle il travaille personnellement » ; et l'article premier des Statuts de la F.N.F.A. est ainsi conçu : « Gli esercenti per proprio conto una piccola industria della quale accentrano tutte le funzioni inerenti alla gestione, ed in cui essi medesimi lavorano, con o senza l'aiuto di familiari o di dipendenti, sia che il lavoro venga eseguito in una bottega, sia a domicilio, sia nel luogo designato dal committente. »

Les traits choisis comme caractéristiques sont donc l'exercice autonome d'un métier par une personne qui assume la gestion de l'entreprise tout en se livrant elle-même au travail, avec ou sans l'aide de membres de sa famille ou d'aides salariés, que la fabrication ait lieu dans une boutique, à domicile ou dans tout autre lieu.

Il y a donc là une sélection de certains critères qui peuvent servir à la détermination de la notion d'Artisanat, mais comme il s'agit uniquement de critères qualitatifs, et dépendant, dans une certaine mesure de l'appréciation, les limites de cette catégorie ne seront pas fixées très clairement par ces seuls textes.

Il importe pourtant de savoir exactement en quoi consiste l'Artisanat puisque le Gouvernement fasciste, sans lui accorder un statut autonome a cependant affirmé à plusieurs reprises sa volonté de ne pas l'assimiler aux autres formes de production ; c'est ainsi que

le 28 mars 1935, lors d'une discussion à la Chambre italienne sur l'activité des corporations, M. le Député Buronzo insistait sur la nécessité pour l'Artisanat de suivre une marche tout à fait indépendante de celle de l'industrie : « Entre l'industrie et l'artisanat une collaboration est possible, mais non une confusion ; l'égalité de droits et non un esclavage, ou, si vous préférez, une priorité insupportable que le pays a, du reste, déjà payée assez cher, à un prix injuste et anti-économique ! » (1)

A ce sujet, M. Luigi Ciardi, directeur de l'Office d'encadrement de la Confédération des Travailleurs de l'Industrie, dans un article paru en 1937 dans la *Rivista del Lavoro*, commentant un discours de M. Mussolini, est amené à envisager la question artisanale. Ayant posé le problème du développement de l'Artisanat dans l'avenir, M. Ciardi tente de définir l'Artisanat, et le reconnaît comme « la production commune à toutes les entreprises qui n'exécutent pas de travaux en série, que ce soit ou non dans le cadre artisanal. » D'après l'auteur, seul doit être pris en considération le mode de production, et compléter ce caractère en faisant intervenir l'importance du personnel, aboutirait à un non-sens : Pourquoi, demande-t-il, considérer, par exemple, un tailleur qui occupe 5 ouvriers comme artisan, et pas celui qui en a 2 ou 3 de plus ? Il n'est pas, selon M. Ciardi, plus utile de préciser la nature juridique de l'Artisanat, comme le voudraient les milieux intéressés : l'autorisation de s'établir, et l'existence même de l'atelier suffisent à désigner l'Artisan-Maître sans qu'il soit besoin de l'enfermer dans une définition étroite qui n'aurait pour résultats certains que des complications et des formalités inutiles.

Il est cependant nécessaire de séparer l'artisan de l'ouvrier à domicile, mais là intervient l'idée de subordination du second à l'égard d'un ou plusieurs patrons, qui donne la possibilité de différencier nettement ces deux genres de travailleurs. Par opposition au travailleur à domicile qui, lui, ne remplit pas ces conditions, tout individu qui, dans une exploitation individuelle, assume personnellement l'initiative et le risque qui se traduisent par l'achat des matières premières à son compte, leur emmagasinage et la vente directe au public, est un artisan.

Cette distinction n'est pas superflue au point de vue pratique, car de nombreux entrepreneurs italiens avaient pris l'habitude,

(1) *L'Artisanat dans le monde*, publié par l'Institut International de l'Artisanat. Cahiers de l'Artisanat, mai 1935.

après avoir fourni à des ouvriers à domicile (ou à d'anciens artisans), matières premières et machines, de considérer ces derniers comme des artisans indépendants pour échapper eux-mêmes aux charges sociales résultant de la législation fasciste (salaire prévu ou contrat collectif, paiement des cotisations des assurances sociales, assistance, etc.). Une telle pratique ne pouvait se généraliser sans risquer de compromettre sérieusement la portée des réformes introduites par le Gouvernement, et a d'ailleurs retenu l'attention des autorités compétentes qui ont reconnu le bien-fondé de la différence établie entre ces ouvriers et les véritables artisans.

Mais si la conception de M. Luigi Ciardi semble faire bon marché des dimensions de l'entreprise artisanale, pour s'attacher uniquement à la forme de la fabrication (c'est-à-dire l'exercice personnel et autonome d'une activité artisanale), les constatations paraissent démentir cette formule, et, en réalité, l'Artisanat est surtout composé de petits ateliers ne comprenant qu'un nombre restreint de collaborateurs.

En effet, l'un des premiers soins de la Fédération artisanale à laquelle n'appartiennent que les artisans authentiques (producteurs ou réparateurs-artisans) à l'exclusion des commerçants groupés dans d'autres organismes, a été de procéder à des recensements périodiques des artisans pour savoir l'importance des forces qu'elle représentait. Ces recensements furent extrêmement difficiles à mener à bien en raison de la dispersion des entreprises dans les campagnes les plus reculées, et de l'imparfaite démarcation existant dans l'activité d'un bon nombre d'artisans qui s'occupent tantôt de travaux agricoles, tantôt de travaux artisanaux, tantôt de commandes pour le compte d'entrepreneurs, suivant les variations saisonnières du marché.

Cependant les erreurs initiales furent corrigées peu à peu, et si les artisans recensés n'étaient en 1927 que 300.000, leur nombre atteignait 400.000 environ en 1928, 470.000 en 1929, 520.000 en 1930 et 749.000 en 1938.

Pour établir ces statistiques, la F.N.F.A. a adopté un critérium numérique très strict, qui, selon elle, correspondait à la vérité; ne furent ainsi comptées comme artisanales que les entreprises employant un nombre de travailleurs égal ou inférieur à 5, non compris le Maître d'Art, dans les métiers artistiques, et égal ou inférieur à 3 dans les métiers usuels.

Au 1^{er} Congrès international de l'Artisanat, tenu à Rome en

1930, le rapport sur « l'Artisanat en Italie » expliquait les résultats acquis en ces termes :

« Il ne sera possible d'obtenir un véritable recensement des artisans que lorsque seront fixées, d'une façon certaine, les limites de l'activité artisanale, chose qui ne manque pas d'être compliquée si l'on considère les diverses définitions de l'Artisanat, données des points de vue juridique ou syndical, économique, technique ou artistique. Il faut, en attendant, considérer comme éléments positifs des différentes définitions, la participation directe au travail de l'entreprise, en dehors de la direction et de la gestion économique; la collaboration des maîtres d'art, des apprentis, des salariés, ou également des personnes de la famille même et des domestiques; l'autonomie économique...

« Nous croyons donc que les forces artisanales nationales, si elles sont appréciées d'une façon parfaite, doivent largement dépasser le million, alors que l'on peut évaluer à environ 5 millions, les salariés employés dans les entreprises. » (1)

Parallèlement à ce recensement quantitatif des effectifs de l'Artisanat, la Fédération a entrepris une enquête qualitative par métiers et par entreprises, pour évaluer la situation de chaque profession, en même temps que le rendement et les possibilités des ateliers. Les renseignements recueillis ont été communiqués aux Secrétariats provinciaux aux fins d'établissement d'un fichier général. Ceux-ci ont révélé que, dans les métiers d'art, notamment, il y avait 1.610 exploitations artisanales fonctionnant dans des conditions excellentes, dont : 45 pour l'art religieux, 6 pour la restauration des œuvres d'art, 40 pour l'ornementation intérieure, 340 pour le meuble, 240 pour la céramique, 70 pour le verre, 390 pour les fers et métaux, 85 pour la broderie et le tissage, 15 pour la gravure, 65 pour le jouet, 150 pour la bijouterie, 40 pour la pierre et la mosaïque, 10 pour le décor et l'affiche, 75 pour la lutherie, 4 pour la céroplastique, 5 pour la pyrotechnique et la lumière, 5 pour l'art de la fleur et 25 pour le cuir. (1)

La notion d'artisanat telle qu'elle est présentée par la F. N. F. A. implique donc, contrairement à celle de M. Ciardi, l'importance modeste de l'entreprise et le petit nombre de ses employés; elle est même encore plus rigoureuse que la loi française qui accorde 5 compagnons ou apprentis dans tous les métiers, puisque dans les

(1) *Actes Officiels et Comptes-Rendus des travaux*, Imprimerie Voltaire, Paris 1931.

professions usuelles, elle réduit ce nombre à 3. Il est juste de remarquer à ce propos, qu'une statistique récente (1937), qui a établi le nombre des entreprises existantes et celui des travailleurs qu'elles occupent, a d'ailleurs confirmé qu'en Italie, un atelier artisanal ne possède le plus souvent que deux salariés, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

<i>Métiers</i>	<i>Nombre d'ateliers</i>	<i>Aides</i>
Bois	16.313	24.545
Fer et métaux	14.234	22.133
Décorateurs et Peintres	2.708	4.816
Habillement	22.965	37.075
Cuir et Peaux	11.970	17.247
Orfèvrerie et Horlogerie	1.226	2.277
Céramique et Verre	705	1.331
Tissage et Broderie	805	1.473
Graveurs	1.769	3.470
Lutherie et Instruments de musique	145	266
Photographes	938	1.396
Marbre et pierre	1.680	2.938
Métiers auxiliaires sanitaires, jardinage	1.031	1.569
Métiers alimentaires	4.820	6.130
Coiffeurs	20.710	28.320
Restauration des œuvres d'art	78	172
Artisanat rural	2.955	4.446
Artisanat maritime	123	205
Artisanat militaire	403	1.249
Métiers divers	869	1.514
Transports	766	834
	107.223	163.306

Ce qui représente en moyenne 1,5 aides par entreprise.

En somme, dans l'économie corporative fasciste les textes, à travers les développements de la réglementation syndicale, ont abouti à définir simplement l'artisan comme un « travailleur manuel autonome ». Les commentaires officiels insistent surtout sur la valeur originale de la production artisanale, par opposition à l'uniformité des fabrications industrielles en série, ainsi que sur la collaboration étroite qui doit exister entre le Maître et ses employés. Ces deux caractères servent à distinguer l'artisan des autres producteurs, et

on admet comme leur conséquence, que le nombre des travailleurs ne peut être très élevé, l'emploi de machines très poussé, ni la division du travail trop accentuée.

Mais il ne s'agit là que de constatations de bon sens, en quelque sorte, qui ne fixent pas un cadre rigide à l'artisanat.

Malgré tout, on peut se rendre à l'évidence : en fait, les entreprises artisanales restent, en Italie, peu développées et ne deviennent jamais ces petites usines que les latitudes laissées par la législation ont permis de constituer en Allemagne.

CHAPITRE IV

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Avant de passer à l'étude des différentes questions relatives à la formation professionnelle dans l'Artisanat italien, il est nécessaire de faire deux remarques préalables qui permettent de mieux comprendre les prescriptions en vigueur :

— Il n'existe pas de règles spéciales à l'Artisanat, et la formation des jeunes artisans sera donc la même que celle des futurs ouvriers qualifiés de l'industrie ;

— Les autorités réservent principalement leur attention à ce qui est Education professionnelle, plutôt qu'Apprentissage proprement dit, et l'apprenti est considéré plus comme un élève que comme un travailleur.

L'Apprentissage

D'après ce qui vient d'être dit, l'apprentissage artisanal n'est pas régi par une loi spéciale, et il faut se reporter à trois textes différents pour trouver les dispositions qui lui sont applicables en ce qui concerne l'enseignement scolaire et post-scolaire seulement.

Ces trois lois, auxquelles on peut ajouter celle du 7 janvier 1929, VII, n. 8, et le programme y annexé, sur les écoles secondaires de début du travail (*Gazzetta Ufficiale*, 12-1-29, VII, n. 10), sont :

1° La loi et le règlement pour l'instruction industrielle, du 31 octobre 1926, n. 2.523 (*Legge e Regolamento sull'intrugione industriale*), qui envisagent surtout la formation des ouvriers spécialistes pour l'industrie, mais dont l'art. 111 prévoit cependant des cours spéciaux pour les divers arts et métiers.

Aux termes de son article 10 : « Dans les centres industriels qui occupent des apprentis, ou bien là où l'on demande de la

main-d'œuvre spécialisée, des cours de maîtrise sont institués pour donner la possibilité aux ouvriers de s'enrichir de connaissances générales en technologie, etc. Ces cours peuvent être organisés par des Instituts, des Syndicats, et, d'une manière générale, par des organisations d'ordre économique ou intellectuel, avec l'autorisation du Ministre de l'Economie nationale. Là où se trouvent des écoles d'Etat, ces cours sont, de préférence, annexés à ces écoles. »

2° Le décret-loi du 6 octobre 1930, n. 1.379, qui a modifié le décret royal du 5 février 1928 sur les écoles secondaires d'introduction au travail (*Riordinamento della scuola secondaria di avviamento al lavoro*). Ces écoles sont destinées à fournir une première instruction post-élémentaire, obligatoire jusqu'à 14 ans, en vue de la préparation aux divers métiers; elles sont de 3 types : agraire, industriel et artisanal, commercial et maritime. La durée de l'enseignement est de 3 ans, et le programme doit comporter les matières théoriques et pratiques indispensables à l'exercice de la profession; dans les écoles industrielles et artisanales, ce sont : sciences appliquées et technologie, construction, dessin professionnel, comptabilité.

3° La loi du 15 juin 1931 sur l'enseignement technique moyen, qui tend au perfectionnement des ouvriers par des cours de Maîtrise dont la durée dépend de l'institution qui les organise (2 ou 3 ans), et qui portent sur la culture générale (italien, histoire, géographie, culture fasciste), les mathématiques, la physique et la chimie, l'électro-technique et la religion. Les cours peuvent être créés par l'Administration, les Groupements d'employeurs, les associations économiques (à leurs frais) après autorisation du Ministre de l'Economie nationale.

L'Etat a ainsi fondé un grand nombre d'Ecoles et d'Institutions qui assurent une bonne formation professionnelle aux travailleurs et, en particulier, aux artisans.

La législation a été récemment complétée par le décret-loi royal du 21 septembre 1938, n. 1906, paru dans la *Gazette Officielle* n. 295, du 27 décembre XVII, qui lui, règle véritablement l'apprentissage. Ce décret concerne l'apprentissage en général, et s'applique à toutes les entreprises, excepté (art. 2) :

- les entreprises industrielles ou commerciales dont les apprentis sont apparentés à l'employeur jusqu'au 3° degré;
- celles qui sont dirigées par l'Etat ou par les Administrations publiques non encadrées par les syndicats;

— les entreprises de transports et de communications électriques;

— la pêche (sauf les manufactures de transformation de ses produits);

— les instituts de crédit, d'assurance, et les entrepreneurs tributaires;

— l'agriculture (sauf dans le secteur de transformation de ses produits);

— les catégories désignées par décret du Ministre des Corporations où il ne semblerait pas nécessaire de former des apprentis (art. 3).

Le texte traite d'abord des Apprentis :

ART. 1^{er}. — Aux termes du présent décret, est considéré « comme apprenti quiconque est employé dans une entreprise industrielle ou commerciale, dans le but d'acquérir les capacités nécessaires pour devenir ouvrier qualifié en se soumettant à un enseignement pratique, et en fréquentant, lorsqu'ils existent, les cours de formation professionnelle des travailleurs (v. le décret-loi du 21 juin 1938, XVI, n. 1380).

« ART. 4. — Quiconque désire être apprenti doit s'inscrire « sur les listes spéciales du Bureau de placement compétent.

« ART. 5. — Peut s'inscrire sur les listes d'apprentis quiconque est âgé de 14 ans accomplis, mais n'a cependant pas dépassé la limite d'âge maximum qui sera fixée par les contrats collectifs de travail. Le candidat devra en outre posséder une « bonne santé — fait qui sera contrôlé par une visite médicale — « et être en possession d'un certificat attestant qu'il a achevé sa « 5^e classe élémentaire. »

Les articles 6 et 7 décident que les apprentis doivent être engagés par l'entremise des Bureaux de placement; la préférence est donnée à ceux qui ont obtenu un diplôme d'une école technique ou professionnelle, et, à égalité de titres, aux orphelins de guerre, fils de familles nombreuses, ou membres de la « Gioventù Italiana del Littorio » (Jeunesse italienne du Littorio). Le Ministre des Corporations peut limiter, pour certaines régions ou branches, le nombre d'apprentis qui pourront être engagés, eu égard au nombre des entreprises et aux possibilités d'éducation.

Les articles suivants déterminent les obligations de l'employeur :

« ART. 8. — L'employeur est tenu :

« a) de s'intéresser, ou d'avoir soin que son personnel s'intéresse, à la formation pratique de l'apprenti.

« b) de ne pas soumettre l'apprenti à des travaux au dessus de ses forces physiques, ou à des tâches n'ayant aucun rapport avec le métier choisi;

« e) de rétribuer l'apprenti;

« d) de lui accorder, sans diminuer son salaire, les permissions nécessaires pour fréquenter les cours professionnels pour les travailleurs, aux termes de l'article 21 du décret royal du 21 juin 1938, y relatif.

« Par dérogation au paragraphe c), les entreprises *artisanales* peuvent engager des apprentis prêtant gratuitement leur collaboration, pendant un laps de temps maximum de 6 mois à dater du jour de leur engagement, lorsque leur enseignement professionnel nécessite une capacité technique particulière.

« ART. 9. — Aux termes du décret-loi du 21 juin 1938, l'apprenti est obligé de suivre les cours professionnels. »

D'après l'article 10, ce sont les contrats collectifs qui fixent pour les diverses catégories : la durée de l'apprentissage (réduite pour les diplômés des écoles professionnelles), la durée maximum de la période d'essai à laquelle seront soumis les apprentis, l'horaire journalier de travail (y compris le temps des cours), la rétribution due aux apprentis, et les règles à observer en cas de rupture du contrat d'apprentissage.

Les derniers articles du décret sont consacrés au règlement des litiges dérivant du contrat d'apprentissage (qui a lieu conformément à un décret-loi royal du 21 mai 1934, n. 1073), et aux amendes dont sont passibles les employeurs qui n'engageraient pas les apprentis par les Bureaux de placement (50 à 100 liras), ou qui n'emploieraient pas le nombre d'apprentis fixé à l'article 7.

Ce système, qui laisse un grand rôle aux conventions collectives, variables pour chaque profession, est donc très souple. De plus, pour l'application de ces règles, aussi bien que dans les écoles professionnelles qui ne sont pourtant pas spéciales aux artisans, il est tenu compte des directives de la F.N.F.A. en ce qui concerne les nécessités particulières de l'Artisanat.

En outre, en vertu de l'article 24 du règlement du 1^{er} juillet 1926 pris pour l'application de la loi du 3 avril, « Les groupements corporatifs ont la faculté de régler l'apprentissage en édictant des prescriptions générales et obligatoires, et de contrôler leur appli-

cation, y compris toutes les dispositions qui regardent le contrat collectif de travail », la Fédération a préparé, un projet de contrat collectif contenant un Règlement général de l'apprentissage artisanal et un contrat-type d'apprentissage. Le règlement prévoit que seuls pourront prendre des apprentis, les artisans présentant toutes garanties qui y seront autorisés par la Fédération, autorisation qui pourra être retirée si les artisans en question ont été écartés de la fonction de tuteur, s'ils ont rompu plus de deux fois en dix ans, leurs contrats d'apprentissage, s'ils ont contrevenu à leurs obligations, ou maltraité les apprentis; la durée de l'apprentissage doit également être déterminée d'avance. Le contrat-type doit contenir toutes les précisions indispensables sur la durée, le temps d'essai (qui ne doit être ni inférieur à 4 semaines, ni supérieur à 3 mois) les amendes en cas de rupture et les cas de résiliation amiable; chaque contrat doit être, à peine de nullité, rédigé d'après le contrat-type approuvé, et un exemplaire doit être déposé au siège du groupement professionnel pour prouver la régularité de l'apprentissage. Le minimum de rétribution de l'apprenti n'est pas prévu, la Fédération ayant craint que le Maître ne cherchât alors à obtenir un rendement immédiat au lieu d'assurer à l'enfant une bonne formation professionnelle.

Le projet en question a été adressé au Ministre des Corporations.

Les réalisations de la F. N. F. A.

Dans le cadre légal, la Fédération de l'Artisanat a fait montre d'une grande activité dans le domaine de l'instruction professionnelle qui présente, pour l'Artisanat encore plus que pour toute autre catégorie économique, une importance vitale.

Les buts que se proposait la Fédération étaient :

— Conserver les traditions de l'Artisanat italien, et la qualité de sa production;

— Préparer la jeunesse artisanale à sa tâche, non seulement par des notions théoriques, mais aussi par l'exercice du métier;

— Inciter, par l'émulation, les artisans à améliorer constamment leur technique;

— Donner aux artisans, même à ceux des provinces les plus éloignées, la possibilité de connaître les nouvelles ressources de la technique, les matériaux modernes, et les variations du goût de la clientèle.

En conséquence, fut formée, sous la présidence de M. Buronzo, une Commission de l'Instruction professionnelle qui devait diriger l'activité de la Fédération, en accord avec le Conseil National et les assemblées de province; cette commission est composée de représentants du Ministère de l'Education Nationale, des Corporations, de la Confédération de l'Industrie, et de personnalités du monde artisanal.

Les moyens employés par la F.N.F.A. pour arriver à ses fins consistèrent :

1° A créer des écoles artisanales, et à subventionner les cours professionnels généraux, tout en maintenant le contact entre elle et ces derniers pour leur fournir sur le travail artisanal toutes précisions susceptibles d'améliorer leur action en ce qui concerne l'Artisanat;

2° A organiser des Championnats nationaux de Métiers, qui sélectionnent les meilleurs travaux des apprentis pour les exposer;

3° A octroyer des Bourses d'Etudes pour l'instruction artisanale et professionnelle;

I. Les Ecoles Professionnelles

La Fédération a d'abord, en application du paragraphe XXX de la Charte du Travail, créé, en 1928, 4 écoles permanentes artisanales et, en collaboration avec d'autres organisations, 11 cours spéciaux portant sur certaines techniques artisanales (dessin, travail du bois, poterie artistique, maréchallerie, etc.). L'année suivante, le nombre des écoles contrôlées par la Fédération passait à 12, et celui des cours qui furent étendus à toutes les activités artisanales (décoration, faïence, mosaïque, pyrogravure, travail de la paille, soudure autogène, etc.), à 65 (1)

Les subventions aux autres écoles, sont accordées par la Fédération, selon le règlement suivant :

« Les écoles qui ont des fonctions spéciales ainsi qu'un outillage susceptible de servir à la préparation des apprentis de l'artisanat, peuvent, tous les ans, au mois d'août, présenter une demande de subvention à la Fédération artisanale.

« Dans leur demande, ces écoles doivent fournir leur programme et leurs méthodes d'enseignement, et faire connaître :

les locaux, l'outillage et les moyens techniques dont elles disposent,

(1) Rapport, 1^{er} Congrès International de l'Artisanat, Rome 1930.

le nombre d'élèves de l'école dans les années précédentes,
les noms et titres du directeur et des professeurs,
les noms et titres des membres du conseil d'administration.

« La Commission pour l'instruction professionnelle examine alors les demandes et distribue les subsides selon les fonds disponibles. Les versements sont faits en deux fois, la première, à l'ouverture des cours, la deuxième, au milieu de l'année (le paiement de la deuxième moitié est subordonné à l'opinion de la commission après inspection et rapport).

« La Fédération se réserve de procéder à des inspections par l'intermédiaire de ses techniciens, de personnes compétentes ou de la commission, et de donner des directives pour un meilleur rendement de l'école. »

En 1938, la Fédération a décidé de consacrer 350.000 liras à la réalisation d'un programme comprenant :

L'institution de cours technico-professionnels d'instruction et de perfectionnement pour les artisans âgés de 18 ans révolus et exerçant déjà leur métier (250.000 liras) :

50.000 liras pour des bourses d'études et les subsides scolaires.

50.000 liras pour subventions aux écoles libres à caractère nettement artisanal, placées sous le contrôle du Ministère de l'Education nationale.

Les cours techniques seront constitué en collaboration avec l'E.N.A.P.I. (Ente Nazionale Artigiano e Piccola Industria, organisme technique de la Fédération), et auront pour objet la spécialisation et le perfectionnement des artisans qui travaillent déjà. Les fonds nécessaires proviendront de contributions de la Fédération, de l'E.N.A.P.I., de la Confédération fasciste des Industriels, par les Ministères de l'Education Nationale et des Corporations.

II. *Les Championnats de Métiers*

L'organisation de championnats a accaparé la plus grande partie de l'activité de la Fédération, car elle y voit une façon de stimuler le goût du beau travail chez les jeunes artisans, et, en même temps de faire connaître et apprécier du grand public, la qualité souvent ignorée ou méconnue, des produits artisanaux.

A titre documentaire voici quel était le Manifeste qu'elle lança pour les championnats de 1933, dans lequel elle précise leur but et leur intérêt :

« Apprentis des ateliers artisanaux,

« La Fédération de l'Artisanat, pour favoriser vos tendances
« professionnelles et pour vous stimuler, organise un championnat
« national réservé aux apprentis des ateliers artisanaux pour les
« métiers suivants : ébéniste, céramiste, sculpteur, décorateur (bois,
« pierre, marbre, ciment ,etc.).

« Apprentis !

« Présentez-vous dans la première quinzaine de décembre, aux
« Secrétariats provinciaux de l'Artisanat, et inscrivez-vous en masse
« pour les championnats. Vous aurez les moyens de démontrer vo-
« tre capacité, la possibilité de concourir pour de nombreuses primes
« régionales ou provinciales. Ainsi vous pouvez arriver à vous pré-
« senter à Florence, pour la Foire de l'Artisanat, où se tiendra
« le concours final, pour toute la nation.

« Artisans !

« Encouragez vos apprentis à participer aux concours de mé-
« tiers. Leur valeur démontrera irréfutablement la vertu de vos
« ateliers, leur victoire sera l'affirmation la plus significative de
« vos qualités de Maîtres. Les championnats procéderont par éli-
« minatoires provinciales et régionales qui désigneront les vain-
« queurs pour la finale de Florence, à l'occasion de la 3^e Foire
« de l'Artisanat. Les épreuves consisteront en l'exécution dans un
« temps déterminé, d'un objet à sujet librement choisi ; des instruc-
« tions plus complètes seront fournies par les Secrétariats provin-
« ciaux. Les conditions à remplir pour pouvoir participer au Cham-
« pionnat, sont : 1) être apprenti dans un atelier artisanal, 2) être
« âgé de 16 à 18 ans. »

Les thèmes de ces concours sont établis par les Chefs et Délégés nationaux ; en général leur durée est de 32 heures (4 jours), avec 8 heures supplémentaires pour la préparation du dessin de l'objet ; une fois le dessin terminé, l'apprenti indique la quantité et la qualité des matériaux qu'il compte utiliser pour l'exécution du travail.

Chaque apprenti qui a participé à un concours national reçoit un diplôme et une médaille commémorative, et une prime de 500 liras récompense le champion national de chaque profession dont le patron a droit à un diplôme spécial.

Jusqu'à maintenant ces championnats se sont déroulés tous les ans et ont remporté un réel succès : ceux de l'an XIV ont eu lieu à Rome ; sur 2.526 jeunes gens inscrits, 1 654 ont exécuté intégra-

lement les épreuves et 263 ont reçu le titre de champions provinciaux; le 11 octobre, les 10 apprentis proclamés champions nationaux, ont été décorés solennellement par M. Mussolini, en présence de M. Buronzo.

III. *Les Bourses d'Etudes*

La F.N.F.A., pour permettre aux jeunes gens qui ont des aptitudes, de compléter leur formation, accorde tous les ans, des bourses d'études et des subsides, pour les écoles désignées par elle. Ces bourses couvrent les deux tiers des frais d'études, et sont distribuées sans appel par la Fédération aux meilleurs parmi les candidats inscrits. Les instructions pour 1937-38 ont disposé qu'elles seraient désormais attribuées par la Commission de la Formation professionnelle, uniquement aux fils d'artisans désireux de fréquenter des écoles professionnelles à caractère essentiellement artisanal.

La Fédération a aussi décidé d'allouer sur le budget 1938, une somme de 20.000 liras, à répartir en bourses de 1.000 liras, aux artisans qui veulent se rendre à l'étranger à leurs frais, pour un séjour de 3 mois au moins, en vue de se perfectionner dans leur métier.

IV. *Initiatives diverses*

Dernièrement, le Ministre de l'Education nationale a approuvé les projets qui lui ont été présentés par la Commission d'Enseignement professionnel de la Fédération de l'Artisanat, sur la création de cours de perfectionnement. Le programme, conçu de manière à permettre d'élever le niveau professionnel et culturel des membres de la Fédération tout en appliquant les mesures concernant l'apprentissage, sera mis en pratique par l'E.N.A.P.I.

Pour entrer en possession de tous les éléments faisant partie du plan, les Délégations interprovinciales de l'E.N.A.P.I., après s'être entendues avec les Inspecteurs interprovinciaux, les Secrétaires artisanaux, et les Directeurs des unions provinciales d'Industriels, ont soumis des propositions sur la fondation de cours professionnels dans leur zone de compétence, propositions qui tiennent compte du développement économique des régions, et des fins **autarchiques**

1° L'E.N.A.P.I. créera les cours suivants : cours élémentaire d'électricité, et d'électricité appliquée aux entreprises artisanales, cours de technologie, cours d'économie pour les artisans et petits industriels, cours de perfectionnement divers.

2° la durée, l'horaire et les programmes de ces cours, seront établis de façon à permettre aux élèves de satisfaire aux exigences de leur travail, aussi auront-ils lieu principalement les jours fériés et le soir.

3° les cours seront, autant que possible donnés dans les écoles publiques.

D'autre part, c'est l'E.N.A.P.I. qui pourvoira aux moyens d'enseignement en outillant pour cela les Délégations provinciales; au besoin, il équipera des voitures-écoles pour certains cours de perfectionnement ou de techniques spéciales, après avoir obtenu le consentement des industries intéressées pour la présentation de modèles, de machines et d'outils, ainsi que de matières premières (Ecoles volantes). Les professeurs seront choisis parmi les experts possédant les titres voulus.

Tous ces cours seront placés sous la surveillance du Ministère de l'Education nationale. (1)

On peut juger par ces efforts de la sollicitude de la F.N.F.A. envers la formation professionnelle des artisans.

La question des Examens de Maîtrise

Jusqu'à l'an dernier, pas plus en Italie qu'en France (contrairement au régime allemand), il n'existait d'examen de maîtrise obligatoire pour celui qui voulait exercer à son compte un métier artisanal, et pourtant, c'était là une question qui préoccupait depuis longtemps les artisans italiens.

Au Congrès national de l'Artisanat italien, en mai 1933, l'ordre du jour suivant a été approuvé et envoyé au Duce :

« Les artisans d'Italie, réunis pour la première fois au cours
« des assemblées générales des Arts, forment des vœux pour que
« soit institué, tout comme dans les autres nations, un examen des
« capacités techniques de la personne qui aspire à être admise à
« l'exercice d'un métier artisanal, examen qui d'un côté, concourt
« à la conservation du bon renom des capacités techniques des mé-
« tiers d'artisans, mais qui, d'un autre côté, donne au public, la
« possibilité de connaître les artisans qui sont capables de fournir
« une garantie de l'exécution en règle de la commande qui leur
« est confiée. » (I Problemi dell'Artigianato, février 1935).

Le 28 mars 1935, M. Buronzo aborda devant la Chambre italienne le problème de la maîtrise, et affirma qu'il fallait l'envi-

(1) L'Artisanat dans le monde, Cahiers de l'Artisanat, mai 1938.

sager du point de vue de chaque métier en particulier, étant donné que chacun d'eux ayant ses traditions, son histoire, sa technique, exige une solution propre.

En 1937, la F.N.F.A. a présenté au Ministre des Corporations un projet concernant l'institution de la « Patente de Métier » ; d'après ce texte qui concerne 25 catégories d'artisans parmi celles qui ont surtout besoin d'être protégées, et auxquelles d'autres pourraient s'ajouter par la suite, toute personne qui voudra s'établir comme artisan autonome dans ces branches, devra, au préalable, subir un examen spécial portant sur les connaissances théoriques et pratiques, et auquel ne seraient admis que les aspirants remplissant certaines conditions (bonne conduite, accomplissement d'une période d'apprentissage suffisante, variable selon le métier, auprès d'un artisan ou d'une entreprise industrielle).

Les commissions d'examen, nommées dans chaque province par le Préfet, comprendront un représentant de la F.N.F.A., une personne de capacité reconnue, possédant la Patente de métier, et désignée par la Fédération, un professeur d'enseignement technique et industriel d'une école de la province, deux représentants du conseil provincial, dont un pour l'instruction technique.

Le Comité corporatif central a examiné la proposition de la Fédération, dont les mesures ont été étudiées par les Ministres des Corporations et de l'Education nationale, en collaboration avec les organisations professionnelles. A la suite de l'examen et de la discussion, par les députés Del Grudice, Pavolini, Buronzo, Cianetti, Vezzani, Pennavaria et le professeur Balella, des problèmes juridiques, économiques, et sociaux soulevés par le projet en question, le Comité a émis un avis favorable sur son principe, en priant toutefois le Ministre d'en revoir la forme, en tenant compte des observations présentées au cours de son examen. Il semblait donc, bien qu'aucune décision définitive n'ait alors été prise, que les dirigeants, sur les instances des professionnels, s'orientaient déjà vers la Patente de Métiers, c'est-à-dire l'examen de Maîtrise obligatoire.

Un premier pas a été fait dans cette voie par une décision prise en mai 1939 par le gouvernement fasciste, et selon laquelle les artisans devront désormais subir un examen avant de pouvoir s'établir, après avoir fait leur apprentissage chez un artisan autorisé.

Les artisans exerçant actuellement pourront continuer leur activité, mais ne seront pas autorisés à former des apprentis.

CHAPITRE V

LA LEGISLATION SOCIALE ET L'ARTISANAT ITALIEN

Pas plus sur le plan social que sur le plan économique ou en ce qui concerne son organisation, l'Artisanat italien n'a droit à des dispositions spéciales; cependant, dans leur cadre, les lois en vigueur lui sont, dans une certaine mesure applicables.

L'effort du Fascisme, au cours de ses 18 années d'existence, a porté, dans le domaine social, sur des problèmes aussi nombreux que variés, et, parmi ses réalisations, on peut signaler: la loi sur la semaine de 40 heures (1933), la surveillance du travail des femmes et des enfants, l'assurance obligatoire contre le chômage, les maladies professionnelles, la tuberculose, la discipline du placement, la constitution de caisses mutuelles, la réforme de la prévoyance des maladies du travail, le droit au repos hebdomadaire, aux congés payés, etc.

En raison des particularités de leur travail, toutes ces lois ne touchent pas également les artisans, et nous allons, en les passant en revue, étudier le régime qui est fait à ces derniers.

LA PREVOYANCE

Les Assurances sociales

Le système des assurances sociales en Italie a été organisé par de très nombreuses lois qui ont toutes été perfectionnées et coordonnées par le décret-loi du 4 octobre 1935 devenu la loi du 6 avril 1936.

1° L'Assurance contre les Accidents du Travail et les Maladies professionnelles a été instituée par la loi du 31 janvier 1904,

modifiée par celles des 17 novembre 1918, 5 décembre 1926, 20 mars 1921, 13 mai 1929, 23 mars 1933, et le décret du 17 août 1935 (entré en application le 1^{er} juillet 1936) qui a élargi leur champ d'action, prévu les prestations en nature, les rentes, etc.

Cette assurance est obligatoire pour l'industrie et le commerce, et a été étendue à l'agriculture par le décret-loi du 23 août 1917, modifié par la loi du 20 mars 1921, et les décrets des 11 février 1923 et 15 octobre 1925.

Y sont aussi assujettis, d'après le texte : « ...3° les ouvriers des établissements employant des machines mues autrement que par la force humaine », c'est-à-dire même les travailleurs des ateliers artisanaux qui se trouvent dans ces conditions, et les apprentis, salariés ou non.

De nouvelles dispositions valables à partir du 1^{er} avril 1937, étendent l'obligation de l'assurance aux personnes qui, même dans le domaine artisanal, « emploient des machines mues non directement par ceux qui s'en servent, ou des outils à pression (à l'exception de ceux à usage exclusivement domestique), à celles qui exécutent des travaux de construction, aux établissements de transports par voie terrestre quand il y est fait usage de moyens mécaniques ou d'animaux, aux producteurs de matières explosives, corrosives ou caustiques, aux verriers-céramistes, et aux personnes qui sont exposées aux maladies professionnelles provenant des intoxications par le plomb, le mercure, le phosphore blanc ou jaune. »

Depuis cette date, sont compris dans l'assurance, à condition qu'ils travaillent avec l'artisan, les membres de sa famille.

Cette assurance exonère l'artisan de la responsabilité civile pour accidents du travail survenant à son personnel, mais les employeurs qui ne rempliraient pas les obligations leur incombant de ce chef, sont passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 liras.

D'abord gérée par la Caisse nationale d'Assurances contre les accidents, les syndicats facultatifs d'assurés groupés en consortiums, et 4 syndicats d'assurance mutuelle obligatoire, cette forme d'assurance a été unifiée au 1^{er} juillet 1933, et confiée à l'Institut national Fasciste de Prévoyance sociale (qui remplace l'ancienne Caisse).

L'obligation vise tous les ouvriers de 12 à 65 ans.

Il existe 25 circonscriptions d'assurance en Italie; la gestion de 22 d'entre elles est assurée par des Caisses mutuelles, et celle des trois dernières par les Sections de l'Institut.

2° L'Assurance-Maladie obligatoire pour l'industrie, le commerce, les transports et l'agriculture.

Le décret du 6 mai 1928 décide que les contrats collectifs ne pourront être ni approuvés, ni publiés s'ils ne contiennent pas de dispositions sur l'assurance-maladie.

Des caisses mutuelles ont, d'après les principes de la Charte du Travail, été instituées par accord entre patrons et ouvriers, sous le contrôle du Ministère des Corporations (pour l'Industrie, la convention du 6 mars 1930 a établi le statut-type des caisses); ces caisses provinciales forment la Fédération nationale des Caisses mutuelles.

3° L'Assurance-Maternité, obligatoire pour toutes les ouvrières de l'industrie, du commerce et des ateliers, de 15 à 50 ans (Loi du 24 septembre 1923, modifiée par les décrets-lois des 13 mai 1929, 27 mai 1933 et le règlement d'application du 28 août 1930).

La Caisse nationale de Maternité est une section autonome de l'Institut national fasciste, et compte environ 840.000 assurées.

4° L'Assurance contre la Tuberculose, obligatoire pour toutes les personnes de 15 à 65 ans, employées dans l'industrie, le commerce, l'agriculture ou les services domestiques (Décret-loi du 27 octobre 1927, loi du 20 mai 1928, modifiée par les décrets-lois des 27 mars 1933 et 14 janvier 1932, les règlements des 7 juillet 1928 et 6 février 1933). La gestion en est assurée par l'Institut et un Comité spécial.

5° L'Assurance Invalidité-Vieillesse-Décès obligatoire pour les mêmes catégories de personnes (Décret du 30 décembre 1923, modifié par la loi du 13 décembre 1928, les décrets des 13 mai 1929, 27 mars 1933, le décret-loi du 14 janvier 1932, les règlements des 28 août 1924 et 6 février 1933).

La gestion s'opère par l'Institut et ses bureaux provinciaux et locaux.

6° L'Assurance-Chômage, obligatoire pour toute personne de 15 à 65 ans qui loue ses services à des tiers (les ouvriers à domicile en sont exclus, et, à plus forte raison, les artisans indépendants).

Les textes qui réglementent cette assurance sont le décret du 30 décembre 1923, modifié par les décrets-lois du 27 mars 1933, 15 mai 1929, 14 janvier 1932, les règlements des 7 décembre 1924 et 28 août 1930.

Pour toutes ces branches d'assurances, l'organisme central com-

pétent est l'Institut National Fasciste de Prévoyance Sociale qui confie certaines d'entre elles à des Comités spéciaux.

Selon un rapport de M. Biagi, président de l'Institut, son activité pendant l'année 1936 avait été la suivante :

Montant global des cotisations afférentes aux diverses assurances : 902 millions de liras, en augmentation de 10,1 % sur 1935 ;

Augmentation des cotisations d'assurance-chômage : 10,8 millions (8,2 %) ;

Augmentation des prestations versées (en dehors des allocations familiales et des indemnités aux mobilisés) : 730,3 millions (15 %).

De plus, des récents décrets ayant étendu à la Lybie certains des régimes d'assurance de la métropole, l'Institut a créé les organisations de prévoyance aux colonies.

Toutes les mesures précitées intéressent les artisans en tant qu'employeurs, et leurs aides en tant qu'assurés obligatoires.

La F.N.F.A. a mis, dès 1930, à l'étude un projet tendant à assurer les artisans-maîtres, par l'intermédiaire d'un organisme autonome indépendant de l'Institut de Prévoyance, auquel l'affiliation serait obligatoire ; ce texte n'a pas encore reçu de suite pratique. Elle a aussi, en 1935, arrêté, avec l'Institut, une forme spéciale d'assurance-vieillesse-décès pour l'Artisanat, comportant une forme populaire, sans examen médical, et une forme normale.

La Fédération a d'un autre côté, procédé elle-même, à la constitution de Mutuelles de Catégories, pour les artisans, qui ont, dans certaines provinces, absorbés les mutuelles primitives artisanales, et qui accordent une assistance plus large aux sociétaires.

La première des Caisses régionales pour maladie, a été créée à Florence en 1933 (avec compétence pour la Toscane et l'Ombrie), et la 2^e l'année suivante, à Trieste (avec compétence pour la Vénétie et la Dalmatie). La contribution était seulement de 9 liras par mois, pour ne pas alourdir le budget des petits artisans, avec possibilité de versements hebdomadaires. Les Statuts des Caisses donnent le droit d'inscrire les membres de la famille de l'artisan pour l'assistance sociale médicale, la petite chirurgie et la gynécologie (1).

En 1935, une caisse de Prévoyance pour artisans a été fondée à Bologne, pour assurer les prestations ci-dessous :

1° une indemnité journalière de 8 liras en cas de maladie

(1) *Etude sur la Prévoyance dans l'Artisanat*, par V. BURONZO, dans l'*Artigiano* du 30 juin 1935.

pour les 30 premiers jours, de 10 liras pour les 30 suivants, et de 12 pour les 40 derniers (100 jours en tout).

2° l'assistance gratuite médico-chirurgicale, et l'hospitalisation.

3° l'assistance gratuite médicale aux femmes inscrites depuis un an au moins, et une indemnité de 200 liras en cas d'accouchement.

4° une indemnité funéraire de 300 liras au conjoint ou, en son absence, à la personne survivante à la charge de l'inscrit.

5° d'autres formes d'assistance et de prévoyance en faveur des membres et de leur famille, variables avec les possibilités financières de la Caisse, et accordées après délibération de l'Assemblée générale.

La quote-part mensuelle pour avoir droit à ces avantages est de 9 liras; moyennant un supplément de 1,5 lire, le conjoint du membre pourra bénéficier des soins médicaux gratuits, ainsi que sa famille.

L'ASSISTANCE

Trois sortes d'assistance sont actuellement prévues :

1° l'Assistance à la maternité et à l'enfance (loi du 10 décembre 1925, décret-loi du 8 mai 1927, loi du 13 mai 1933), pour les femmes enceintes ou mères dans le besoin, et pour les enfants de familles besogneuses. Elle s'étend à plus de 900.000 personnes.

2° l'Assistance à la jeunesse scolaire et adolescente, qui est confiée à l'Ente Nazionale Fascista della Mutualità Scolastica (de 14 à 18 ans) et à l'Opera Nazionale Balilla (de 6 à 14 ans).

En 1936, un premier groupe de 110 enfants d'artisans pauvres, de santé délicate, a été envoyé dans les colonies maritimes de Pesaro et de Fano.

3° l'Assistance aux travailleurs, qui est assurée par la Confédération fasciste des Industriels et par l'Institut national pour les grands invalides du travail (qui ont perdu les 4/5 de leur capacité professionnelle).

Ces dispositions sont applicables aux artisans qui se trouvent dans les cas précités.

LES CONDITIONS DU TRAVAIL

Elles sont en principe réglées par les Conventions collectives de travail existantes dans la branche considérée.

C'est la Fédération de l'Artisanat qui passe les contrats collectifs de travail pour la catégorie qu'elle représente; ceux qui sont en vigueur dans 2 ou plusieurs provinces doivent être homologués par le Président de la F.N.F.A., par son représentant légal ou par son mandataire dûment autorisé; ceux qui n'intéressent qu'une seule province sont ratifiés par les Chefs des Communautés.

Lorsque la Confédération de l'Industrie et les Associations y adhérentes stipulent des conventions collectives qui s'adressent également aux activités artisanales représentées par la Fédération, leurs dispositions sont valables pour ces dernières, mais la Fédération doit en être avisée pour pouvoir demander l'insertion de clauses tenant compte des conditions particulières du travail des artisans; elle participe dans ce cas, aux discussions concernant la rédaction du contrat.

La Fédération fixe, en outre, les rapports économiques collectifs pour les professions dont elle s'occupe.

Les catégories qui possèdent déjà une réglementation sont celles des bijoutiers, vernisseurs, peintres-décorateurs, ébénistes-menuisiers, cordonniers, peaussiers, photographes, tailleurs, modistes, tapissiers et coiffeurs; mais les mesures prévues par les contrats collectifs sont moins strictes pour l'Artisanat que pour l'Industrie (sauf chez les coiffeurs qui sont depuis longtemps organisés syndicalement), en raison de la forme patriarcale et traditionnelle du travail et des relations entre maître et salariés.

Durée du Travail

La semaine de 40 heures a été introduite en 1933, mais les exigences des métiers artisanaux ne permettent pas une application aussi rigoureuse de cette règle que dans les usines, par exemple.

Salaires

Le dernier rajustement des salaires, de 1937, ayant été rendu inopérant par une forte hausse du coût de la vie, le Duce a ordonné, en 1938 que les taux des salaires nominaux soient relevés de 5 à 10 % dans l'Industrie, le Commerce, les Banques et les Compagnies d'assurance; l'Artisanat n'est pas spécifié.

Placement

Le décret du 29 mars 1928 règle le fonctionnement des Bureaux de placement gratuits pour la main-d'œuvre, institués dans chaque province, au dessus desquels existent les Bureaux nationaux.

Ces bureaux indiquent les chômeurs aux employeurs, mais ils tentent, en outre, d'améliorer et de sélectionner les travailleurs.

Un décret du 9 décembre oblige les patrons à s'adresser à eux pour l'embauchage. Les emplois seront toujours donnés de préférence aux membres du Parti, aux pères de famille nombreuse, et aux anciens combattants.

Loisirs

Le Fascisme a donné tous ses soins à l'organisation des loisirs ouvriers. Dès 1920, après la création des Faisceaux de Combat (23 mars 1919) se manifestent les débuts de l'activité du mouvement en faveur des loisirs, mais il se borne alors à quelques groupes et à quelques zones.

Il devait bientôt s'étendre grâce à l'appui du Parti et au patronage officiel qui lui était donné par des personnalités telles que le duc d'Aoste et M. Arnaldo Mussolini.

En 1923, l'Ufficio centrale del Dopolavoro, affilié à la Confédération des Syndicats fascistes, étudia minutieusement la question, négocia avec les syndicats patronaux en vue de la création d'œuvres de loisirs et, par une propagande intense, suscita un courant d'opinion favorable, dans tout le pays.

C'est à ce moment que le décret du 1^{er} mai 1925, en fondant l'Œuvre Nationale des Loisirs (Dopolavoro), définit ainsi sa mission : « Promouvoir, constituer et coordonner les institutions susceptibles d'élever, au point de vue physique et moral, les travailleurs manuels et intellectuels pendant leurs loisirs. »

L'Opera Nazionale Dopolavoro, est une vaste organisation centrale, administrée par le Secrétaire du Parti, contrôlée par le Ministre des Corporations, et ayant un Directeur technique et plusieurs Services. Dans toutes les provinces, un Office est présidé par le Secrétaire Fédéral politique, avec l'aide du Directoire provincial et d'une Commission technique ; dans les Communes, se trouvent des Centres présidés par le Secrétaire politique local, et, s'il y a lieu, dans les grandes usines, on institue une organisation spéciale pour l'entreprise.

Les grandes lignes de la mission proposée à l'œuvre, étaient ainsi déterminées :

— Utilisation de la façon la meilleure et la plus profitable pour eux, des loisirs des ouvriers, par des institutions développant les forces physiques, intellectuelles et morales;

— Prendre soin de ces institutions et de leurs adhérents, en cas de besoin.

L'acte de fondation du Dopolavoro lui assurait, pour faire face à ses tâches, de considérables ressources financières, et, d'autre part, le Gouvernement n'a jamais cessé de lui apporter le plus large concours, ce qui explique son extraordinaire développement.

Les questions dont il s'est occupé ont été principalement :

L'éducation artistique et la culture populaire (Formation de chorales, d'orchestres donnant des concerts, d'écoles de chant, de troupes théâtrales d'amateurs);

L'éducation physique et les sports (excursions, manifestations sportives);

L'aide aux membres (services médicaux pour cures, démarches auprès des Administrations, demandes de renseignements, etc.);

Les assurances contre les accidents pouvant survenir au cours des diverses manifestations.

Le Dopolavoro s'est particulièrement occupé des employés d'Etat (4 sociétés ont été constituées pour eux), et a également cherché à retenir les paysans à la terre : sur 7.339 communes italiennes, 7.000 ont leur Dopolavoro local, et dans les villages les plus isolés, le service du Dopolavoro agricole apporte des distractions appropriées.

L'œuvre emploie d'ailleurs tous les moyens propres à attirer de nouveaux membres, et leur attribue toutes sortes d'avantages (réductions dans les cafés, théâtres, chemins de fer, etc.), leur nombre a ainsi passé de 300.000 en 1925, à plus de 6 millions en 1938, répartis en 20.000 sections ou groupes (1).

Les artisans peuvent faire partie du Dopolavoro, comme les autres travailleurs.

Congés Payés

Le principe des congés payés se trouve dans la Charte du Travail, et ils sont organisés par voie de conventions collectives (art. 8

(1) L'Elan Social, 29 octobre 1938.

du décret du 6 mai 1928), donc, en principe, les travailleurs dont les conditions d'emploi ne sont pas régies par convention collective n'ont pas droit au congé, cependant, en pratique, on admet qu'après un an de travail dans la même entreprise, ils doivent bénéficier d'un congé payé, même sans application d'un contrat collectif.

En 1938, on estimait à 2 1/2 millions, les salariés ayant droit aux congés.

Allocations Familiales

La Charte du Travail donne des directives très précises pour assurer la stabilité des salaires et leur adaptation aux nécessités de l'existence, et cela pour arriver à une juste rétribution du travail, sans nuire aux intérêts supérieurs de la production. La politique des salaires a en conséquence, été complétée par la distribution d'allocations familiales.

Ces allocations sont des suppléments de salaire versés aux familles d'ouvriers qui ont à assumer la charge de l'éducation d'enfants encore inaptes au travail (jusqu'à 14 ans), dans l'intérêt politique et démagogique de la nation.

Le système des allocations institué immédiatement après la guerre a été ensuite supprimé, et n'a été rétabli qu'à partir de 1934; c'est alors qu'ont été conclus des accords spéciaux entre Associations d'employeurs et Groupements d'employés pour établir des rétributions supplémentaires destinées à parfaire les salaires que l'adoption de la semaine de 40 heures avait fait baisser. Un Règlement de 1937 a précisé les tendances fascistes en faveur de la famille, et l'administration de la Caisse nationale pour les Allocations familiales ayant été confiée à l'Institut National de Prévoyance Sociale, accentua le caractère de prévoyance des allocations familiales.

En 1937, fut énoncée une règle générale prescrivant le paiement des allocations à tous les chefs de famille, ouvriers ou employés, de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture, du Crédit et des Assurances; étaient exclus de ce bénéfice, les travailleurs dont la rémunération dépassait 2.000 livres par mois, les travailleurs de la terre, les ouvriers à domicile, et les artisans propriétaires d'entreprises.

600.000 pères de famille, environ, touchent ces allocations

dont la distribution est assurée par les Caisses d'allocations ou par l'Institut lui-même pour certaines catégories (1).

En résumé, on peut remarquer qu'au point de vue de la législation sociale, l'Artisanat n'est pas mieux traité en Italie que dans la plupart des pays : les Artisans-mâîtres sont exclus des mesures prévues pour les salariés et ils doivent remplir les obligations incombant aux patrons à l'égard de leurs ouvriers, bien que leur situation matérielle, intermédiaire entre celle des employeurs et des employés, ne soit en rien comparable à celle des chefs d'industrie.

C'est dans ces questions sociales qu'on sent le mieux les difficultés de la position du petit artisan qui n'est ni assimilable à un manoeuvre, ni semblable à un industriel, et qui, faute de précisions législatives, ne peut jouir des avantages concédés aux uns, sans qu'il possède cependant, les ressources financières des autres.

Le Fascisme, malgré les tentatives de la F.N.F.A. pour obtenir en faveur de ses adhérents un régime plus équitable et mieux adapté aux réalités, n'a pas encore amélioré leur sort d'une manière sensible.

(1) Etude parue dans le *Bulletin Artisanal*, du Centre International de l'Artisanat, du 10 décembre 1939.

CHAPITRE VI

LES CONDITIONS DE LA PRODUCTION ARTISANALE

En Italie, comme ailleurs, les éléments dont dépend la plus ou moins bonne situation de l'économie artisanale, dérivent des possibilités laissées aux artisans de se grouper entre eux, d'obtenir des crédits et des travaux, et des facilités qu'ils ont pour écouler leur production.

Coopératives et Associations

Pour atténuer les difficultés que suscite dans l'Artisanat, le défaut d'organisation commerciale, il a été nécessaire de constituer des coopératives artisanales, différentes dans leur forme et leur objet de celles qui groupent les autres catégories de travailleurs, qui ont, elles, un caractère surtout social à l'inverse de celles qui nous occupent.

Les coopératives artisanales italiennes ont des buts bien définis qui sont, soit l'achat en commun des matières premières nécessaires aux travaux, soit l'acquisition de machines et d'outils qui doivent servir à tous, soit la distribution entre les artisans coopérateurs des travaux adjugés au groupement.

Un accord entre la Fédération artisanale et l'Association Nationale de la Coopération, a abouti à la constitution de la Fédération nationale des coopératives artisanales dont le siège est à Rome. Les artisans membres de cette Fédération dépendent toujours de la F.N.F.A., aux points de vue technique et syndical, et la Fédération elle-même, contribue au développement du mouvement coopératif tout en lui donnant les indications qu'elle juge opportunes; au contraire, pour tout ce qui a trait à la coopération, les artisans demandent conseils et renseignements à l'Association Nationale

de la Coopération qui transmet les demandes à l'Administration, résout les questions techniques, et contrôle régulièrement la gestion des coopératives constituées.

Crédit

L'artisan italien dont l'exploitation est satisfaisante, doit obligatoirement user des ressources du crédit s'il veut améliorer son outillage ou perfectionner son installation, et les autres doivent souvent y avoir recours même dans les circonstances normales; pour tous, le problème du crédit présente un intérêt primordial.

La distribution du crédit incombe, en Italie, à une section autonome de l'E.N.A.P.I., organisme spécial créé par la loi du 29 mars 1928, n. 631, et qui forme une ramification de l'Institut National de Crédit pour la Petite Industrie et l'Artisanat. La collaboration de cette section et de la F.N.F.A. lui permet de déployer son activité dans les plus petites localités, par le canal des Fiduciaires communaux.

Pour tenir compte des ressources modestes des artisans qui font appel au crédit, la Section a organisé un crédit à moyen terme (pouvant aller jusqu'à 5 ans pour les opérations comportant une garantie réelle, avec remboursement tous les 4 mois), qui correspond aux nécessités de la vie économique des petites entreprises.

D'autre part, en accord avec la F. N. F. A., elle a procédé à la constitution, dans les centres importants, de Consortiums qui ont pour tâche de recevoir les commandes des Administrations publiques et d'en remettre l'exécution aux artisans les plus capables, sous sa surveillance et sa responsabilité. Ces consortiums ont généralement une grande activité, et profitent dans une large mesure des moyens de financement accordés par la Section de crédit. Cette initiative est d'une incontestable utilité non seulement dans le domaine du crédit, mais aussi et surtout, pour procurer des travaux aux artisans (nous en reparlerons à ce sujet).

Les conditions générales du crédit faites par la Section de l'E. N. A. P. I. sont beaucoup plus avantageuses que celles des Banques, et il a été décidé, à partir du 1^{er} janvier 1935, et jusqu'à nouvel avis, que les taux d'escompte des prêts seraient :

Escompte de papiers commerciaux, pour 4 mois.	de 6 à 4 %
Prêts directs, jusqu'à 8 mois	de 6,25 à 4,25 %
Prêts directs pour plus de 8 mois	de 7 à 5 %

(pour les renouvellements, la commission normale de 0,25 % reste acquise tous les 4 mois). (1)

A cette époque, le nombre des demandes de crédit était pendant le 1^{er} trimestre de 1935, de 2.033, et leur montant de 3.082.082,30 lire (le double de l'année précédente).

Enfin, d'après le statut-type des Caisses artisanales de Garantie, celles-ci ont pour but de prêter leur propre garantie (sous forme d'aval de change), aux artisans, dans les opérations de crédit nécessaire au fonctionnement et au développement de leurs entreprises.

Pour son compte, la Fédération de l'Artisanat, a jugé bon de s'entendre avec les Caisses d'Épargne et avec différentes institutions de crédit, pour que soient mises à la disposition du crédit artisanal, les sommes qui lui sont indispensables : elle a notamment obtenu que 30 caisses d'épargne soient habilitées à avancer des fonds pour le crédit aux artisans.

Malgré ces réalisations, la F. N. F. A. déplore que, dans son ensemble, la distribution de crédits aux artisans soit encore insuffisante, eu égard à leurs besoins, et a demandé, en conséquence, la réforme du système.

Il faut ajouter que les exigences de la politique autarcique suivie par l'Italie, qui a pour conséquence, dans la plupart des cas, l'adoption de nouvelles matières premières, la modification correspondante du matériel, et la révision de tout l'atelier, ont conduit les Pouvoirs Publics à prendre des mesures pour que les petites entreprises puissent se procurer des ressources pour s'orienter dans cette voie. Une décision du comité interministériel prise fin 1939, décide d'accorder des crédits dans les limites de 2 % des dépôts engagés, pour encourager de nouveaux investissements dans le secteur de la Petite Industrie et de l'Artisanat ; le montant maximum des prêts et leur durée seront à déterminer ; leur objet devra être principalement la transformation des méthodes de travail pour améliorer l'organisation des petites exploitations dont les nouvelles installations serviront de garantie.

De toutes façons cette disposition ne sera que transitoire, car tout le régime du crédit est actuellement à l'étude en vue d'une refonte qui sera opérée par le législateur.

(1) *Notiziario della Federazione*, n. 11, janvier 1935.

Création de travail pour l'Artisanat

Pour remédier au chômage persistant dans certaines branches de l'Artisanat, et au malaise économique qui régnait dans certaines provinces, il était nécessaire de fournir du travail aux artisans, en particulier en leur permettant de participer aux adjudications publiques et d'exécuter des commandes pour le compte de l'Etat et des administrations.

La F. N. F. A. a d'abord obtenu des mesures partielles : en 1935, à la suite d'une demande adressée au Ministre de l'Education nationale, celui-ci a, dans une circulaire visant les Services pour la Conservation des Monuments, invité ces derniers à se mettre en relations avec les Communautés artisanales aux fins de distribution éventuelle aux artisans des travaux de restauration des œuvres d'art, travaux qui leur seront dorénavant réservés.

D'autre part, l'Institut National des Maisons des Employés d'Etat a pris ses dispositions pour que ses bureaux départementaux confient aux artisans peintres et décorateurs, les travaux qui doivent être exécutés dans les édifices construits pour le compte de l'Institut.

Mais il fallait que, d'une manière générale, l'Artisanat puisse prendre part aux marchés publics; on y parvint par la constitution des sociétés artisanales (Consortiums) dont nous avons déjà parlé à propos du crédit. Leur forme juridique est celle de la société anonyme, mais elles restent toujours sous le contrôle de l'organisation professionnelle qui souscrit, le plus souvent, les trois quarts du capital et qui exerce sa tutelle par l'intermédiaire des Secrétariats Provinciaux dont le rôle peut être ainsi défini : (1)

1° Introduction des Sociétés auprès des Commettants; représentation des sociétés et des entreprises travaillant pour les sociétés;

2° Surveillance générale du fonctionnement des sociétés, de la répartition régulière des travaux entre les artisans, de l'accomplissement par ces derniers des obligations dérivant de l'exécution des travaux ainsi que de celles qui proviennent des lois sociales;

3° Surveillance technique de l'exécution des travaux (détermination des prix, coordination des activités, conformité des produits et des échantillons);

4° Surveillance de l'administration et de la gestion des sociétés

(1) Bulletin d'Informations de la F.N.F.A. : *Informazioni*, n. 11, 1936.

(tenue des livres, enregistrement, service de caisse par l'entremise des banques, etc.).

Sur l'initiative de la Fédération, une première société, la « Société Anonyme des Couteliers Artisans de la province de Campobasso », a été formée dès 1936. Elle reçoit les marchés de fournitures et les distribue aux artisans couteliers de la région; elle doit aussi organiser et gérer des ateliers de coutellerie pour assurer cette production.

Parlant de ces institutions à la Conférence Internationale de l'Artisanat, à Zurich, la même année, le Président Buronzo a souligné leur intérêt pour toute l'économie artisanale, affirmant que c'était pour les petits ateliers le seul moyen d'être admis aux adjudications publiques. Les expériences faites jusque là peuvent être considérées comme satisfaisantes, et les Sociétés créées ayant leur siège auprès des groupements professionnels, travaillent en accord avec eux, ce qui leur permet d'écarter absolument les Artisans incapables.

Ecoulement de la Production artisanale

I. Sur le marché intérieur

Les dirigeants de l'Artisanat italien ont, pour arriver à répandre les productions de leurs adhérents, fait participer les métiers artisanaux à la plupart des grandes foires et expositions, et ont également organisé des manifestations spécifiquement artisanales.

Au cours des cinq dernières années, voici, par exemple, les principales démonstrations auxquelles a pris part l'Artisanat :

1934 : 1^{re} Exposition artisanale de Sorrente,
5^e Foire de l'Artisanat, à Florence.

1935 : Foire du Levant (10 septembre),
6^e Foire artisanale de Florence,
Première Foire artisanale de Bergame,
3^e Foire de Messine.

1936 : 7^e Foire du Levant, à Bari.
Foire artisanale de Salente.

1937 : 7^e Foire artisanale de Florence (Mai),
2^e Foire de l'orfèvrerie, à Venise.

1938 : 8^e Foire de Florence,

1939 : 9^e Foire de Florence,
Foire de Vérone,
15^e Exposition du cycle, à Turin,
Foire de Milan.

Sans compter les expositions moins importantes, et les manifestations provinciales ou communales.

Dans toutes ces expositions, on a cherché à mettre en évidence la qualité et la diversité des articles de fabrication artisanale, et à encourager les artisans à opérer une sélection de plus en plus sévère parmi leurs produits. A l'inauguration de la 5^e Foire de l'Artisanat de Florence, M. Buronzo se félicitait des résultats déjà obtenus et précisait les buts qui étaient encore à atteindre : « Nous n'avons pas travaillé sur un programme préconçu, mais en suivant attentivement la réalité; nous sommes arrivés aujourd'hui, de nombreuses erreurs ayant été corrigées, à des principes fondamentaux. » Parlant ensuite du rôle de la foire artisanale, l'orateur souligna que celle-ci ne pourra prendre toute son importance qu'après une sélection de plus en plus sérieuse des qualités et des vertus professionnelles; ses fonctions sont en effet, multiples : elle doit mettre en lumière les valeurs jusqu'ici ignorées du monde artisanal, et a, en dehors de sa mission politico-syndicale, une action économique... (1)

II. Sur le marché extérieur

L'économie autarchique a incité l'Etat à délimiter strictement la zone de production des métiers manuels.

D'après les comptes rendus de l'activité de l'E.N.A.P.I., on peut voir quelles ont été ses répercussions sur les fabrications artisanales : la restriction des importations étrangères de produits fins a conduit à proposer à l'Artisanat certaines tâches auxquelles il ne se livrait pas auparavant pour remplacer ces objets par d'autres analogues de provenance nationale; de plus, les matières premières, qui étaient importées, ont été soigneusement étudiées en vue de leur substituer des matériaux italiens.

Le Bureau technique, qui se charge de ces recherches a connu un succès en ce qui concerne les fibres textiles, par l'utilisation rationnelle du genêt : une prime de 500 livres est offerte à toute nouvelle installation qui peut produire 3 quintaux de fibre de genêt et

(1) *Cahiers de l'Artisanat*, juin 1935,

10 quintaux de résidus cellulósiques par jour; il en existe déjà à Orvieto, Castelvetero et Santafiore.

Pour compléter cette campagne et pour encourager l'emploi du genêt, l'E.N.A.P.I. a organisé des concours dotés de prix en argent, pour différents types de tissus.

On est également arrivé à extraire d'une plante « Aranja Sericifera », une bonne fibre, et une sorte de kapok pour les rembourrages.

Ainsi, l'ingéniosité scientifique arrive-t-elle à trouver des ressources nouvelles pour répondre aux besoins des ateliers qui manquent de leurs matériaux habituels, reste à savoir si le travail artisanal pourra s'accommoder de ces succédanés sans perdre son ancienne perfection.

D'ailleurs, la fin des sanctions a considérablement amélioré, à ce point de vue, la situation de l'Italie.

En revanche, on tente de favoriser l'exportation des produits artisanaux par différents moyens. La loi syndicale interdisant à la F.N.F.A. de se livrer à une activité commerciale, son rôle se borne à animer les initiatives privées; elle a aussi, en liaison avec la Confédération du Commerce, pris des décisions relatives aux « marchés d'occasion », aux ventes aux enchères pour la diffusion des produits peu connus, et à l'installation, dans les magasins, de vitrines spéciales pour les fabrications artisanales.

Des contacts ont été constamment maintenus avec les attachés commerciaux étrangers et avec les représentants des maisons étrangères. Le Bulletin de la Fédération signale les sociétés étrangères qui demandent des articles artisanaux, et un service spécial donne tous renseignements sur ces demandes aux intéressés; une rubrique est consacrée aux tendances des marchés extérieurs, aux règles d'emballage et d'expédition, aux conventions douanières, etc.

L'artisanat d'Italie a, en outre, été représenté dans plusieurs manifestations internationales, telles: l'Exposition mondiale de Bruxelles, la Foire de Tripoli ou celle de Leipzig et l'Exposition Internationale de l'Artisanat de Berlin, en 1938; chaque fois, la Fédération a fourni aux artisans qui le désiraient, des modèles et des conseils, pour leur permettre de renouveler leurs échantillons (les dessins sont préparés par des artistes dont l'organisation s'assure la collaboration).

CHAPITRE VII

LA PROTECTION DES METIERS

Comme nous l'avons fait pour l'Allemagne, nous allons distinguer deux parties dans ce chapitre : l'assainissement des métiers eux-mêmes et leur défense contre certaines pratiques, et, d'autre part, l'octroi d'avantages particuliers à l'Artisanat.

L'ASSAINISSEMENT DES PROFESSIONS ARTISANALES

Le Travail noir

Ce genre de travail, surtout celui que pratiquent les ouvriers d'usine, après leur journée de travail, à des prix très bas puisqu'ils ne supportent aucune charge fiscale de ce fait, et que cela n'est pour eux qu'un supplément de salaire, constitue, en Italie, une menace pour l'Artisanat, car il désorganise le marché en faisant baisser les tarifs d'une façon inquiétante.

La Fédération artisanale a envisagé cette question, et s'est efforcée, comme il n'existe pas de disposition législative permettant de poursuivre efficacement le travail noir, d'en limiter les effets en mettant le public en garde contre cet abus, et en le signalant d'une manière pressante au gouvernement.

Le Travail des détenus

Sur 10.000 détenus qui travaillent en Italie, environ 6.000 sont employés comme forgerons, menuisiers, tailleurs, cordonniers, selliers, typographes, relieurs, etc., etc., c'est-à-dire dans des métiers artisanaux ! En conséquence, les organisations professionnelles ont demandé au Ministre de la Justice d'enlever graduellement aux prisons les adjudications de travaux, pour que les conditions du marché ne soient pas affectées par une baisse de prix résultant de la

concurrence des prisonniers qui portent préjudice aux véritables artisans. Il faudrait surtout que le travail effectué dans les prisons soit réduit à un rôle purement éducatif et qu'il ne devienne pas un facteur important de l'économie.

Défense de certaines activités

A la suite de nombreuses réclamations contre l'activité illégale de certains opticiens, et de l'emploi par eux de formes de réclame en contravention avec les dispositions du décret du 31 mai 1928, n. 1334, pris en exécution de la loi sur la discipline des métiers auxiliaires sanitaires, le Ministre de l'Intérieur a, dans une circulaire du 7 janvier 1935, donné l'ordre d'appliquer rigoureusement l'article 12 du décret précité qui délimite précisément le rôle des opticiens : « Ils peuvent confectionner et vendre directement au public des lunettes, mais seulement sur le vu de prescriptions médicales, à moins qu'il ne s'agisse que de lunettes de protection contre le soleil ou correctrices de petits défauts. » En outre, le syndicat National des Médecins, pour mettre fin à la concurrence faite aux artisans opticiens par des éléments étrangers à la profession, a obtenu du Ministre que soit prohibée la vente de lunettes par des personnes non régulièrement habilitées à cet effet.

D'autre part, un accord est intervenu entre tailleurs et commerçants en étoffes, pour déterminer nettement leurs tâches respectives :

Les Commerçants ne doivent pas, en général, vendre de vêtements sur mesures, et s'ils le font, il faut alors les considérer comme exerçant également un métier artisanal, avec toutes les conséquences qui en découlent.

De leur côté, les Tailleurs ne peuvent pas, en principe, vendre des tissus au mètre, dont ils n'assureraient pas la confection ; dans ce cas il faudrait leur reconnaître la qualité de commerçants (1).

Encouragement à l'Artisanat

L'encouragement aux métiers incombe, d'une manière générale, en Italie, à l'E.N.A.P.I. qui leur propose des avantages divers dont nous avons déjà parlé pour certains (crédit, protection des modèles, etc.).

(1) Bulletin d'Informations de la F.F.N.A., août 1936.

Dans le Domaine Technique

L'E.N.A.P.I. a toujours déployé une grande activité pour améliorer la technique dans l'Artisanat et dans la Petite Industrie, et pour rendre son action plus facile et plus énergique, on a constitué dans son sein, un Bureau de Consultation technique, dont le directeur est le Président de la F.N.F.A. et de l'E.N.A.P.I. Ce Bureau, assisté d'un Comité d'experts qui s'attache à trouver des solutions adéquates pour tous les problèmes qui leur sont soumis, donne conseils et appuis aux artisans et aux petits industriels pour tout ce qui concerne la technique. Le nombre croissant des consultations demandées et le développement pris par ce service montrent bien que les artisans sentent eux-mêmes le besoin de perfectionner leurs ateliers, et qu'ils ont volontiers recours aux facilités qui leur sont offertes sur ce point.

La Propriété Industrielle

Depuis 1936, l'E.N.A.P.I. a organisé un service d'assistance aux artisans inventeurs qui s'occupe de mettre au point les dessins présentés par ces derniers et d'examiner les demandes faites en vue d'obtenir les brevets; il étudie également les demandes de dépôt de modèles, de marques de fabrique ou de commerce, et, d'une façon générale, accomplit tout ce qui a trait à la défense de la propriété industrielle sous toutes ses formes.

Une telle institution est d'une utilité inappréciable pour les petits producteurs mal placés pour se défendre seuls, et qui peuvent ainsi voir le fruit de leur labeur efficacement protégé.

Garantie de Paiement pour les Artisans

La F.N.F.A. a signalé aux Ministres des Finances et des Corporations, les graves abus commis à l'égard des artisans, par leurs débiteurs, et a proposé pour y remédier d'étendre à l'Artisanat, en ce qui concerne les fonctionnaires, les garanties de paiement déjà accordées à certaines collectivités, à savoir la possibilité d'opérer des retenues sur leur traitement.

CHAPITRE VIII

LA SITUATION REELLE DE L'ARTISANAT EN ITALIE

Importance de l'Artisanat italien dans la Nation

Numériquement, l'Artisanat ne représente pas, en Italie, une fraction de la population aussi importante que dans certains autres pays, qu'en France, par exemple. Nous l'avons vu, les artisans groupés au sein de la Fédération de l'Artisanat, sont à peu près 800.000, et comme ne sont pas compris dans ce chiffre, les membres de la famille, ni les compagnons ou apprentis, l'ensemble des personnes occupées dans l'Artisanat peut atteindre au plus deux millions.

D'après les données publiées par l'Institut National de Statistique à l'occasion du 8^e recensement de la population italienne, 18.369.193 Italiens déployaient actuellement une activité quelconque, et sur ce nombre, la F.N.F.A. réunit 749.490 artisans (maîtres seulement) c'est-à-dire 4,08 % de la population active de l'Italie.

En comparant avec les autres catégories économiques, on peut remarquer que l'Artisanat vient bien après l'agriculture, qui occupe jusqu'à 66 % des travailleurs dans l'Ombrie et 75 % dans les Abruzzes) et l'industrie (50 % des travailleurs en Lombardie, région la plus industrielle d'Italie), et que le pourcentage des artisans varie peu suivant les provinces (de 3,26 % dans la Vénétie Julienne, à 7,67 % en Sardaigne), sa moyenne étant de 4 %.

En 1934, on constate un brusque accroissement des effectifs artisanaux (180.000 unités environ), mais il n'est dû qu'aux dispositions du décret du 20 juin 1934, qui reconnaît comme artisanales 3 nouvelles branches de travailleurs :

1° les propriétaires de barques de pêche travaillant à leur

compte (il s'agit de barques sans moteur et qui ne dépassent pas 10 tonnes de charge);

2° les propriétaires de voitures ou de barques qui servent aux petits transports,

3° les coiffeurs, parmi lesquels sont comptés ceux qui s'occupent accessoirement de la vente des parfums et ceux qui travaillent à leur compte aidés des membres de leur famille, sans considérer le nombre des ouvriers.

Ce fait mis à part, on peut dire que l'Artisanat italien reste stationnaire : il se maintient avec une importance sensiblement constante et l'on n'enregistre ni diminution, ni augmentation appréciable du nombre des ateliers d'artisans.

L'Apport du Facisme à l'Artisanat

Le Fascisme n'a pas reconnu l'Artisanat comme une catégorie économique à part, mais il l'a, au contraire, intégré dans son organisation générale de l'Economie Nationale, ses intérêts étant toutefois confiés à un organisme, la Fédération Nationale Fasciste des Artisans, qui les représente exclusivement tout en dépendant de la Confédération Fasciste des Industriels.

L'activité de la Fédération en faveur des artisans s'est manifestée dans différents domaines, et le Bulletin Artisanal du 10 mai 1939 résumait ainsi ses réalisations :

Sur le Plan économique, elle a dressé des tarifs, fixé des accords économiques, discipliné les diverses formes d'activités artisanales, facilité la distribution des crédits, freiné la concurrence déloyale, obtenu des travaux pour les Consortiums;

En ce qui concerne l'assistance, elle a conseillé les artisans au point de vue légal et conquis des avantages dans le domaine de la prévoyance et de la santé publique;

Au point de vue syndical, elle s'occupe de la stipulation des contrats nationaux et provinciaux de travail, de la solution des controverses individuelles nées des rapports du travail, de l'application des lois sociales et de l'interprétation des règles contractuelles;

Quant à l'instruction professionnelle, la Fédération la suit particulièrement, et elle assure une collaboration efficace entre le Parti et les organisations professionnelles pour l'organisation des « Littoriali del Lavoro », des cours pour apprentis et pour le perfection-

nement des artisans établis ; elle distribue aussi de nombreuses subventions et bourses ;

Enfin, pour l'Écoulement commercial des productions artisanales, elle prépare la participation de l'Artisanat à toutes les Foires ou Expositions-Marchés, tant nationales qu'étrangères, et veille à la qualité artistique et technique des articles présentés.

Toutes ces interventions de la Fédération, que nous avons passées en revue à l'occasion des matières étudiées dans les chapitres précédents, montrent bien que l'organisation de l'Artisanat n'est pas une réglementation purement spectaculaire et vide de sens, mais bien que les dirigeants italiens entendent accorder, dans l'économie moderne, une place à l'Artisanat ; non pas certes une place de premier plan, mais celle qui correspond au rôle qu'il peut jouer et qui lui est dévolu dans l'ensemble de la production. Cela signifie aussi que, dans cette mesure, l'artisanat italien peut compter sur la vigilance et sur l'appui du gouvernement.

Mais cette position officielle, l'artisanat italien ne l'a pas conquise sans rien abandonner en échange : bien qu'à un moindre degré, les améliorations de sa condition ont, comme en Allemagne, pour contre-partie, des empiètements sur sa liberté, des limites à son indépendance, car chacune d'elles est fonction d'un contrôle ou d'une ingérence administrative.

Le Fascisme laisse les artisans dans leurs ateliers, mais, suivant sa doctrine, il veut se servir de leur productivité au mieux des intérêts supérieurs de la Nation. ce qui le conduit à s'intéresser d'une façon active aux activités artisanales, et à intervenir chaque fois qu'il juge opportun de le faire, non pas pour le plus grand bien de l'artisan lui-même, mais pour les fins qu'il poursuit. C'est ce qui explique qu'il ait jusqu'ici, recherché, en octroyant à l'Artisanat divers avantages, le perfectionnement de sa technique, et l'amélioration de son rendement, plutôt que la protection véritable des petits fabricants.

D'autre part, pour tout ce qui touche la défense de leurs intérêts, ces derniers sont tributaires des organisations syndicales qui leur prodiguent et au besoin, leur imposent, avis, conseils et directives, qui effectuent les démarches et fournissent les modèles, ce qui, en allégeant la tâche de l'artisan-maître, porte autant de coups à son autonomie.

CONCLUSION

Les artisans sont désormais, presque au même titre que les ouvriers de l'industrie, soumis aux prescriptions de la législation sociale et des contrats collectifs, groupés en syndicats, obligés de subir la surveillance des services compétents; ils ne se distinguent plus des autres classes de la nation qu'en réunissant, comme autrefois, en leur personne, les caractères opposés du patron et du travailleur.

Mais si c'était là, au cours des siècles précédents, un double privilège, il semble bien que cet état hybride soit plutôt aujourd'hui une source de difficultés et de désavantages, car ces producteurs, qui n'ont ni l'envergure, ni les possibilités des industriels, n'en voient pas moins leur action entravée par les mesures législatives prises en faveur des autres travailleurs (dont ils n'ont pas le bénéfice), et peser sur eux des charges trop lourdes pour leurs ressources.

L'Allemagne a trouvé une solution à ce problème en introduisant de force les artisans dans les rangs des ouvriers dont ils partageront la condition. En Italie, ils ont été, avec les autres éléments actifs de la société : patrons, employés, ouvriers, artistes, agriculteurs, etc..., encadrés dans des formations faisant toutes partie de l'organisation économique générale, chacune présentant les questions particulières à sa branche dans la mesure compatible avec l'intérêt général. C'est là la solution fasciste, plus nuancée, mais qui enlève pourtant la plupart de ses caractères à une catégorie comme celle des artisans.

C'est une preuve, pourrait-on dire, que l'Artisanat n'est plus viable dans les circonstances actuelles, puisqu'il paraît n'y avoir aucun moyen terme entre le livrer à son sort, et le voir s'affaiblir de plus en plus, ou le soutenir effectivement ce qui le prive de son indépendance ? Certes non, l'Artisanat n'est pas une forme de production périmée, il suffit pour s'en rendre compte de penser aux métiers de luxe qui ne supporteront jamais le travail en série (la botterie, les articles de Paris), à ceux de la réparation, ou à ceux de

l'Artisanat rural pour lesquels on ne peut concevoir de possibilités de remplacement par l'Industrie, sous quelque forme que ce soit.

Il est également évident que cet artisanat nécessaire à l'économie moderne, ne peut pas être abandonné à ses seules forces, car ses représentants, professionnellement incomparables, sont économiquement faibles; nous ne pouvons retenir ni la solution du national-socialisme, ni celle du fascisme, qui, l'une, anéantit l'artisanat, et l'autre le garrotte si étroitement qu'il perd sa raison d'être avec ses traits distinctifs. En réalité, il faut, pour conserver un artisanat vivant et fort, l'aider, mais en respectant son indépendance, c'est-à-dire adopter un juste milieu entre l'indifférence et la tyrannie, sinon l'artisanat disparaîtra, du moins en tant que forme de production originale et irremplaçable qui a survécu aux bouleversements du XIX^e siècle, et qui peut et doit encore occuper sa place dans le nôtre.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- J. ESCARRA, E. ESCARRA et J. RAULT. — *Principes de Droit commercial*, Tome I.
- G. SCELLE. — *Précis de Législation Industrielle*. (In-16, Paris, 1927.)
- G. SCELLE. — *Le Droit Ouvrier* (In-18, 1922).
- R. TAILLEDET. — *La Doctrine de Classe de l'Artisanat moderne* (I.N.M., Paris, 1937).
- E. HECTOR. — *La législation actuelle de l'Artisanat* (Lib. du Recueil Sirey, Paris, 1939).
- M. DEBRÉ. — *L'Artisanat, classe sociale* (Paris, 1934).

Ouvrages spéciaux

- G. BOURGIN. — *L'Etat corporatif en Italie* (Ed. Montaigne, Paris, 1935).
- G. PIROU. — *Essais sur le Corporatisme* (Lib. du Recueil Sirey, 1938).
- ROSENTOCK-FRANCK. — *L'Economie corporative* (Paris, 1934).
- B. I. T. — *Les Services sociaux en 1933* (Etudes et Documents, Genève, 1936).
- J. DOUBLET. — *Le Front du Travail allemand* (Ed. du Centre d'Etudes de Politique étrangère, Hartmann, Paris).

Brochures

- Conférence de M. Ferruccio LANTINI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Corporations, sur les *Réalisations Corporatives* (Monographie n° 3, éd. par la Chambre de Commerce italienne de Paris, février 1936).

L'Artigianato e l'insegnamento professionale (F.N.F.A., Studi e Conferenze sui Problemi artigiani, n° 2, Rome, 1929).

Legge sulle Scuole secondarie (Ministère de l'Education Nationale, Rome, 1929).

Riordinamento della Scuola Secondaria di Avviamento al Lavoro (Ministère de l'Education Nationale, Rome, 1930).

Riordinamento dell'Istruzione Media Tecnica (Ministère de l'Education Nationale, Rome, 1931).

Prescrizioni generali per i Lavori Pubblici (Cantone Ticino, Lugano, 1934).

L'Artisanat dans le Capitalisme moderne, par F. PERROUX (Etudes Economiques, Paris, 1938).

L'Evolution économique et sociale (Rapport du Directeur du B.I.T. à la 25^e session de la Conférence internationale du Travail, Genève, 1939).

Comptes rendus des 1^{er} et 2^e Congrès internationaux de l'Artisanat, tenus à Rome en septembre 1930 et à Paris en juin 1931.

Revue

Revue Internationale du Travail, mensuelle (B.I.T., Genève).

Informations Sociales, hebdomadaire (B.I.T., Genève).

Bulletin Artisanal, mensuel (Organe officiel du Centre International de l'Artisanat, Rome).

Les Cahiers de l'Artisanat, mensuels (Ed. de l'Institut National des Métiers, Paris).

Informazioni, mensuel (Centre International d'Etudes Artisanales, Rome).

I Problemi dell'Artigianato, bimestriels (1932-35, Rome).

Cahiers franco-allemands, mensuels (Berlin).

Journaux

Deutsche Handwerk (Organe officiel du Reichsstand de l'Artisanat allemand, Berlin).

Artigiano, hebdomadaire (Settimanale della Federazione Nazionale Fascista degli Artigiano, Rome).

Articles Principaux

Le syndicalisme fasciste, par F. PERROUX (Revue d'Economie Politique, 1928).

La 3^e Ordonnance relative à l'Artisanat allemand, par F. SCHÜLER, Secrétaire général du Reichsstand des deutschen Handwerks, *Problemi dell' Artigianato*, février 1935).

Sources de documentation

Le Centre de Documentation de l'Institut National des Métiers et de l'Institut International de l'Artisanat de Paris.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE

LA CONDITION DE L'ARTISAN EN ALLEMAGNE

<i>Chapitre I.</i> — L'Artisanat en Allemagne avant le régime hitlérien	9
<i>Chapitre II.</i> — L'Avènement du National-Socialisme; sa doctrine; les théories relatives à l'Artisanat	17
<i>Chapitre III.</i> — L'Organisation générale de l'Artisanat en Allemagne	20
<i>Chapitre IV.</i> — Détermination de la notion d'Artisan	31
<i>Chapitre V.</i> — La Formation Professionnelle	36
<i>Chapitre VI.</i> — La Garantie des risques sociaux dans l'Artisanat	48
<i>Chapitre VII.</i> — Les Conditions de la production artisanale	56
<i>Chapitre VIII.</i> — La Protection des métiers et les encouragements donnés à l'Artisanat	64
<i>Chapitre IX.</i> — La Situation réelle de l'Artisanat en Allemagne; son évolution	70

DEUXIEME PARTIE

LA CONDITION DE L'ARTISAN EN ITALIE

<i>Chapitre I.</i> — La Place de l'Artisanat en Italie	79
<i>Chapitre II.</i> — L'Organisation de l'Artisanat dans le système corporatif italien	83

<i>Chapitre III.</i> — La Définition de l'Artisan en Italie	94
<i>Chapitre IV.</i> — La Formation Professionnelle	100
<i>Chapitre V.</i> — La Législation sociale et l'Artisanat italien ..	111
<i>Chapitre VI.</i> — Les Conditions de la production artisanale..	121
<i>Chapitre VII.</i> — La Protection des Métiers	128
<i>Chapitre VIII.</i> — La Situation réelle de l'Artisanat en Italie	131

CONCLUSION

